

Moscou souhaite une « rallonge » des crédits accordés par la France

LIRE PAGE 30
L'ARTICLE DE DANIEL VERNET

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,30 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Côte-d'Ivoire, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,20 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Norvège, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suède, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; U.S.A., 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 12
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télégramme Paris 650972
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Pérou à genoux

L'expérience nationaliste et révolutionnaire engagée en octobre 1968 par les militaires péruviens avec résolution, mais aussi avec quelque naïveté, continue de se désagréger inexorablement dans un pays aux prises avec d'insurmontables difficultés économiques et sociales.

Le mouvement de grève générale de trois jours déclenché le mardi 9 janvier à l'appel de plusieurs organisations politiques et de syndicats d'une gauche bien divisée n'est qu'un nouveau cri de colère de larges secteurs populaires sacrifiés à la tentative de redressement économique-financier imposé par le Fonds monétaire international et accepté à contre-cœur par le gouvernement du général Morales Bermúdez.

Celui-ci, qui est aussi un expert financier, a qualifié le F.M.I. d'« organisme déshérité et anachronique », tout juste capable de « manipuler l'arithmétique économique ». Mais le chef de l'État a dû également admettre qu'il « n'avait pas le choix ». Le Pérou, confronté de passer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international, a dû accepter le défi contraire lancé par le général Velasco Alvarado, est, après tant d'autres nations du tiers-monde, un pays à genoux.

Avec ses populations indiennes misérables des hautes terres, une capitale, Lima, submergée par un exode rural nourri sans trêve les ministres bidois (« haridés ») de la périphérie, un chômage endémique qui touche la moitié au moins de la population active, un grave sous-développement culturel des masses paysannes, le Pérou est un pays qui ne peut que continuer à se dégrader. Quelle n'est pas encore exposée l'extrême situation de la capitale, Lima, leader charismatique mais vieillissant de l'APRA (Alliance populaire pour la révolution américaine), formation actuellement majoritaire dans le Parlement, définit non sans cynisme de « qualité » péruvienne.

Pourtant, ce pays andin possède des richesses naturelles importantes, en particulier du pétrole et des minerais, et une de nations latino-américaines disposent d'une telle capacité de diversification de leur économie. Mais, pour des raisons analogues à celles qui ont causé en 1973 la perte de l'Unité populaire chilienne de Salvador Allende (fortes pressions extérieures, hostilité des classes dominantes, erreurs nombreuses d'administration et de jugement, projets trop ambitieux et désordonnés), le Pérou des militaires « de bonne volonté » doit renoncer. Lui aussi, à ses désirs légitimes de conquête de la souveraineté économique et de l'indépendance politique.

Ténace et populaire, le général Velasco Alvarado voulait « libérer » l'Indien asservi depuis des siècles. La réforme agraire, saluée en son temps par Fidel Castro, a certes sensiblement modifié les structures traditionnelles, particulièrement dans le Nord (domaine du sucre et du coton), mais elle n'a pu corriger vraiment l'insupportable désespoir général de l'atmosphère. Le général, chassé en 1975, voulait aussi « moderniser » une société dominée par l'oligarchie terrienne. Il a remplacé quelques grandes familles liées à l'étranger par une bureaucratie étatique dans les coopératives du Nord et du Centre, assés le processus d'industrialisation, exécuté des mesures de « socialisation » parfois généreuses, souvent bricolées, et tenté de mettre en place un vaste système de « participation » populaire.

Ses successeurs militaires affaiblement restés fidèles à l'esprit de la révolution de 1968. Sous la pression des événements et des hautes de fonds, ils ont dû depuis trois ans renouer les « acquis » sociaux et le volontarisme nationaliste de la « première phase » du régime. Encouragés par les États-Unis, ils ont également décidé de remettre progressivement le pouvoir aux civils. Il est douteux que ce transfert s'effectue, d'ici à 1980, sans constat de faillite.

(Lire nos informations page 5.)

IRAN

M. Bakhtiar est convaincu que le chah quittera le pays « dans les prochains jours »

M. Chapeaur Bakhtiar, premier ministre iranien, a affirmé mardi 9 janvier, au micro de France-Inter que le départ en « vacances » du chah était pratiquement « chose faite » et que le souverain quitterait l'Iran « dans les prochains jours » ; au même moment l'A.P.P. indiquait de « source gouvernementale » à Washington que les États-Unis avaient conseillé au chah de quitter l'Iran au moins temporairement, sa présence interdisant le retour à l'ordre.

M. Hocking Carter, porte-parole du Département d'État, s'est toutefois refusé à confirmer cette information. Il a seulement relevé que des « vacances » impliquent un retour ultérieur du souverain dans son pays. Il semble que le gouvernement américain ne considère plus le chah comme un garant de l'avenir politique du pays.

Le Pentagone a d'autre part fait savoir mardi qu'une flotte américaine croiserait dans l'océan Indien.

On a appris mardi à Téhéran que le chah avait ordonné le transfert d'une partie des biens de sa famille à la fondation Pahlavi qui serait chargée de les utiliser à des fins de bienfaisance et qu'il avait fait libérer deux cent soixante détenus.

Enfin le rai iranien a été dévalué ce mercredi 10 janvier d'environ 9 % par rapport au dollar américain par la banque nationale Mell pour ses opérations de comptes courants. Toutefois la banque aurait conservé l'ancienne parité du rai pour toutes les exportations iraniennes.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Prenant la parole devant plus d'une centaine de journalistes entassés dans deux pièces exiguës de sa villa de Niavaran, M. Karim Sandjabi, secrétaire général du Front national, a lancé, mardi 9 janvier, une véritable déclaration de guerre contre le nouveau gouvernement de M. Bakhtiar, qu'il a qualifié d'« illégitime ».

« Le chah et ses protecteurs, a-t-il dit, n'ont pas compris que

le vœu du peuple iranien n'est pas de changer de pion ou de premier ministre, mais de transformer fondamentalement le pouvoir et de rendre à la nation sa souveraineté. Il faut que le destin de l'Iran soit déterminé à Téhéran, et non à Washington, Londres ou Moscou ». M. Sandjabi a ajouté qu'il était prêt à prendre la tête d'un « gouvernement provisoire » répondant aux exigences de la « situation révolutionnaire », « et le peuple le lui demandait et s'il avait l'accord de l'ayatollah Khomeini ». Il n'a pas voulu donner davantage de précisions sur ce sujet, qui apparemment n'est pas à l'ordre du jour.

Le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUYERAS.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

JEUX INTERDITS

A dater du 1^{er} décembre prochain, la vente des jouets guerriers sera interdite en Suède, et ce à la suite d'une décision spontanée des fabricants et des commerçants. Ainsi, pour libérer leurs instincts agressifs les enfants devront-ils se passer des mini-guerres, des fusils de pistolets, de toutes les quincailleries accompagnant d'ordinaire les panoplies des tueurs ou des justiciers en herbe.

Évidemment, une telle décision risque de provoquer une crise des vocations au royaume des super-héros. Mais que les marchands d'armes se rassurent : il coulera encore beaucoup d'eau sous les ponts avant que ce genre de jouets soit également interdit aux adultes.

BERNARD CHAPIUS.

CAMBODGE

La Roumanie condamne l'intervention du Vietnam

L'U.R.S.S. et plusieurs pays de l'Est reconnaissent le nouveau régime

Après le Vietnam et le Laos, l'U.R.S.S., imitée par la R.D.A., la Pologne, la Hongrie et l'Afghanistan, a reconnu le nouveau régime cambodgien. La Roumanie, en revanche, condamne par un éditorial paru dans « Scinteia », le quotidien du parti — l'aide au Vietnam à « des éléments qui se sont levés contre la direction de leur propre pays ». Selon Scinteia, cette « ingérence dans les affaires d'un autre État » constitue un « coup sévère pour le socialisme ».

Les dirigeants yougoslaves sont pour leur part embarrassés. Ils indiquent notre correspondant à Belgrade, Paul Yankovitch. La presse yougoslave donne des informations sur le Cambodge, aussi bien de source chinoise que d'origine vietnamienne. L'attitude de Belgrade dépendra probablement de celle du prince Sihanouk — grand ami du président Tito — devant le Conseil de sécurité, qui devait examiner ce mercredi 10 janvier la question cambodgienne.

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique a laissé au Vietnam le soin de reconnaître le premier le Conseil révolutionnaire populaire installé à Phnom-Penh par le Front uni de libération du Kampuchéa (FULFUK). Quelques heures plus tard, Tass diffusait le message adressé par MM. Brejnev et Kosyguine à M. Heng Samrin. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du FULFUK, écrivent-ils, marque « le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour libérer le Kampuchéa de la tyrannie des seigneurs et de la tyrannie de la tyrannie ». Ils déclarent que le secrétaire général du P.C. soviétique répondait ainsi à une question de M. Cave, rédacteur en chef de l'« Assemblée » (pour les blocs opératoires) : les tours (pour les ascenseurs) sont tenues de disposer de moyens autonomes de production et que de nombreux industriels s'en sont équipés. Mais nul ne sait quelle puissance cela peut représenter. Il faut donc, dans un premier temps, recenser tous les groupes, avant de négocier des contrats avec chacun de leurs détenteurs. Car le kilomètre d'un groupe électrogène est cher.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 3.)

LA MULTIPLICATION DES PLANS RÉGIONAUX

Tous prioritaires

par J.-F. SIMON

Aujourd'hui le Nord, l'Aquitaine, la Lorraine ; hier le Massif Central, l'Ouest, les Vosges. Chaque région aura bientôt son plan. Ces plans régionaux ont au moins un mérite : ils obligent les Français à réviser leur géographie. Le Lot-et-Garonne est-encore l'Aquitaine, capitale Toulouse ou Bordeaux ? L'Ailier est-ce déjà le Massif Central et l'Auvergne ? Ils ont aussi des vertus plus séduisantes, puisqu'ils sont l'occasion de dresser des

bilans et de manifester des solidarités.

Dans ces temps de longues récriminations, il n'est pas mauvais de mettre toutes les cartes sur la table, de refaire les additions, de réviser les révisions. Les régions nées à la veille de la crise ont souvent été tentées, lorsqu'elles ont programmé leur développement, d'anticiper sur la prospérité. Sont venues les difficultés nationales, internationales ; restructuration et chômage, changement d'horizon, qui obligent à calculer au plus juste ce qui manque, ce qui est souhaitable et possible. L'avenir des Aquitains doit désormais s'évaluer de ce côté-ci et de l'autre des Pyrénées, où l'Espagne plonge à la porte du Marché commun. L'effondrement de la sidérurgie européenne soulève des séismes jusqu'au fond de la Lorraine ou du Nord. Des plans nouveaux, c'est-à-dire des évaluations nouvelles et des moyens nouveaux pour les prendre en charge, sont indispensables.

Ces plans offrent aussi une excellente occasion de se compter pour défendre ce qui compte. Le bon ton est, aujourd'hui, à l'exemple du président de la République — et si possible en forçant le ton — de brocarder les régions telles que les a instituées la timide loi de 1972. Cadre artificiel et donc vide, lieu des non-pouvoirs. La commune, le département, voilà des collectivités anciennes et vivantes. Pourquoi s'entêter à créer un échelon administratif supplémentaire qui ne peut que dérouter et retarder ?

La crise de l'emploi — et la crise tout court — a montré qu'elle ignorait ces frontières vénérables mais trop étroites. Ce sont des régions entières — même si leurs limites ne coïncident pas

toujours avec celles des établissements publics — qui sont frappées par les conversions ou les restructurations. Impossible de traiter isolément les « poussières de situations » qui, ici ou là, demandent des traitements collectifs. Les deux départements du Nord-Pas-de-Calais existent ensemble et, quels que soient les commentaires politiques que se déchaînent à ce sujet, il n'est pas sans intérêt de voir le président du conseil régional prendre le béton de pèlerin pour défendre des idées qu'il présente depuis des années.

(Lire la suite page 27.)

LA MORT DE L'ARCHITECTE PIER LUIGI NERVI

Un technicien visionnaire

Nous apprenons la mort, mardi, à Rome, de Pier Luigi Nervi. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

C'est un des plus grands pionniers de l'architecture contemporaine qui disparaît avec Pier Luigi Nervi. Ses constructions appartiennent à la tradition des architectures structurales de béton. Ingénieur de formation, grand technicien inspiré du « ferro cemento », dont il est l'inventeur, imprégné de la culture de son pays, il a réalisé le paradoxe de poursuivre, dans un langage moderne et dans des programmes nouveaux de la civilisation industrielle, la lignée des Bramante et des Borromini. Chez Pier Luigi Nervi, la technique et l'économie d'un édifice vont toujours de pair avec sa beauté.

La pénurie d'électricité

E.D.F. demanderait à des entreprises de produire leur courant

M. André Giraud, ministre de l'Industrie, a laissé entendre, le 9 janvier, lors d'un déjeuner de l'Association des journalistes économiques et financiers, qu'Electricité de France étudierait la possibilité de demander aux industriels qui disposent de moyens autonomes de production de couvrir (groupes électrogènes) de s'en servir pour couvrir le réseau en période de pointe. Plusieurs milliers de mégawatts (3 ou 4) pourraient ainsi être laissés à la consommation des autres usagers.

La C.G.T. a immédiatement réagi aux propos de M. Giraud en dénonçant une « déclaration » qui n'est pas celle d'un ministre qui a le souci de l'intérêt général.

Quelle que soit la rapidité des décisions qui seront prises pour permettre à l'E.D.F. de répondre pendant les prochains mois à sa mission de service public, ces mesures n'auront pas d'effets avant 1981-1982. La construction de turbines à gaz, le moyen de production le plus facile à relier au réseau — demande en effet près de deux ans et demi. Il est donc nécessaire de trouver les quelques milliers de kilowatts-heure qui permettent d'éviter que ne se reproduise la panne du 19 décembre.

Trois catégories de « producteurs » d'électricité peuvent, en fait, couvrir le réseau de l'E.D.F. M. Giraud n'a évoqué que l'une d'entre elles : les possesseurs de groupes de secours fonctionnant au fuel. Il est vrai que les cliniques (pour les blocs opératoires) les tours (pour les ascenseurs) sont tenues de disposer de moyens autonomes de production et que de nombreux industriels s'en sont équipés. Mais nul ne sait quelle puissance cela peut représenter. Il faut donc, dans un premier temps, recenser tous les groupes, avant de négocier des contrats avec chacun de leurs détenteurs. Car le kilomètre d'un groupe électrogène est cher.

Si l'E.D.F. demande aux gros industriels de s'en servir aux heures de pointe, elle devra rémunérer le coût de démarrage des groupes et celui d'une partie de la consommation de combustible. C'est donc un contrat indépendant de celui qui lie l'entreprise nationale à son client pour la fourniture d'électricité (contraintes aux contrats dits « interruptibles » par lesquels des industriels — une vingtaine acceptent d'être coupés lorsque cela arrange l'E.D.F. en échange d'une baisse notable de leur prime fixe). Une telle politique coûtera quoi qu'il en soit de l'argent à l'entreprise publique.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 29.)

“la première histoire du Monde”

LE MONDE

HISTOIRE D'UN JOURNAL
UN JOURNAL DANS L'HISTOIRE
JACQUES THIBAU



JEAN-CLAUDE SIMOEN

Un exposé original et passionnant des 84 dernières années de notre Histoire.

LA MORT DE L'ARCHITECTE PIER LUIGI NERVI

par J.-F. SIMON

bilans et de manifester des solidarités.

Dans ces temps de longues récriminations, il n'est pas mauvais de mettre toutes les cartes sur la table, de refaire les additions, de réviser les révisions. Les régions nées à la veille de la crise ont souvent été tentées, lorsqu'elles ont programmé leur développement, d'anticiper sur la prospérité. Sont venues les difficultés nationales, internationales ; restructuration et chômage, changement d'horizon, qui obligent à calculer au plus juste ce qui manque, ce qui est souhaitable et possible. L'avenir des Aquitains doit désormais s'évaluer de ce côté-ci et de l'autre des Pyrénées, où l'Espagne plonge à la porte du Marché commun. L'effondrement de la sidérurgie européenne soulève des séismes jusqu'au fond de la Lorraine ou du Nord. Des plans nouveaux, c'est-à-dire des évaluations nouvelles et des moyens nouveaux pour les prendre en charge, sont indispensables.

Ces plans offrent aussi une excellente occasion de se compter pour défendre ce qui compte. Le bon ton est, aujourd'hui, à l'exemple du président de la République — et si possible en forçant le ton — de brocarder les régions telles que les a instituées la timide loi de 1972. Cadre artificiel et donc vide, lieu des non-pouvoirs. La commune, le département, voilà des collectivités anciennes et vivantes. Pourquoi s'entêter à créer un échelon administratif supplémentaire qui ne peut que dérouter et retarder ?

La crise de l'emploi — et la crise tout court — a montré qu'elle ignorait ces frontières vénérables mais trop étroites. Ce sont des régions entières — même si leurs limites ne coïncident pas

Le Monde

idées

ÉDUCATION ET CRÉATION

Comment utiliser l'année de l'enfant ?

Par AMÉDÉE THÉVENET (*)

L'ANNEE 1979 est donc l'Année Internationale de l'enfant. Ainsi en a décidé l'Assemblée générale des Nations unies qui en a confié la responsabilité à l'UNICEF. Le France, pour sa part, a choisi pour thème de réflexion le sujet suivant : « Comment répondre aux besoins d'épanouissement, de sécurité et d'autonomie des enfants, en dehors des heures scolaires » (le Monde du 2 janvier).

Le choix de ce sujet est regrettable parce qu'inefficace. En effet, avant — comme pendant — comme après — l'année de l'enfant, l'épanouissement des enfants en dehors des heures scolaires est directement, sinon exclusivement, fonction du milieu socio-économique des parents. Avant — comme pendant — comme après l'année de l'enfant, les enfants des quartiers péri-urbains continueront de passer leur temps non scolaire sur les parkings et dans les caves des I.L.M. (en face des préaux et des cours d'écoles vides, mais interdits), et les enfants des milieux aisés continueront de fréquenter les groupes de loisirs éducatifs mais payants.

La plupart des responsables travailleurs sociaux eussent aimé que l'on parlât de l'enfance en danger. Celle qui remplit les permanences sociales et les services d'aide à l'enfance, celle qui est si mal connue du public, parce qu'on évite d'en parler.

Après l'année de l'enfant, nous avons l'année de l'adulte. On ne peut pas en parler. Alors, essayons d'en user intelligemment. Après tout, peut-être ce folklore n'est-il pas infantilisant par nature, mais par l'usage qu'on en fait. Essayons de tirer les leçons de l'année de l'enfant.

Comment faire pour la forme ? Éviter de donner la parole à ceux qui l'ont déjà prise. Ce sont toujours les mêmes qui parlent et qui écrivent. On questionne sur les ondes ceux qui se sont déjà exprimés par des livres. Et comme ces privilégiés de l'information ne sont pas d'une fertilité intellectuelle à la hauteur des sollicitations dont ils sont l'objet, ils se répètent, quand ils ne répètent pas ce que le voisin a dit la veille. Pendant toute l'année de la femme, j'ai attendu que la télé braque une caméra sur la vie d'une paysanne du Cantal, que l'on tende un micro à une ouvrière de Moulins, que l'on fasse écrire une journée de sa vie avec ses mots à elle par une mère de famille, à la double journée de travail. Je n'ai vu, entendu et lu que des héroïnes de Brétachet dans leur phase ascendante et pré-dépressive.

Éviter aussi de tendre micro, caméra ou colonne des journaux sérieux à celles (éventuellement à ceux) qui ont trop visiblement des problèmes personnels à évoquer. Pour liquider ses nerfs, il y a, depuis quelques années, un tas de livres souvent bien écrits, des magazines dont on sait qu'ils sont faits pour cela et qu'on n'est pas obligé d'acheter. Il y a aussi, pour les riches, les psychanalystes. S'ils sont fatigués, et s'ils ne servent à rien, au moins n'embêtent-ils personne.

Éviter encore de parler pour ne rien dire. C'est tout ce qu'on peut moudre de mots inutiles dans l'air déjà chargé de bruits. Un déluge de mots sur un désert d'idées. Quand on voit tout ce qui s'imprime, on comprend que l'importation de pâte à papier mette en péril la balance des paiements. Ce mal affecte même l'administration, naguère sobre et laconique (Robert Catherine) mais dont il faut maintenant résumer les circulaires pour les comprendre.

Enfin, cerner les problèmes, déceler leurs causes, et agir sur elles. Cela veut dire agir sur les causes et non sur les effets. C'est tellement bête qu'on a un peu honte de le dire. Et la cause du problème, ce n'est pas forcément « l'autre » : l'autre sexe (agissant des femmes), l'autre âge (les adultes, s'agissant des enfants), l'autre éducatrice (les enseignants pour les parents et réciproquement). De toute manière, rien de durable ne peut être fait qu'avec l'accord de « l'autre ».

Les vrais problèmes

Armée de beaux principes et, plus sérieusement, de l'expérience individuelle ou collective que peut donner une vingtaine d'années d'action sociale en faveur de l'enfance, je dresserais volontiers la liste des vrais et des faux problèmes des enfants de ce pays (et non pas des

« petits Français » : les enfants étrangers sont proportionnellement plus nombreux que dans le reste de la population. Risquons donc un début de catalogue.

Adoption. — Le drame de l'adoption, c'est qu'il y a des couples

qui ont trop visiblement des problèmes personnels à évoquer. Pour liquider ses nerfs, il y a, depuis quelques années, un tas de livres souvent bien écrits, des magazines dont on sait qu'ils sont faits pour cela et qu'on n'est pas obligé d'acheter. Il y a aussi, pour les riches, les psychanalystes. S'ils sont fatigués, et s'ils ne servent à rien, au moins n'embêtent-ils personne.

Éviter encore de parler pour ne rien dire. C'est tout ce qu'on peut moudre de mots inutiles dans l'air déjà chargé de bruits. Un déluge de mots sur un désert d'idées. Quand on voit tout ce qui s'imprime, on comprend que l'importation de pâte à papier mette en péril la balance des paiements. Ce mal affecte même l'administration, naguère sobre et laconique (Robert Catherine) mais dont il faut maintenant résumer les circulaires pour les comprendre.

Enfin, cerner les problèmes, déceler leurs causes, et agir sur elles. Cela veut dire agir sur les causes et non sur les effets. C'est tellement bête qu'on a un peu honte de le dire. Et la cause du problème, ce n'est pas forcément « l'autre » : l'autre sexe (agissant des femmes), l'autre âge (les adultes, s'agissant des enfants), l'autre éducatrice (les enseignants pour les parents et réciproquement). De toute manière, rien de durable ne peut être fait qu'avec l'accord de « l'autre ».

Adoption. — Le drame de l'adoption, c'est qu'il y a des couples

qui ont trop visiblement des problèmes personnels à évoquer. Pour liquider ses nerfs, il y a, depuis quelques années, un tas de livres souvent bien écrits, des magazines dont on sait qu'ils sont faits pour cela et qu'on n'est pas obligé d'acheter. Il y a aussi, pour les riches, les psychanalystes. S'ils sont fatigués, et s'ils ne servent à rien, au moins n'embêtent-ils personne.

Éviter encore de parler pour ne rien dire. C'est tout ce qu'on peut moudre de mots inutiles dans l'air déjà chargé de bruits. Un déluge de mots sur un désert d'idées. Quand on voit tout ce qui s'imprime, on comprend que l'importation de pâte à papier mette en péril la balance des paiements. Ce mal affecte même l'administration, naguère sobre et laconique (Robert Catherine) mais dont il faut maintenant résumer les circulaires pour les comprendre.

Enfin, cerner les problèmes, déceler leurs causes, et agir sur elles. Cela veut dire agir sur les causes et non sur les effets. C'est tellement bête qu'on a un peu honte de le dire. Et la cause du problème, ce n'est pas forcément « l'autre » : l'autre sexe (agissant des femmes), l'autre âge (les adultes, s'agissant des enfants), l'autre éducatrice (les enseignants pour les parents et réciproquement). De toute manière, rien de durable ne peut être fait qu'avec l'accord de « l'autre ».

Adoption. — Le drame de l'adoption, c'est qu'il y a des couples

qui ont trop visiblement des problèmes personnels à évoquer. Pour liquider ses nerfs, il y a, depuis quelques années, un tas de livres souvent bien écrits, des magazines dont on sait qu'ils sont faits pour cela et qu'on n'est pas obligé d'acheter. Il y a aussi, pour les riches, les psychanalystes. S'ils sont fatigués, et s'ils ne servent à rien, au moins n'embêtent-ils personne.

Éviter encore de parler pour ne rien dire. C'est tout ce qu'on peut moudre de mots inutiles dans l'air déjà chargé de bruits. Un déluge de mots sur un désert d'idées. Quand on voit tout ce qui s'imprime, on comprend que l'importation de pâte à papier mette en péril la balance des paiements. Ce mal affecte même l'administration, naguère sobre et laconique (Robert Catherine) mais dont il faut maintenant résumer les circulaires pour les comprendre.

Enfin, cerner les problèmes, déceler leurs causes, et agir sur elles. Cela veut dire agir sur les causes et non sur les effets. C'est tellement bête qu'on a un peu honte de le dire. Et la cause du problème, ce n'est pas forcément « l'autre » : l'autre sexe (agissant des femmes), l'autre âge (les adultes, s'agissant des enfants), l'autre éducatrice (les enseignants pour les parents et réciproquement). De toute manière, rien de durable ne peut être fait qu'avec l'accord de « l'autre ».

Adoption. — Le drame de l'adoption, c'est qu'il y a des couples

Adoption. — Le drame de l'adoption, c'est qu'il y a des couples

Qui a peur de l'imagination ?

Par FLORENCE VIDAL (*)

VERS les années 50, deux révolutions ont lieu outre-Atlantique. Une révolution visible et une révolution invisible. La première est marquée par la sortie de l'ordinateur Univac 1 et signe les débuts de l'informatique. Un ordinateur, cela se voit. Personne donc, n'ignore la naissance de cette impressionnante quinquennelle. Comme il s'agit d'automatiser la pensée dite « logique » et que cette pensée est assez familière, tout le monde comprend de quoi il retourne et on se jette avec frénésie sur ce nouvel outil, sur ce nouveau business.

Cette même année, 1950, un livre est publié. Il s'appelle *The relation of intellectual factors to creative thinking in Science*. Son auteur, J. P. Guilford, n'est pas le premier à avoir abordé le sujet, mais, à la différence de ses prédécesseurs pionniers, lui se fait vraiment entendre par ses confrères. La psychologie de la créativité devient une discipline à part entière. En gros, cette science se propose de comprendre comment se comporte et pense l'homme qui imagine de nouvelles formes dans les sciences, les arts et les techniques. L'homme qui cesse de reproduire les schémas connus sort des automatismes de la perception et de la réflexion, se comporte en être pensant et non en machine.

Voici ce que ces chercheurs vont mettre en évidence : 1) Il apparaît que tout être humain est, peu ou prou, apte à l'expression et à l'expression créative, c'est-à-dire apte à transformer ses représentations et à inventer des langages. Il ne s'agit pas là d'un don ou d'un surdon. 2) On observe que la société — l'animal humain est grégaire — exerce de puissants contrôles sur la créativité de ses membres. La répression est fréquente, puis-que la nouveauté bouscule les normes fixées par les grands pères. La stimulation existe aussi. Le plus souvent, la société oriente,

canalise la créativité. Elle dit : « Soyez créatif lorsque vous vous servez d'un microscope ou d'un cyclotron. Oubliez de l'être face aux structures sociales. » Il arrive aussi que l'expression créative devienne le privilège d'un sous-groupe (politique, académique, etc.) qui énonce : « Nous, on pense pour vous. » D'où des manœuvres plus ou moins réussies, plus ou moins raisonnables, visant à s'approprier la gestion et la promotion du changement.

3) Nos chercheurs considèrent l'homme créateur, celui dont la créativité n'a pas été bloquée par les pressions sociales décrites ci-dessus. Voici, très rapidement, son portrait. Intelligent, il est bien sûr, au sens traditionnel du terme (c'est-à-dire que son cerveau mémorise, préfigure, associe de façon satisfaisante). Toutefois, ce n'est pas le grand champion du Q.I. C'est bien normal : sa forme globale ne le dérange pas, car, pour lui, rien n'est vraiment noir ou blanc, mais tout est noir et blanc. Enfin, on le décrit comme autonome, capable de défendre sa vision du monde — souvent minoritaire — contre les forces du conformisme établi ; capable de prendre des risques intellectuels.

Non, l'individu créatif n'est pas un super-ordinateur, c'est une personnalité complexe, paradoxale où domine la part affective. « Je n'ai pas d'aptitude spéciale », disait Einstein, tout ce que j'ai, c'est que je suis passionnément curieux. » Cet esprit est particulièrement souple, flexible. De plus, il est « tolérant au désordre », accepte la perte de repères qui advient lorsqu'un schéma est détruit et n'a pas encore été remplacé par un autre schéma reconstruit autrement. L'ambiguïté ne le dérange pas, car, pour lui, rien n'est vraiment noir ou blanc, mais tout est noir et blanc. Enfin, on le décrit comme autonome, capable de défendre sa vision du monde — souvent minoritaire — contre les forces du conformisme établi ; capable de prendre des risques intellectuels.

estime groupe Bourbaki (1) appartient à ce type. Ceux qui l'ont observé, ceux qui l'ont étudié constatent qu'il respecte les règles de la démocratie élémentaire (parité et diversité des participants, animation fonctionnelle et non dominatrice, accueil à l'originalité, bonne communication). Au surplus, les membres de ce groupe très ouvert communautaire sous les espèces de la taquinerie et de la gastronomie. Sur ce dernier point, les Français atteignent un niveau respectable. Pour le reste...

Qui ne se souvient de réunions de réflexion dont la productivité intellectuelle était fort médiocre, en dépit de la qualité personnelle des participants ? Qui ne se souvient de réunions de travail opérant dans un climat de parfaite confusion ? Pour éviter ces désastres et ce gaspillage de ma-

tière grise, certains ont conclu qu'il fallait enseigner le savoir-vivre et le savoir-penser en groupe. En France, cette formation est encore trop peu dispensée. Pourquoi ? D'abord, parce que les Français en conçoivent mal l'utilité (ils ont la science infuse...) ; ensuite parce qu'ils affublent cette formation d'un nom douteux (il y a du psychosociologie là-dessous) ; enfin, parce que les « psy » vendent tout ce qu'ils peuvent sur les foires de contestation. Il y a aussi ceux qui protestent vertueusement au nom de la spontanéité et qui, en situation de groupe, s'arrangent pour juguler la spontanéité des petits camarades. C'est dommage, car bien utilisé, le groupe est un instrument de travail remarquable. Les Américains, eux... Chut ! Il est hors de question de recevoir des leçons de civilisation de ces gens-là.

Pour ne pas manquer la suite

Pour en revenir, quand même, à ces Américains, il faut admettre qu'ils ont, aussi, diablement réfléchi au problème de la dissémination des idées. Une étude de

relations informelles que l'on appelle le « collège invisible ». Autrement dit, la recherche d'informations reste essentiellement un *people process*, un *processus humain*. Quand on est convaincu de cela, il est loisible de réfléchir à tous les moyens d'améliorer ce processus humain. Et il y en a. Quantité d'experts en la matière sont même prêts à expliquer comment faire.

Dès la fin du dix-neuvième siècle, la France était en possession des principaux concepts qui lui eussent permis de poser les fondements d'une science de la psychologie de la création. Les réflexions de Pasteur, de Bernard, de Poincaré, de Hadamard, de Bergson, de Valéry allaient très loin. En 1894, Paul Valéry présentait l'importance de ce qu'il nomme une « logique méconnue », devine les jeux de la sensibilité et les aventures de la perception du peintre-inventeur Léonard de Vinci. Il trace un profil de l'individu créatif, celui-là même que décriront, en termes plus pesants les psychologues américains.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de suite ? Peut-être parce que la pensée française était bloquée sur le concept de génie, d'exception. Les Anglo-Saxons, eux, eurent une vue plus démocratique et plus pratique de l'affaire. Ils jouèrent (pour la plupart) sur les conditions d'environnement et sur la progressive formation d'une personnalité. Ces petites différences allaient leur permettre de sauter le pas. Les Français d'aujourd'hui vont-ils être capables de surmonter le sentiment de rejet qu'ils éprouvent à l'égard du monde américain ? Reste à casser quelques mythes qui ont la peau dure.

LE MYTHE DU SURDOUE. Ah ! le surdoué. On fait tout pour lacer entendre qu'on laisse dépérir d'enfer des enfants prodiges. Fort abusivement, on confond allègrement leurs facilités avec la créativité. Le petit Einstein était un mauvais élève ; cependant, on raconte qu'il demeura des heures fasciné devant une boussole qu'on venait de lui offrir. Qui est capable de mesurer cet étonnement ? Des enfants dessinent, à douze ans, comme de petits Michel-Ange. Tant mieux. Mais quand comprendra-t-on qu'un vrai peintre peint, avant tout, avec son regard, avec ses émotions. A-t-on tout vu, tout senti à douze ans ?

LE MYTHE DE L'ORDINAIRE-SURDOUE. Un autre surdoué, celui-là, auquel on attribue, en plus, des pouvoirs magiques. Il faudrait être sérieux. Que fait-il le magicien ? Il est capable de s'adonner à des activités

mineures, telles que rechercher un numéro de téléphone ou établir un compte comptable ; d'améliorer des activités mineures (la banque de données) ; de procurer un terrain expérimental (simulation) ; d'effectuer des développements programmés impossibles à faire (ville) par voie traditionnelle (équations, etc.). Cela peut, pour l'instant du moins, sembler assez grandiose. L'ordinateur ne peut aider l'homme que dans le domaine que, dans leur jargon, les informaticiens qualifient de descriptif-répétitif. De plus, il n'admet que les situations à « causalité parfaite ». Conclusion : ce surdoué est un ignare pour tout ce qui touche au qualitatif ; il n'est pas, par essence, fait pour déceler ou décrire un phénomène unique en son genre. Il n'est pas prêt de remplacer l'esprit humain qui découvre, pour la première fois, une étrange ou qui sent, intuitivement, l'existence de quelque chose de radicalement nouveau.

LE MYTHE DES GROS SOUS. Les budgets de recherche sont une chose, mais la façon dont on les répartit et les utilise en est une autre. Il existe des assortiments de clauses d'affectation rigides comme l'administration courtoise. D'autres sont attribués à des directeurs de recherche que l'on considère responsables de gérer leurs affaires en souplesse.

Peut-on avoir raison de ces quelques mythes ? Peut-être. Sur les points que nous venons d'évoquer, il est possible d'argumenter et, faisant montre de quelque patience, de convaincre.

Mais, au-delà des mythes, n'y aurait-il pas des peurs ? Les nouveaux citoyens, plus imaginatifs, seront moins faciles à manipuler, ils n'écouteront plus, bouche bée, les discours roflants, les arguties technocratiques, les slogans primaires. Ils vont démasquer le fond sous la forme, contester les objectifs. Est-ce bien raisonnable politiquement parlant ? Et notre administration, si argumentée grâce aux normes du mandarinat, que va-t-elle devenir si nous accordons le droit de parole à quelques jeunes fonctionnaires remuants ? Quant à cette histoire de travail en groupe, elle est a priori suspecte. Nous allons tout droit à la participation et à l'autogestion. Nos grands chefs tiennent-ils ce raisonnement de petits chefs ? S'il en est ainsi, leurs peurs s'appellent peur de l'intelligence, peur de la démocratie.

(*) Maître de conférences à l'ENSA. Auteur du livre *Apprendre à imaginer* (Lafont, 1977).

Le « collège invisible »

Lorsque l'on a compris tout cela, une révolte déchirante de notre conception de l'éducation s'impose. A l'éducation traditionnelle, basée sur l'acquisition des connaissances, se superposera une seconde éducation orientée vers le questionnement, la confrontation ouverte avec le monde et avec soi, la gymnastique de l'imagination, l'exercice de la rêverie, l'audace de tout remettre en cause. Il ne s'agit plus ici d'acquisition de savoir, mais d'acquisition d'attitudes. Des attitudes mêmes qui peuvent inciter l'individu à devenir plus libre. Vaste programme.

Le Français est individualiste, c'est bien connu. Félicitons-le de se méfier des dangers du panurgisme et de fuir les tentatives d'endoctrinement. Cette position défensive a du bon. Elle limite les dégâts que cause le groupe, vu comme une puissance suspecte et parfois maléfique. Cependant, cette position devient absurde lorsqu'elle exclut, pour ainsi dire a priori, une autre perception du groupe vu cette fois comme un champ de forces positives. Ainsi, un petit groupe qui fonctionne bien peut devenir un lieu d'échanges et de création collective. Le



38 F.

le Centurion

Le Monde

APRÈS L'ÉTAT

Le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

ARRIVÉ A NEV

le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

le prince Sihanouk veut que l'ordonnement aux Vis de se retirer de s...

حکومت الاصل

APRÈS L'ÉTABLISSEMENT DU NOUVEAU RÉGIME DE PHNOM-PENH

De nouvelles unités vietnamiennes ont pénétré au Cambodge mardi 9 janvier pour renforcer celles qui avaient envahi le pays, indique une source autorisée à Washington. D'autre part, Bangkok a confirmé le bombardement du quartier général de ses forces à la frontière du Cambodge par deux Mig-21 vietnamiens (« Le Monde » du 10 janvier), mais a affirmé qu'il s'agissait sans doute d'une méprise. Le premier ministre thaïlandais, le général Kriangsak, devait toutefois se rendre ce mercredi à l'ambassade du Vietnam, à Bangkok, pour demander des explications. A l'origine, on avait cru que ce bombardement était le fait d'avions cambodgiens. Les observateurs signalent des raids aériens vietnamiens — une centaine par jour — au-dessus du territoire khmer : il s'agit de briser la résistance des Khmers rouges qui semble se poursuivre dans certains secteurs.

Les rumeurs les plus contradictoires circulent d'autre part sur le sort des anciens dirigeants. Mercredi matin, des émissaires du ministère cambodgien des affaires étrangères du régime Pol Pot ont remis au poste frontière thaïlandais d'Aranya-Prathet un message de M. Ieng Sary, ancien ministre des affaires étrangères, destiné à son homologue de Bangkok, M. Upadit, avant de regagner leur pays. On ignore la teneur de ce texte mais, selon certaines rumeurs, M. Ieng Sary pourrait demander l'asile politique en Thaïlande. D'autres informateurs font état de la mort de M. Pol Pot ; toutefois, le prince Sihanouk, qui vient d'arriver à New-York, a affirmé que celui-ci et M. Ieng Sary se trouvaient toujours au Cambodge où, selon l'ambassade khmère à Pékin, ils dirigent la résistance.

La radio du nouveau régime, qui émet

désormais de Phnom-Penh, a violemment attaqué le prince Sihanouk et mis en garde Pékín contre toute tentative d'ingérence dans les affaires du Cambodge. L'agence de presse du FUNSK indique que, dans la province de Kompong-Cham, les Cambodgiens regagnent leurs villages d'origine, quittant les coopératives créées par le pouvoir précédent.

Les Etats-Unis ont réagi aux « actes d'agression » vietnamiens au Cambodge en suspendant les conversations américano-vietnamiennes sur le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Il n'est pas question que les Etats-Unis reconnaissent Hanoi » aussi longtemps que les troupes vietnamiennes resteront au Cambodge, a déclaré mardi un porte-parole américain. Une délégation parlementaire américaine qui devait se rendre mercredi à Hanoi a annulé son voyage.

A son arrivée à New-York, le prince Sihanouk, qui entend représenter son pays aux Nations unies lors du débat sur le Cambodge, a annoncé son intention de se rendre à Washington pour y rencontrer M. Cyrus Vance, selon un porte-parole du département d'Etat, une telle requête serait prise en considération.

Enfin, les ministres des affaires étrangères des pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) se réuniront les 12 et 13 janvier à Bangkok pour examiner la situation de la région à la lumière des événements du Cambodge. Le vice-premier ministre malaisien a déclaré mardi que son pays condamne le soutien apporté aux « rebelles cambodgiens » par Hanoi. Les Indonésiens annoncent leur intention d'augmenter leur budget militaire. — (U.P.I., A.F.P., Reuter, A.P.)

ARRIVÉ A NEW-YORK

Le prince Sihanouk veut que les Nations unies ordonnent aux Vietnamiens de se retirer de son pays

M. Mills (Jamaïque), président du Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré, mardi soir 9 janvier, que le Conseil se réunira « dès que possible », sans doute ce mercredi, pour examiner la situation au Cambodge. A son arrivée à New-York, mardi, le prince Sihanouk, émissaire du gouvernement des Khmers rouges, a déclaré qu'il demanderait au Conseil d'ordonner au Vietnam de retirer ses forces du Cambodge « et de laisser les Cambodgiens régler eux-mêmes leurs affaires ».

Le premier problème qui se pose aux Nations unies est celui de la représentation cambodgienne. Sa solution passera sur la suite du débat.

L'organisation internationale comporte trois organes : l'Assemblée, le secrétariat général et le Conseil de sécurité, qui se prononcent indépendamment les uns des autres sur les questions de représentativité.

● A l'Assemblée siègent des délégations spéciales. A chaque session, le bureau de l'Assemblée se prononce sur la représentativité de chacune. L'Assemblée n'est pas saisie du problème cambodgien et, actuellement, elle ne siège pas. Mais lundi, exceptionnellement, elle reprendra sa trentième session suspendue fin décembre. Or l'ambassadeur M. Prastit, qui siègeait pour le Cambodge à la première partie de la session, est revenu mardi à New-York avec le prince Sihanouk. Il est vraisemblable qu'il voudra réoccuper son siège.

● Après le secrétaire général, M. Waldheim, beaucoup d'Etats membres accordent des délégations permanentes. C'est le secrétaire général lui-même qui décide ou non d'accepter ces accreditations. Cependant, à cet égard, le cas du Cambodge ne se pose pas puisqu'il n'entretient pas de délégation permanente.

● Le Conseil de sécurité est formé de cinq membres permanents et de dix membres non permanents au nombre desquels le Cambodge ne figure pas. Les membres non permanents ont cependant le droit de se faire représenter aux débats qui les intéressent.

Lorsqu'une plainte est déposée, il appartient au président du Conseil de prendre deux décisions : 1) Doit-il réunir effectivement le Conseil (ce

qui implique que, pour lui, la plainte est recevable ? 2) Qui doit-il admettre au débat ? En admettant une délégation comme celle du prince Sihanouk, le président ne se prononce pas nécessairement sur sa représentativité. N'importe quel témoignage jugé utile peut être accepté, même s'il n'émane pas d'un gouvernement. Dans les cas litigieux, le président consulte les membres du Conseil avant de se décider, d'abord séparément puis ensemble. Rappelons que le veto des membres permanents n'est pas admis pour les questions de procédure.

Dans la pratique, lorsqu'un coup de force survient dans un Etat membre de l'ONU, deux cas se présentent : 1) Lorsque l'autorité du nouveau régime est indiscutable, sa représentativité est admise après quelques tractations plus politiques que juridiques ; 2) Lorsque deux gouvernements se disputent ou se partagent un territoire, la controverse peut durer. Elle a sévi vingt ans pour la représentation chinoise. Le cas différait de celui du Cambodge parce que le gouvernement de Formose occupait le terrain avec une représentation permanente et un siège au Conseil de sécurité.

Dans le cas présent, l'U.R.S.S. (comme le Vietnam) estime que le Conseil n'est pas compétent et qu'il s'agit d'une affaire « intérieure ». Elle opposera son veto aux résolutions de fond, oubliant qu'elle avait appuyé, il y a quelques années, l'admission du gouvernement des Khmers rouges qu'elle révoque aujourd'hui. Les Occidentaux, au nom de l'intégrité territoriale et de l'indépendance des Etats, appuieront ce même gouvernement, qu'ils prennent violemment à partie il y a quelques semaines.

MAURICE DELARUE.

● Dix réfugiés vietnamiens parmi les deux mille trois cents se trouvant à bord du cargo Tung An, ancré en baie de Manille depuis le 27 décembre, ont quitté, mardi 9 janvier, les Philippines pour la France, qui a accepté de les accueillir. Six autres devaient partir pour la Nouvelle-Zélande. Israël, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale se proposaient d'en recevoir plusieurs centaines. — (A.F.P.)

Le Japon suspend son aide à Hanoi

De notre correspondant

Tokyo. — Le Japon paraît de plus en plus préoccupé par la situation en Indochine qui pourrait « déstabiliser l'ensemble de la région », écrit, en particulier, le journal Asahi dans un éditorial. « La crise n'a jamais été aussi aiguë en Asie du Sud-Est depuis la guerre du Vietnam », poursuit le quotidien, soulignant le renforcement du dispositif militaire chinois à la frontière du Vietnam et la possibilité d'une extension du conflit aux provinces septentrionales du Laos où l'influence de Pékin est importante.

Une action commune avec les pays de l'ASEAN

Le gouvernement a annoncé que le Japon agira de concert avec les pays de l'ASEAN pour décider de sa politique et que, pour l'instant, il n'était pas question de reconnaître le nouveau régime de Phnom-Penh. Les Japonais ont notamment donné cette assurance, mardi 9 janvier, au prince Sihanouk au cours de l'escalade qu'a faite, à Tokyo, l'ancien chef de l'Etat cambodgien en route pour New-York. M. Sonoda, ministre des affaires étrangères, s'est cependant refusé, au cours d'une conférence de presse, à préciser si le Japon continuera ou non à reconnaître le régime Pol Pot. Le gouvernement japonais a, ces deux derniers jours, durci sa position à l'égard de Hanoi. Alors que, au lendemain de la chute de Phnom-Penh, Tokyo n'avait fait aucun commentaire officiel sur la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge, le gouvernement dénonce aujourd'hui l'intervention de Hanoi et fait du retrait de ses forces une condition du règlement du conflit.

Le Japon, après avoir annoncé lundi (le Monde du 9 janvier) qu'il réexaminait sa politique d'assistance à Hanoi a décidé de suspendre celle-ci, faisant valoir que les Vietnamiens n'avaient pas tenu leur engagement de trouver une solution pacifique à leur différend avec le Cambodge, condition mise par Tokyo à son aide lors de la visite au Japon en décembre de M. Nguyen Duy Trinh, ministre des affaires étrangères du Vietnam.

En revanche, le Japon compte accroître substantiellement son aide à la Thaïlande et aux autres pays de l'ASEAN en leur accordant en particulier des prêts en yens afin d'assurer la stabilité de la région. Le général Kriangsak Chamanand, premier ministre thaïlandais, est d'ailleurs attendu le 18 janvier à Tokyo. Les Japonais voient dans la main-

mise du Vietnam sur le Cambodge une conséquence de la normalisation des relations sino-américaines. Une aggravation de la tension en Asie du Sud-Est, et en particulier en Indochine, avait été la crainte majeure de certains observateurs au lendemain de la décision de M. Carter d'établir des liens officiels avec Pékin, mettant ainsi la dernière touche à ce qui peut passer pour une « alliance » de fait entre les Etats-Unis, la Chine et le Japon contre l'U.R.S.S. (le Monde du 19 décembre). Bien que le gouvernement ne se soit pas encore prononcé officiellement sur ce point, le sentiment prévaut à Tokyo, que les Nations unies doivent intervenir : « Il est temps, écrit l'Asahi, que l'ONU sorte de la réserve qui fut la sienne pendant la guerre américano-vietnamienne et assume pleinement son rôle pour le maintien de la paix du monde ». Cet éditorial peut être rapproché de celui du Nihon Keizai, le journal économique japonais. Commentant la réunion des « Quatre » à la Guadalupe, il écrit que la politique occidentale paraît pour le moins « ambivalente », se fixant à la fois comme objectif la détente et l'anti-hégémonie. « Ces deux objectifs sont mis à l'épreuve en Iran et en Indochine : les développements dans ces deux régions créent de sérieux risques, en fait, de mettre en cause la stratégie occidentale. »

PHILIPPE PONS.

Moscou et ses alliés ont reconnu le nouveau régime

La Roumanie condamne l'intervention vietnamienne

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas un hasard si Tass n'a diffusé de l'entretien accordé par le dirigeant soviétique aux journalistes américains que la partie consacrée au Cambodge.

Trois thèmes

Il y a trois thèmes dans les propos soviétiques : — Le régime qui vient de s'établir était un régime sanguinaire, voire fasciste. Alors qu'il y a un mois les Soviétiques faisaient état de deux millions de victimes de la « clique Pol Pot-Ieng Sary », Tass parle maintenant de trois millions de Cambodgiens exterminés. Or le Kampuchéa n'a fait que suivre « l'exemple tragique » de la Chine qui elle-même « a toujours les droits des « plus élémentaires de l'homme ». Ce raisonnement permet aux Soviétiques de dénoncer une nouvelle fois l'hypocrisie des « défenseurs paternels » des droits de l'homme qui « jurent les yeux sur les atteintes grossières à la dignité de l'homme en Chine » pour pouvoir jouer la carte chinoise.

C'est le peuple cambodgien qui s'est soulevé contre un régime « abhorré sans ingérence aucune de la part du Vietnam ». Les ac-

cusations contre Hanoi ne sont qu'une « tactique grossière » de la propagande chinoise de « dénaturer l'état réel des choses », a dit M. Brejnev à ses hôtes américains.

— La victoire du FUNSK va permettre le développement de rapports de bon voisinage et de coopération en Asie du Sud-Est. Selon les Soviétiques, c'est vrai non seulement des trois pays indochinois (Vietnam, Laos et Cambodge), mais aussi de tous les pays de la région. Appendice de la Chine dans le Sud du continent, le Cambodge apparaît comme l'un des principaux obstacles à la création d'une zone de prospérité, de neutralité et de paix, que M. Pham Van Dong, le premier ministre vietnamien, soutenu par Moscou, avait prônée lors de sa tournée dans les Etats de l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-Est). Mais ce thème est pour l'instant traité discrètement par les Soviétiques, qui ne veulent pas avancer trop vite leurs pions. Après les événements du Cambodge, il est peu probable que les pays de l'ASEAN souscrivent volontiers à la thèse de Moscou pour qui la politique de bon voisinage, de coopération pratiquée par le Vietnam est une contribution de taille à la cause de la paix et du progrès social sur terre.

DANIEL VERNET.

Tribune internationale

Sombres perspectives

par M. SIM VAR (*)

AINSI donc, comme cela était prévu depuis longtemps, le Kampuchéa démocratique de Pol Pot est tombé comme un fruit mûr sous la coupe du Nord-Vietnam. En effet, au lieu de songer, au lendemain de la victoire sur les républicains de Lon Nol, à panser les blessures et à s'atteler à l'immense tâche de la reconstruction nationale, les révolutionnaires Khmers Samphan, Pol Pot, Ieng Sary et Son Sen se sont ingéniés à fouler aux pieds les droits les plus fondamentaux de l'homme pour détruire toutes les forces vives de la nation khmère, effaçant en quelques jours deux mille ans d'histoire du Cambodge. Ils avaient pourtant tous que le Nord-Vietnam attendait que le mouvement propice pour sauter sur la proie khmère. Mais ces étranges révolutionnaires n'ont poursuivi pas moins tranquillement leur sinistre besogne, en exterminant sans jugement ou en votant à la mort lente plusieurs millions de leurs compatriotes, alors que rien ne pouvait justifier une telle hécatombe.

Mais ce qui aggrave davantage leur cas, c'est que, étant responsables de la défense du territoire national, ils ont honteusement abandonné leurs postes. On peut aisément deviner ce qui va se produire après leur fuite : la prise du pouvoir par le FUNSK de Heng Samrin, dont on ignore tout jusqu'ici, sera probablement suivie de sanglants règlements de comptes entre compatriotes.

Comme personne ne connaît ses véritables desseins, on pense généralement dans les milieux des réfugiés khmers en France que, pour avoir obtenu l'appui d'assez puissantes troupes du Nord-Vietnam, cet homme a certainement dû faire la promesse de placer le Cambodge dans l'orbite d'Hanoi, car il semble difficile d'admettre que ces troupes se soient battues uniquement pour ses beaux yeux.

QUELLES que soient les dénégations de l'ambassadeur du Vietnam à Paris, ces troupes s'incrusteront dans ce pays aussi longtemps que la nouvelle équipe dirigée de Phnom-Penh en aura besoin pour consolider son pouvoir. Elles se camoufleront en un tour de main en troupes khmères, comme sous l'effet d'une baguette magique, exactement de la même façon que celles mises en mars 1970 à la disposition du prince Norodom Sihanouk, quand ce dernier venait d'être destitué de son poste de chef d'Etat pour avoir autorisé l'implantation des forces de Hanoi sur le territoire du Cambodge. Et si, d'ailleurs, cette nouvelle équipe s'avisait de résister à son tour à la satellisation du Cambodge, une fraction ne manquerait pas d'entrer en dissidence, à l'instigation du Vietnam.

Ainsi de suite, jusqu'à la disparition complète de ce pays de la carte du monde. Comme on le voit, le peuple khmer n'est pas encore arrivé au bout de ses peines. Tous ses malheurs proviennent du fait que son pays a, par la faute de ses dirigeants, quitté sa position de neutralité pour épouser la querelle des grandes puissances, se dressant à la suite de Pékin contre les deux plus grandes puissances nucléaires du monde : les Etats-Unis et l'Union soviétique.

On ne voit pas comment il pourra s'en sortir indemne. Car, depuis qu'elle se sent menacée d'encerclement par les pays de l'axe Pékin-Tokyo-Washington, l'Union soviétique essaiera probablement d'appuyer davantage son allié, le Vietnam, dans sa tentative de satellisation du Cambodge.

(*) Feminalement cambodgienne vivant en France, ancien conseiller de l'Union française.



Le modèle défiguré: l'Amérique de Tocqueville à Carter.

Le modèle défiguré
Par Thomas Molnar: 59 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

See Appendix Table 1, Table 1

EUROPE

Espagne

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN JUGE A MADRID Le gouvernement ne semble pas en état d'affronter la violence terroriste

De notre correspondant

Madrid. — L'attentat commis le mardi 9 janvier, et qui a coûté la vie à un juge du Tribunal suprême, a fourni un nouveau motif de consternation aux hommes politiques et aux journalistes (le Monde du 10 janvier). A en croire certaines informations, la police savait que le juge assassiné, M. Miguel Cruz Cuervo, pouvait être victime du terrorisme.

Une instruction ouverte récemment contre plusieurs membres des GRAPO (Groupes révolutionnaires antifascistes du 1^{er} octobre) aurait révélé, en effet, que l'organisation clandestine surveillait les mouvements du magistrat. Or, celui-ci, circulait sans aucune protection policière. Avant-il été au moins averti des menaces qui pesaient sur lui, et insisté pour modifier ses habitudes, afin de déjouer d'éventuels assauts ? C'est un point qui n'a pas encore été éclairci. En tout cas, la seule organisation qui avait revendiqué l'attentat mardi soir était précisément celle des GRAPO, qui a adressé un message à un quotidien madrilène et un appel téléphonique à un journal de la Catalogne.

Aucune mesure nouvelle ne serait prise...

Déjà, la semaine dernière, on avait relevé que le gouvernement militaire de Madrid, assassiné par un commando de l'ETA, ne bénéficiait d'aucune garde policière à son domicile. Or, les militants basques avaient averti qu'ils s'en prendraient à ses structures hiérarchiques de l'armée. Rien n'indique que, depuis, des précautions spéciales aient été adoptées. Exemple parmi d'autres : à Madrid, chacun peut constater que beaucoup de policiers s'alignent devant les commissariats sans pratiquement à découvert, car ils ne possèdent aucun parapet ou mur de protection.

Selon l'agence Europa Press, la première réaction des autorités, après l'attentat de mardi, a consisté à dire qu'aucune mesure nouvelle ne serait prise dans la lutte contre le terrorisme, car un plan était déjà en cours d'exécution, et il avait donné des résultats au Pays basque. Le ministre de l'Intérieur, M. Martín Villa, avait fourni les mêmes assurances le jeudi 4 janvier dans une allocution radiotélévisée. On se demande si cette sérénité officielle va durer jusqu'au 1^{er} mars, date des élections législatives. Le quotidien Informations remarque récemment dans un édito que le pays n'était pas préparé psychologiquement pour affronter la violence.

Son inertie antérieure

Pour sa part, le gouvernement ne donne pas l'impression de s'être mis sur le pied de guerre. En insistant beaucoup sur le fait qu'une centaine de militants présumés de l'ETA ont été arrêtés ces deux derniers mois, il ne fait que souligner son inertie antérieure. Dans la recherche collective de responsabilités, les autorités françaises ne sont pas oubliées. Les milieux politiques et la presse continuent de les accuser de « complicité passive » avec les militants de l'ETA réfugiés dans les départements pyrénéens. Il semble qu'il en soit tout autrement, mais certains Espagnols ne reconnaissent-ils pas eux-mêmes que l'un des travers du pays consiste souvent à imputer à autrui certains de ses maux ?

Après de longues délibérations, le conseil général basque, réuni à Bilbao, a pu blier dans la nuit de mardi à mercredi un communiqué condamnant durement l'ETA militaire, qu'il accuse de vouloir « provoquer un coup d'Etat, ce qui supposerait l'interruption du processus démocratique et l'étouffement des aspirations du peuple basque ».

Une fois de plus, il appelle chacun, en Euzkadi, à assumer ses responsabilités pour mettre fin à la violence. L'organe de pré-autonomie avait lancé un appel public, il y a environ un mois, en vue d'une négociation avec l'organisation séparatiste. Les milieux nationalistes modérés commentent à se demander si une telle solution est encore possible. L'ETA étant divisée, ils doutent en effet que les accords qui pourraient être conclus avec les uns ne soient pas respectés par les autres.

CHARLES VANHECKE.

Portugal

Le quotidien socialiste « A Luta » disparaît

De notre correspondant

Lisbonne. — Le quotidien socialiste « A Luta », dirigé par M. Raúl Rego, a cessé de paraître le mardi 9 janvier. Créé en août 1976 par le groupe de journalistes qui avaient quitté « A República », le journal ne se vendait plus qu'à huit mille exemplaires. Sa rédaction était réduite à une vingtaine de collaborateurs permanents.

Un plan avait été lancé au mois de juillet dernier pour sauver l'entreprise. Il prévoyait de nouveaux investissements ainsi que l'amélioration du contenu de la publication. Pendant quelques semaines, « A Luta » a essayé de changer de visage. Pour la première fois, des responsables politiques n'apparaissent pas au P.S., ont eu accès aux colonnes du journal. Les nouvelles ont été données avec une plus grande rigueur. Mais l'argent promis n'est pas arrivé.

Le parti socialiste, entre-temps, quittait le gouvernement. Libérés de leurs fonctions ministérielles, quelques-uns de ses principaux dirigeants ont commencé à s'inté-

resser davantage à la presse socialiste. M. Mario Soares, et ancien secrétaire général de la présidence du conseil des ministres, a pris la direction de l'hebdomadaire « Portugal socialista », organe officiel du parti. En même temps, l'école de M. Rego avait pili. Ses éditeurs dans « A Luta » n'étaient plus appréciés au siège du P.S., tant pour leur contenu, considéré comme « décalé », que pour leur style, jugé « vieillot ». Aussi des rumeurs ont-elles commencé à circuler sur l'avenir du journal. « A Luta » avait été racheté par M. José Gomes, ancien secrétaire d'Etat à la communication sociale.

Ce projet de tout façon, ne devrait pas se concrétiser avant le congrès du parti socialiste, prévu pour le mois de mars. Cette mauvaise manière faite à une personnalité comme M. Rego, qui jouit d'un certain prestige dans les couches populaires du P.S., pourrait cependant provoquer quelques remous. — J. R.

Tchécoslovaquie

L'AVOCAT DE M. SABATA SERAIT EMPÊCHÉ DE LE DÉFENDRE

Prague (A.F.P.). — L'avocat de M. Josef Sabata, porte-parole de la Charte 77, ne pourra probablement pas défendre son client, jeudi 11 janvier, contre l'inculpation d'espionnage soviétique, dont il devra répondre devant le tribunal de Trutnov. M. Josef Sabata a annoncé, mardi, à la fille de l'inculpé qu'elle devra probablement chercher un autre défenseur pour son père, car il était menacé d'être rayé du barreau de Prague.

En effet, ses collègues, groupés dans l'Association des avocats de Prague (qui tient lieu de barreau), avaient demandé, dès le 8 janvier, au syndicat national que la carte professionnelle de M. Sabata soit annulée.

● M. Jacques Wahl, secrétaire général de l'Eslyse, a été reçu par le président du conseil italien, M. Andreotti, mardi 9 janvier, pour l'informer des conversations du sommet de la Guadeloupe (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Allemagne fédérale). — (A.F.P.)

Belgique

M. Wilfried Martens va tenter de former un cabinet dans des conditions très critiques

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Wilfried Martens se sent une vocation de « kamikaze », affirment beaucoup d'observateurs politiques, qui ne comprennent pas que le président des sociaux-chrétiens flamands ait accepté dans la soirée du mardi 9 janvier la charge de former le nouveau cabinet. On pense qu'il s'agit d'une véritable mission-suicide parce que la situation vue de la Loi paraît plus louchée que jamais après l'échec de l'informateur, M. Willy Claes, qui n'a pas réussi à rapprocher les points de vue des différents partis. Le clivage entre francophones et flamands n'a cessé de se préciser depuis le scrutin du 17 décembre.

Interrogé mardi soir, M. Martens a reconnu que les difficultés à surmonter seront considérables. Le président du C.V.P. n'a pas dit s'il allait essayer de former un cabinet disposant des deux tiers des voix au Parlement pour réaliser la réforme de l'Etat (et donc de la majorité dans les trois régions, Flandre, Wallonie et Bruxelles) ou s'il allait se contenter d'un gouvernement composé de socialistes et sociaux-chrétiens flamands et francophones avec une « majorité simple » dans les deux assemblées. La seconde formule produirait une coalition qui s'attacherait essentiellement à la solution des problèmes budgétaires, économiques et sociaux. La réforme de l'Etat et la régionalisation seraient alors « mises au réfrigérateur ».

M. Wilfried Martens a quarante-deux ans. Il a un visage rond et porte de grosses lunettes d'écaillé. Il a fait ses études au collège épiscopal d'Enghien. Il est docteur en droit et en notariat. Il a toujours été un combattant du nationalisme flamand et, en 1968, à l'exposition universelle de Bruxelles, alors qu'il était étudiant, il avait participé à des manifestations contre le pavillon de la France, où la langue flamande lui paraissait en situation d'infériorité. En matière économique et sociale, il est considéré comme progressiste.

M. Martens n'a jamais été ministre. Président du C.V.P. depuis 1971, il a été l'artisan de la scission linguistique des sociaux-chrétiens. Elu député en 1974, il a été réélu en 1977 et, le 17 décembre dernier, il obtenait cinquante-trois mille voix de majorités dans son arrondissement, ce qui est une incontestable preuve de popularité. M. Martens, sans doute à tort, est considéré comme l'anti-Tindemans. Mais c'est à ce titre que les partis francophones de la majorité sortante sont prêts à lui faire confiance.

PIERRE DE VOS.

Italie

Quand les terroristes « noirs » copient les « rouges »

De notre correspondant

Rome. — Une « grève des femmes » et plusieurs manifestations ont été organisées à Rome ce mercredi 10 janvier pour protester contre l'attentat sanglant qui, la veille, avait dévasté les locaux de Radio Citta Futura (le Monde du 10 janvier). Cette fusillade, suivie d'un incendie, a provoqué une émotion compréhensible : cinq femmes ont été blessées par balles, et leurs agresseurs sont des fascistes déclarés qui se réclament des « Noyaux armés révolutionnaires ». L'une des victimes, Mme Anna Attura, âgée de trente-neuf ans, est dans un état grave. Elle a subi l'ablation de l'utérus. Ses quatre compagnes, qui participaient avec elle à une émission de radio, passeront plusieurs semaines à l'hôpital.

Radio Citta Futura est la plus connue des stations libres italiennes. Fondée au printemps 1976, elle a inventé un nouveau style radiophonique et fait de nombreuses émules. Son principal animateur est M. Renzo Rosellini, le fils du cinéaste. Liée à l'extrême gauche, l'U.C.F. en a éprouvé toutes les contradictions mais sans aller jusqu'à prôner la « lutte armée ».

Les terroristes « noirs » lui reprochent d'avoir insulté deux fascistes assassinés le 7 janvier 1976 à Rome. C'est à la mémoire de ces deux victimes qu'une série d'attentats est organisée depuis quelques jours. On a assisté notamment le 6 janvier à l'incendie d'une librairie Feinberg et de cinq cinémas romains.

La fusillade de mardi est inéquivalente à plusieurs titres. D'abord, pour la première fois, on s'est attaqué à des femmes. Les agresseurs n'ignoraient sans doute pas que chaque matin de 9 h. 30 à 11 heures, R.C.F. offrait son antenne à un « collectif » de mères de famille.

On constate d'autre part que les violents d'extrême droite reviennent sur la scène sans que les « rouges » aient quitté pour autant. Ce sont donc deux terrorismes visant des cibles différentes que l'Italie risque de devoir affronter en même temps. Celui d'extrême droite est néanmoins plus localisé. Il gravite autour du Mouvement social italien et se confond parfois avec l'aile dure de ce parti. La police est accusée de « noirisme » pris les mesures nécessaires pour le démanteler.

Troisième constatation inquiétante : les « noirs » sont en train de copier les « rouges ». Ils se mettent, eux aussi, à tirer dans les jambes, laissant entendre que la fois suivante ils pourraient « hausser le tir ». La philosophie des uns et des autres n'est peut-être pas aussi différente qu'il y paraît.

ROBERT SOLÉ.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire de numéro de janvier

PORTUGAL : Dégradation de l'économie et reculs socialistes

(Alain Echegut et Karl Van Meter)

AFRIQUE : La vocation « latino-africaine » de Cuba

(Guy Martin)

Un avant-poste du socialisme en Afrique australe : le choix du Mozambique

(Reportage de Christophe Batsch)

PROCHE-ORIENT :

● L'autonomie selon Israël ;

(Amnon Kapeliov)

● Les objectifs de la politique française dans la crise du Liban.

(Sélim Turkié)

AFGHANISTAN :

Les premiers pas du socialisme en Afghanistan

(Jean-Alain Rouinard et Claude Souillard)

Les paysans, l'islam et le poids des traditions

(Jean-Christophe Victor)

AMÉRIQUE LATINE :

« Miracles » en chaîne au Brésil

(Marcelo Dias)

Risques de guerre entre l'Argentine et le Chili à propos du canal de Beagle

(Carlos Alberto Gabetto)

LA COMMUNICATION INÉGALE

Le savoir et le pouvoir

- Les chances d'un réajustement Nord-Sud (Ate Gil)
- Progrès et incompréhensions entre l'Est et l'Ouest (Gérard Cohen-Jonathan)
- La revendication du tiers-monde (Mohammed Reza Djilili)
- Opinion publique et politique étrangère (Charles Zieglsch)
- Obstacles techniques et tensions idéologiques (Jean-Paul Jacqué)
- Les travaux de l'équipe Karl Deutsch : théorie des communications et relations internationales (C.Z.)

INTERROGATIONS : Le crépuscule des illusions (Gérard Vincent).

INDEX DES ARTICLES PUBLIÉS EN 1978.

SUPPLÉMENT : Japon, le temps de la réflexion.

Le numéro : 6 F

(en vente dans tous les kiosques)

Abonnement et vente au numéro :

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Grande-Bretagne

● LE PROCÈS DE M. JEREMY THORPE, ancien chef du parti libéral britannique, a été poursuivi mardi 9 janvier. M. Thorpe devra répondre de complicité de tentative de meurtre et d'incitation au meurtre sur la personne de M. Norman Scott, ancien mannequin. Le procès devant le tribunal de l'Old Bailey à Londres devrait durer trois mois. (Reuter)

Japon

● MM. TAKEO FUKUDA ET NOBUSUKE KISHI, anciens premiers ministres, seraient impliqués dans une nouvelle affaire de pots-de-vin. Selon les déclarations faites à l'agence Kyodo par un ancien directeur de la société américaine Grumman, cette société leur aurait versé de l'argent pour que le Japon lui commande des appareils militaires E-2C. — (Corresp.)

Nicaragua

● LE GOUVERNEMENT A FINALISÉ L'OTORISE une manifestation du Front élargi d'opposition (FAO), à l'occasion du premier anniversaire de la mort, le 10 janvier 1978, de Pedro Joaquín Chamorro, alors directeur du journal la Prensa et principal opposant au président Somoza. Le FAO a dû s'engager à répondre de tout dommage corporel ou matériel, commis durant le défilé. Pratiquement, toute l'opposition nicaraguayenne y compris l'extrême gauche et les organisations semi-clandestines, a accepté de participer à ce défilé, qui devait partir de l'immeuble de la Prensa et traverser la capitale jusqu'au cimetière. D'autre part, deux soldats qui gardaient une banque ont été tués le 9 janvier par des guérilleros sandinistes à Vieja, à 140 kilomètres au nord-ouest de Managua, tandis qu'un troisième était abattu dans des conditions similaires à León, la deuxième ville du pays. — (A.F.P.)

Syrie

● LE GENERAL MOUSTAPHA TLASS, ministre syrien de la défense, est rentré mardi 9 janvier à Damas au terme d'une visite d'une semaine en URSS, à l'invitation du maréchal Dimitri Oustinov, son homologue soviétique (le Monde du 5 janvier 1978).

Ce voyage avait pour but de reprendre le dialogue sur les fournitures de nouveaux armements modernes soviétiques à la Syrie. — (A.F.P.)

Tunisie

● SAÏD GUAGUI, secrétaire général de la fédération de l'animation de l'U.G.T.T., est décédé des suites d'une longue maladie, annonce le Collectif tunisien du 26 janvier (40, rue de Vaugrard, Paris). Il avait été interpellé après les émeutes de janvier

1978 et, selon le Collectif, les conditions de détention et les services subis sans être cause directe du mal qui l'a emporté — avaient aggravé son évolution. Cette information a été donnée, mardi 9 janvier, à l'occasion de la commémoration de la tenue, l'an dernier, du conseil national de l'U.G.T.T. les 8, 9 et 10 janvier 1978, qui se traduira par « un mois de solidarité avec les travailleurs et syndicalistes tunisiens ». Le Collectif organisera, le 26 janvier, un meeting à la Mutualité.

Turquie

● DEUX PALESTINIENS QUI PURGEAIENT UNE PEINE DE PRISON A VIE pour avoir perpétré un attentat, en 1976, à l'aéroport d'Istanbul, ont été évadés mardi soir 9 janvier de la prison de Samsaklar. Il s'agit de Mohammed Hussein Al-Rashid, vingt-neuf ans, et Mahdi Mohammed, vingt-quatre ans, qui s'étaient déclarés membres du Front populaire pour la libération de la Palestine, que préside M. George Habbache. Ils avaient tué trois personnes et blessé dix-huit autres au cours d'une attaque à la bombe et à la mitrailleuse contre les passagers d'un avion d'El-Al dans la salle de transit de l'aéroport, le 11 novembre 1976. — (A.F.P.)

Union soviétique

● UNE DELEGATION DE SENATEURS REPUBLICAINS a été reçue ce mercredi 10 janvier par M. Brejnev, pour évoquer les relations soviéto-américaines et les négociations SALT en cours. Les sénateurs de l'opposition souhaitent obtenir « le maximum d'informations » sur le nouvel accord SALT, qui, à leur avis, fera au Sénat américain l'objet d'un débat très difficile. — (U.P.I.)

(Publité)

bruits MESURES GRATUITES ET GARANTIE PAR LE BETIP DE L'ABAISSEMENT DES NIVEAUX SONORES

Pour supprimer les bruits il faut les connaître. Le Bureau d'Etudes des traitements pour l'isolation phonique vous offre gratuitement d'évaluer les nuisances sonores de votre appartement. Elle pourra ensuite étudier les correctifs et chiffrer les travaux.

B.E.T.I.P. 11, quai des Solidaires 92800 Puteaux - Le Défense

BON pour un devis gratuit sans aucun engagement de ma part.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

Date de validité _____

Le Point en vente

5021

Le Monde le débat européen

Les parlementaires R.P.R. sont profondément divisés

Les gaullistes aborderont-ils les élections européennes du 10 juin en ordre dispersé ? La réunion jeudi 11 janvier, dans la banlieue parisienne, du groupe parlementaire R.P.R. n'apportera pas de réponse à cette question.

Les conditions atmosphériques et, surtout, l'absence de M. Jacques Chirac, qui ne quittera son centre de rééducation pour l'Hôtel de Ville de Paris que vers le 15 janvier, ont en effet dissuadé nombre de députés de participer à cette séance. Les présents auront ainsi l'occasion de s'exprimer longuement et le huis clos favorisera le caractère de happening politique plutôt que celui de réunion de travail de cette assemblée.

M. Chirac préfère mettre une certaine distance entre un groupe parlementaire nerveux, troublé, divisé, hésitant et lui-même. Aussi bien a-t-il rappelé, dans une lettre adressée aux députés avant cette réunion, que le groupe en

tant que tel n'est pas appelé à se prononcer sur ses choix européens. Son appel du 6 décembre était adressé à l'ensemble des Français et pas seulement aux militants et aux élus gaullistes.

Il est vrai que, dans le même temps, M. Chirac souhaite le concours de tous les adhérents du R.P.R. — mais pas d'eux seuls — et que des comités de soutien sont déjà en voie de constitution dans les circonscriptions, à l'initiative des militants du mouvement. La prise de position de M. Chirac début décembre avait provoqué quelques réactions hostiles — notamment celle de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux — qui visaient davantage sa manière d'agir que le fond de la politique européenne qu'il préconisait. Depuis lors, le dossier européen du R.P.R. s'est enrichi de... contributions — qui touchent davantage au choix politique fait par le maire de Paris.

C'est le cas de M. Olivier Guichard qui, dans nos colonnes (« Le Monde » du 10 janvier), confirme son accord avec la politique européenne de M. Giscard d'Estaing, puisque, selon lui, le chef de l'Etat aurait même pu « contresigner » les conclusions du congrès R.P.R. du 12 novembre sur l'Europe. Le maire de La Baule, qui peut compter sur le soutien de certains députés anti-chiracques, possède une faible audience dans le mouvement, mais il va tenter de convaincre ses collègues du groupe parlementaire.

Tout à l'opposé, M. Michel Debré, autre « baron » du gaullisme, a présenté mardi 9 janvier un programme d'action qui constitue un acte de défiance envers la politique européenne du chef de l'Etat et une dénonciation de toute supranationalité, allant même jusqu'à ne pas douter d'une « révolte nationale » du peuple français — contre cette perspective.

Entouré de plusieurs députés R.P.R. comme MM. Druon, Gorse et Foyer, d'anciens collaborateurs du général de Gaulle, de quelques personnalités appartenant au Mouvement de M. Jobert, au parti socialiste ou aux radicaux de gauche, il a souhaité un accord avec M. Chirac pour la constitution d'une liste commune, à défaut de quoi son mouvement traiterait seul aux élections. Les déclarations de M. Debré ont provoqué une première réaction, celle de l'U.D.F., qui estime que l'ancien premier ministre s'engage « sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable ».

Des positions aussi antithétiques montrent que d'ores et déjà les élections européennes ont pris au sein de la majorité un tour particulièrement vif qui accentuera le caractère de politique intérieure de leur enjeu. — A. P.

M. Debré : la France doit se raidir si elle ne veut pas être atteinte dans ses intérêts

M. Michel Debré, s'exprimant au nom du comité pour l'indépendance et l'unité de la France, qu'il préside, a présenté mardi 9 janvier ses objectifs en vue de la campagne pour les élections européennes. Il a annoncé une action parlementaire afin de « surveiller les organismes supranationaux, la création de plusieurs « comités de vigilance européenne et de promotion nationale » et un projet de pacte ayant pour objet de constituer une « Union européenne des Etats » supprimant dans les traités communautaires toutes les clauses supranationales.

L'ancien premier ministre a dénoncé « la tendance qui fonde l'organisation de l'Europe sur une idéologie, la supranationalité, et sur un objectif irréel, l'Etat européen ». « Par définition, a-t-il dit, cette organisation-là méconnaît, méprise, détruit les droits, l'unité, la souveraineté de la France ».

Il a ajouté : « Cette année peut faire entrer la France, parfois contre la volonté des responsables eux-mêmes, dans une situation où la supranationalité nous conduira à l'alignement de nos politiques et à l'abaissement de nos ambitions, voire plus simplement de nos positions, sans que nous ayons eu le temps de nous en rendre compte ».

La négociation sur l'élection au suffrage universel des députés européens n'a pas été conduite avec le sérieux qu'exigeait cette grave affaire.

A l'imitation des Anglais, qui obtinrent une nouvelle négociation pour leur entrée dans le Marché commun, nous demandons que soit discuté un accord complémentaire qui aurait permis de limiter le domaine des questions que l'Assemblée aurait traitées et de supprimer la disposition aux termes de laquelle la commission, organe administratif, est responsable

de l'Assemblée, car le seul pouvoir politique est celui des autorités gouvernementales nationales. Le refus d'aligner la réalité des traités internationaux sur l'opinion des citoyens aboutit, compte tenu du contexte européen et mondial, à aggraver ces menaces.

Nous n'avons pas le droit d'ignorer l'existence de ces théories étrangères, qui sont toutes hostiles à la France. Ces théories préconisent l'augmentation des pouvoirs et l'extension quasi automatique des attributions de l'Assemblée. Elles sont orientées vers un alignement des grandes orientations européennes sur les orientations communautaires aux Anglo-Saxons et aux Allemands. La folle théorie des traités-cadres permet toutes les interprétations.

On ne fera croire à personne qu'une Assemblée composée d'élus du suffrage universel et notamment de personnages importants ou qui se voudrait tels, une Assemblée maîtresse du statut des traités et privilégiée de ses membres, de la durée de ses sessions, de son ordre du jour, se contentera dans des affaires de droits de douane, de prix agricoles ou de subventions aux régions défavorisées. Voilà qui est si vrai que je ne connais pas un esprit sérieux qui puisse le croire ! Alors pourquoi mentir aux Français ?

Les hommes changent alors que les traités subsistent. Les précédents révèlent l'effondrement des thèses françaises face aux thèses étrangères, et notamment allemandes. Les mécontents mis en place sont d'ailleurs orientés en sens opposé à nos thèses. Les dispositions politiques du traité de Rome sont marquées de l'esprit supranational. L'Assemblée reprend sur tous les plans.

« LA LETTRE DE LA NATION » : M. Guichard chante faux.

Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R. du mercredi 10 janvier, Pierre Charpy écrit : « Bornons-nous à relever une grave carence dans l'analyse d'Olivier Guichard. Il oublie totalement qu'aucune des cinq motions du congrès R.P.R. qu'il a lui-même votées n'a été acceptée par le gouvernement. Il n'en a même pas été fait état dans la conférence de presse du président de la République le 21 novembre ni au conseil européen des 4 et 5 décembre. Tirer les conclusions logiques de ce rejet était donc le devoir du président du R.P.R. En effet, celui-ci ne tient pas une motion votée par 97,93 % du R.P.R. pour « une courtoisie » ou « l'occasion facile d'une protestation sans incidences particulières ». Un congrès R.P.R. n'est pas un congrès radical de la belle époque. Il serait bon que chacun s'en souvienne. (...)

Depuis le 12 novembre, toute l'analyse faite au congrès extraordinaire du processus européen actuel a été confirmée. Refuser qu'il y ait eu une telle confirmation, c'est « engendrer dans cet énoncé un profond ressentiment populaire ».

Il annonce : « Nous demandons la révision des traités supranationaux. C'est l'intérêt de la France. Souhaitons cette fois-ci être entendus avant qu'il ne soit trop tard. Et proclamons : « La supranationalité est la bête à écarquer. »

Il propose enfin que les nations dans le cadre d'une vision européenne se réunissent dans le domaine de l'économie, dans celui des activités nouvelles et dans celui de la politique familiale et démographique notamment.

Il conclut : « Nous avons choisi l'Europe, la seule qui contienne en elle-même le principe de la liberté, de la justice, de la paix, de la prospérité, de la culture, de la civilisation, de la dignité humaine, de la liberté individuelle, de la liberté collective, de la liberté nationale, de la liberté internationale, de la liberté universelle. C'est pourquoi nous nous engageons à défendre cette Europe, cette civilisation, cette dignité humaine, cette liberté individuelle, cette liberté collective, cette liberté nationale, cette liberté internationale, cette liberté universelle. C'est pourquoi nous nous engageons à défendre cette Europe, cette civilisation, cette dignité humaine, cette liberté individuelle, cette liberté collective, cette liberté nationale, cette liberté internationale, cette liberté universelle. »

L'U.D.F. : une guerre absurde et inacceptable.

La Lettre d'information de l'U.D.F. écrit mercredi : « M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. (...) »

« Passons sur les pourquois. On le connaît. Rien de neuf de ce côté-là. S'y mêlent la peur, les fantasmes, les procès d'intention. Le tout rimant d'un brin d'anti-gaullisme du plus mauvais aloi. (...) »

« Cette guerre qui s'apparente à un jeu de combat d'arrière-garde sur la raison et le bon sens. Elle prétend depuis mardi avoir pour enjeu la révision des traités qui fondent l'existence même de l'Europe. Ni plus ni moins. On quitte l'Europe pour l'Europe. Et, soit dit en passant, la remise en cause de l'action européenne du général de Gaulle, de Georges Pompidou et de tous les premiers ministres, y compris de M. Debré. (...) »

« Mais n'allons pas si loin. Bornons-nous à rappeler à M. Michel Debré, qui semble l'avoir oublié, qu'il appartient à la majorité présidentielle. Que, candidat unique de cette majorité, ainsi qu'il l'a réitéré, il ne peut pas se permettre de se désolidariser de l'Union européenne et au prix de l'effacement d'un candidat U.D.F. de valeur, — il a été élu en mars dernier pour soutenir le président de la République et la politique de M. Debré, — il a fait de plus, ne s'embarrassant pas de paraloges et d'incohérences. »

Une révolution nationale

« Comment de pas être angoissé ? car les politiques de nos partenaires, et notamment les Anglo-Saxons et les Allemands, sont, dans des domaines essentiels, en opposition avec les politiques françaises. (...) »

« Pour ce qui concerne l'économie, les politiques de nos partenaires anglo-saxons et germaniques sont inspirées d'un laisser-faire généralisé : que le plus habile gagne, que le plus fort l'emporte. (...) »

« Pour ce qui concerne la politique extérieure, nos partenaires, jusqu'à présent, s'alignent pour l'essentiel sur la politique américaine. (...) »

« En matière de défense, nos partenaires ont une attitude qui nous ne les acceptons pas. (...) »

Une question sur l'Euratom

« Nul ne dénonce les prétentions insouvenables et totalement injustifiées des magistrats de la Cour de justice de Luxembourg. Sa prétention à devenir une Cour suprême est proprement intolérable. (...) »

« Cette Cour vient de nous imposer, dans le cadre de la Convention de l'Union européenne de justice du 14 novembre 1978 à propos de l'Euratom, en disant : (...) »

« Nul ne dénonce les prétentions insouvenables et totalement injustifiées des magistrats de la Cour de justice de Luxembourg. Sa prétention à devenir une Cour suprême est proprement intolérable. (...) »

Le financement de l'élection à l'Assemblée européenne

Les députés communistes demandent la réunion du Parlement en session extraordinaire

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale (86 députés) a demandé la réunion du Parlement en session extraordinaire pour examiner la proposition de loi relative au financement de l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée des communautés européennes.

Dans une lettre adressée le 8 janvier au président de l'Assemblée nationale, M. Robert Ballanger, président du groupe, rappelle que l'Assemblée a adopté ce texte en première lecture le 11 décembre 1978 (« Le Monde » du 13 décembre), mais que le Parlement n'a pu le voter définitivement en raison de la démission de M. Robert Ballanger, président du groupe, et de la démission de M. Robert Ballanger, président du groupe, et de la démission de M. Robert Ballanger, président du groupe.

M. Jobert : la conviction de M. Giscard d'Estaing n'est pas celle qu'il annonce

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, écrit dans sa « Lettre » de janvier : « L'affaire européenne prend de jour en jour un caractère de plus en plus dramatique. (...) »

« M. Giscard d'Estaing a fait la même politique que le général de Gaulle et Georges Pompidou. (...) »

« M. Giscard d'Estaing a fait la même politique que le général de Gaulle et Georges Pompidou. (...) »

M. Druon : le P.S. et le R.N. à son mandat de maire

M. Druon, député R.P.R., a été élu maire de la commune de... (text incompréhensible en raison de la déformation de l'image)

REUNIS A BRUXELLES

Les socialistes de la Communauté européenne se prononcent pour la semaine de travail de trente-cinq heures

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — L'Union des partis socialistes de la Communauté européenne tient son dixième congrès du 10 au 12 janvier à Bruxelles. Une des questions importantes de l'ordre du jour est la proposition de loi relative à la semaine de travail de trente-cinq heures.

Cet appel-programme de neuf pages (dont le projet a été approuvé par les différents partis et ne sera probablement amendé que sur des points mineurs) développe sept propositions communes : 1) garantir le droit au travail pour tous et notamment pour les jeunes ; 2) soumettre le développement économique et social au contrôle démocratique ; 3) lutter contre la pollution ; 4) mettre fin à la discrimination, notamment à l'encontre des femmes ; 5) protéger le consommateur ; 6) promouvoir la paix et la sécurité ; 7) étendre et défendre les droits de l'homme et les libertés civiles.

Concernant la première proposition, sur l'emploi, l'appel aux électeurs, plus précis que la déclaration de juin, se prononce pour une semaine de travail de trente-cinq heures. Le document indique que le meilleur moyen d'atteindre les objectifs recherchés en matière d'emploi est de faire élaborer par les neuf gouvernements, en collaboration avec les syndicats, des politiques communes. A propos du contrôle démocratique, les partis socialistes entendent soumettre le développement économique et social, on notera le souci de ne pas imposer un moule unique. « Nous

Une question sur l'Euratom

« Nul ne dénonce les prétentions insouvenables et totalement injustifiées des magistrats de la Cour de justice de Luxembourg. Sa prétention à devenir une Cour suprême est proprement intolérable. (...) »

Le financement de l'élection à l'Assemblée européenne

Les députés communistes demandent la réunion du Parlement en session extraordinaire

M. Druon : le P.S. et le R.N. à son mandat de maire

M. Druon, député R.P.R., a été élu maire de la commune de... (text incompréhensible en raison de la déformation de l'image)

BIBLIOGRAPHIE

« LA RÉVOLUTION DE... » de Philippe de... (text incompréhensible en raison de la déformation de l'image)

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

صكذامن الالصل

Le Monde

politique

LA SITUATION AU SEIN DU P.S.

Quarante-neuf parlementaires soutiennent MM. Mauroy et Rocard

La contribution déposée dans le cadre de la préparation du congrès du parti socialiste par MM. Pierre Mauroy et Michel Rocard a été signée, à l'heure actuelle, par environ quatre cents responsables du P.S. Elle est notamment approuvée par cinquante-cinq membres du comité directeur, trente-neuf députés et dix sénateurs. Ces engagements permettent déjà de se faire une idée de l'im-

plantation géographique du courant animé par le maire de Lille et le député des Yvelines. Il convient cependant d'attendre le 11 février et le dépôt des motions pour se faire une idée plus précise du rapport des forces au sein du P.S. Ce n'est qu'à ce moment par exemple que l'on saura précisément qui soutient M. François Mitterrand qui, à l'heure actuelle, ne se considère engagé par aucun des textes déposés.

HAUTE-GARONNE : MM. Gérard Houcier, Maurice Masquère et Alain Savary, députés; Alain Benetou, membre du comité directeur.

HERAULT : MM. Georges Prêche, maire de Montpellier, et Bernard Montier, membres du comité directeur.

ISERE : MM. Jacques-Antoine Gau, député; Kiebert Gouyer, Guy Nevache, Jean Verhac, MM. Yvon, membres du comité directeur, et M. Hubert Dubedout, député, maire de Grenoble.

LOIRE-ET-CHER : M. Yves Denis, premier secrétaire.

LOIRE : M. Jacques Badet, membre du comité directeur, maire de Saint-Chamond.

LOIRE-ATLANTIQUE : M. Michel Martin, M. Jean-Claude Rottier-Leroy, membres du comité directeur, et M. Alain Chénard, maire de Nantes, Claude Evlin, députés.

LOIRET : MM. Jean-Pierre Sœur, premier secrétaire, Michel de La Fourrière, membre du comité directeur.

LOT-ET-GARONNE : M. Marcel Jollivet, premier secrétaire.

MAINE-ET-LOIRE : M. Marcel Jollivet, premier secrétaire.

MANCHE : M. Guy Poirier, premier secrétaire.

HAUTE-MARNE : M. Edgard Pisan, sénateur.

MAYENNE : M. Pierre Grangère, premier secrétaire.

MEURTHE-ET-MOSELLE : MM. François Barla, membre du comité directeur; Yvon Tondon, député.

MORBIHAN : M. Jean-Yves Le Drin, député.

MOSELLE : M. Henri Schwaner, membre du comité directeur.

NORD : MM. Pierre Mauroy, membre du secrétariat; Bernard Derosier et Pierre Froust, membres du comité directeur; Albert Daenvers, Alain Fangaré, André

Le débat au sein du P.C.F.

M. GOLDRING : pas de protection frileuse.

M. Maurice Goldring, collaborateur de France nouvelle, hebdomadaire central du P.C.F., évoque, dans l'Humanité du 10 janvier, la place des intellectuels au sein de la formation communiste. Il écrit notamment :

« Dans les conditions de la lutte des classes, en France, aujourd'hui, quand on ne comprend pas un intellectuel, on est très près de ne pas comprendre non plus un ouvrier. »

« Enracinée dans les réalités nationales, la classe ouvrière ne peut assurer son rôle révolutionnaire par une « protection » dérisoire contre des idées qui, de toute façon, la pénètrent. Notre politique a besoin d'un corps à corps avec ce qui n'est pas « nous ». Elle doit être un pillage permanent et sans remède de territoires ennemis ou étrangers, plutôt qu'une protection frileuse contre toute incursion extérieure. »

M. Goldring invite son parti à examiner les expériences étrangères et, à ce propos, il note au passage : « En Irlande, l'alliance du sein du nationalisme des éléments les plus conservateurs a réduit l'avant-garde de la classe ouvrière à l'état d'arrière-pensée, parfois plus à l'aise, plus offensif, pour dénoncer ce qu'ils appellent « l'idéologie occidentale de la dis- »

« Une délégation du P.C.F., conduite par M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique, s'est rendue en Pologne du 8 au 10 janvier, sur l'invitation du parti ouvrier unifié de ce pays. Un plan de coopération entre les deux formations a été adopté. »

L'EMPLOI DES CADRES AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Robert Boulin devait faire, ce mercredi, 10 janvier, au conseil des ministres, une communication sur l'emploi des cadres. Le ministre du travail et de la participation ne devait annoncer aucune mesure nouvelle, mais simplement dresser le bilan des dispositions prises depuis la rentrée de septembre, notamment le recrutement de mille cadres âgés de plus de cinquante ans, les aides à la création d'entreprises et à la mobilité géographique.

Cette communication devait être faite dans le sillage d'apaiser le mécontentement des cadres, qui doivent manifester le 29 janvier à l'appel de la C.G.C. notamment contre l'augmentation de leurs charges qui va résulter de la hausse des cotisations sociales.

M. PONIATOWSKI ENTRE AU CONSEIL DE L'U.D.F.

Le conseil de l'Union pour la démocratie française (U.D.F.), formation qui regroupe le parti républicain, le Centre des démocrates sociaux, le parti radical-socialiste, le Mouvement démocrate et socialiste de France et les clubs Perspectives et Réalités, a décidé d'accroître le nombre de ses membres, qui passe de quarante à dix-neuf. A cette occasion, M. Michel Poniatowski, président d'honneur du parti républicain, est entré au conseil de l'U.D.F., qui est présidé par M. Jean Lecanuet.

M. Poniatowski était devenu président d'honneur du parti républicain lorsque celui-ci avait été fondé, en mai 1977, à la suite de la réorganisation de la Fédération des républicains indépendants, qu'il présidait.

« Une délégation du gouvernement des îles Cook, conduite par M. Javeta Short, ministre de l'agriculture, de la pêche et du tourisme, et par M. Vincent Ingram, ministre de l'industrie et du commerce, est arrivée à Tahiti mercredi 10 janvier. Elle sera rejointe, samedi, par M. Tom Davis, premier ministre des Cook. »

A Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

M. DAIRE QUITTE LE P.S. ET RENONCE A SON MANDAT DE MAIRE

Le premier tour d'une élection municipale partielle destinée à pourvoir le siège de conseiller municipal qu'occupait M. Martial Daire, maire depuis 1971, de Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) est fixé au dimanche 28 janvier. M. Daire avait renoncé, le 12 décembre dernier, sa démission de maire et conseiller municipal au préfet du département qui les avait acceptées, le 22 décembre.

Dans un communiqué adressé aux habitants de Pavillons-sous-Bois, M. Daire, retraité des P.T.T., qui avait déjà rendu publique son intention de se retirer dans les années à venir de la vie publique, explique qu'il a été amené à prendre cette décision en raison du vote émis par la section locale du P.S. à l'encontre de sa candidature aux prochaines élections cantonales.

M. Daire, qui a également donné sa démission du P.S., précise que sa décision est la conséquence d'un conflit interne au P.S. et non de dissensions politiques au sein du conseil municipal qui compte désormais 13 P.S., 10 P.C. et 3 personnalités démocrates. — K. L.

LES SOCIALISTES LANCENT UNE CAMPAGNE EN DIRECTION DES JEUNES

M. François Mitterrand et Mme Edith Cresson, membre du secrétariat national, ont lancé, mardi 9 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse, la campagne engagée par le P.S. et le mouvement de la jeunesse socialiste en direction des jeunes. Mme Cresson a rappelé que les quinze « vingt-cinq ans représentés » 9 millions de jeunes, soit un sixième de la population et que la jeunesse est « la principale victime de la crise économique et de ses conséquences sociales, la police de la droite ne visant qu'à aggraver cet état de fait ».

La campagne du P.S. portera sur trois thèmes : le droit au travail, le droit d'être soi-même et de s'exprimer, la nécessité de lutter pour vivre autrement.

Interrogé sur la situation du mouvement de la jeunesse socialiste, dont une partie des membres réclament de pouvoir élire les dirigeants, M. Mitterrand a indiqué : « Il ne faut pas se substituer à l'initiative et à la multitude de partis au sein du P.S., pas plus un parti de femmes qu'un parti de jeunes. » Le M.J.S. tiendra un rassemblement national à Paris le 24 février pour faire le point sur sa campagne.

BIBLIOGRAPHIE « LA RÉVOLUTION DE 1980 » de Philippe de Commines

Le journaliste André Bercoff, sous le pseudonyme de Philippe de Commines, s'était déjà intéressé, avant les élections législatives, à la politique-fiction. Il avait pronostiqué une victoire de la gauche et la déconfiture de M. Mitterrand au terme de cent quatre-vingts jours d'expérience gouvernementale. Les faits ayant infirmé cette hypothèse, il a construit un nouveau scénario à partir d'un schéma qui, comme le précédent, est fondé sur une paralysie de la structure gouvernementale comparable à celle que l'on avait connue en mai 1968.

Cette fois, ce sont les partisans de l'autonomie régionale qui servent de principal vecteur à la contestation. Contestation à la fois ministérielle et violente, mais spéculative puisque l'auteur imagine qu'un groupe terroriste fait sauter la tour Eiffel à l'aide de missiles SAM-II.

Pour tenter de reprendre en main un pays qui tend à lui échapper, le président de la

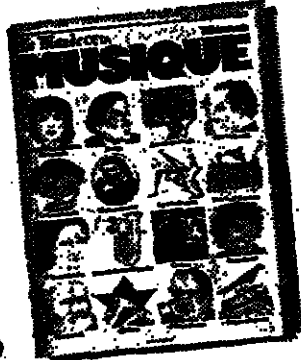
République confie à M. Michel Rocard la charge du gouvernement. Nous sommes en 1980, l'ouvrage couvrant la période du 12 juin au 12 décembre 1980. Le pays connaît alors une expérience de développement de l'autogestion à la fois sympathique et cocasse, mais dans la description de laquelle les aïeux du député des Yvelines peuvent voir « et voient » une charge contre les thèses défendues par leur chef de file.

André Bercoff, s'il ne manifeste guère de confiance dans les capacités du pouvoir actuel de faire face à une crise, ne croit manifestement pas que la solution soit à chercher du côté de l'opposition de gauche, qu'elle se présente avec le visage du programme commun ou sous les traits du socialisme autogestionnaire. — J. P.

★ La Révolution de 1980, de Philippe de Commines. M. Laffont et Seghers, 262 p., 25 F.

LA MUSIQUE EN CHINE, GOUNOD, SOUCHON, BERG, COMMENT SOIGNER VOS DISQUES, TOUS LES CONCERTS.

Au sommaire du n° 7 du Monde de la Musique : visite à l'Opéra de Paris, pour ou contre Gounod, un dossier sur la musique en Chine, un grand entretien avec Frederica Von Stade, un portrait-témoignage de Berg, Caroline Carlson, une réflexion sur la musique corse, un reportage sur le rock à Londres et l'après-punk, Souchon, Steve Lacy et le free jazz, Nino Rota, un shopping sur les « boîtes-à-musique », les solfège à l'école, des astuces pour soigner vos disques et bien sûr tous les concerts à Paris et en Province. Le Monde de la Musique, chaque mois chez votre marchand de journaux, 7 F.



LE MONDE DE LA MUSIQUE.

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

Le Monde de la Musique

ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR LES RYTHMES SCOLAIRES

Le Conseil économique va se prononcer en faveur d'expériences limitées pour un nouvel étalement des vacances

Faut-il réduire la durée des grandes vacances? Les décalés selon les régions? Faire commencer l'année scolaire en janvier? Supprimer la coupure du mercredi pour les écoliers et libérer entièrement le samedi pour enseignants et enseignants? Toutes ces questions ont été débattues au Conseil économique et social mardi 9 janvier 1979. L'Assemblée, saisie par le premier ministre le 28 août 1978, sur proposition de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, et de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, examinait les problèmes posés par l'organisation des rythmes scolaires, compte tenu de l'aménagement général du temps.

Le rapport et le projet d'avis présentés par le recteur Pierre Magnin au nom de la section des actions éducatives, sanitaires et sociales, et dont le Monde a publié les principaux extraits (le Monde du 23 décembre), ainsi que les

interventions des deux ministres ne laissent guère prévoir des bouleversements radicaux dans l'immédiat. Aucun changement n'aura lieu en 1979. Au calendrier de l'année scolaire 1979-1980, quelques mesures-tests pourraient cependant apparaître, telles que la création de zones pour les grandes vacances et leur raccourcissement de deux semaines. À terme, l'alignement de l'année scolaire sur l'année civile n'est pas exclu.

Le ministre de l'éducation veut en tout cas avancer sur ce terrain mais en évitant l'écueil de la dérive. Le représentant de la FEN n'a pas manqué d'évoquer: «Pendant des années, on a consacré les enseignants de leur médiocre rémunération par la durée de leurs vacances. Comment accepter aujourd'hui qu'on réduise celles-ci sans réagir?». Les experts du ministère de l'éducation cherchent avec leur «responsable polytechnicien» la recette magique qui permettrait de répartir le travail des élèves sur un plus grand nombre de jours dans l'année sans augmenter la charge annuelle des enseignants. Une formule orientée vers un étalement par discipline des cours de langues serait intéressante, en début d'année par exemple, puis décroissant: le professeur d'anglais rentrerait plus tôt que son collègue de mathématiques mais terminerait l'année plus tôt également) est à l'étude. Elle n'est pas encore vraiment au point.

Le ministre de l'éducation veut en tout cas avancer sur ce terrain mais en évitant l'écueil de la dérive. Le représentant de la FEN n'a pas manqué d'évoquer: «Pendant des années, on a consacré les enseignants de leur médiocre rémunération par la durée de leurs vacances. Comment accepter aujourd'hui qu'on réduise celles-ci sans réagir?». Les experts du ministère de l'éducation cherchent avec leur «responsable polytechnicien» la recette magique qui permettrait de répartir le travail des élèves sur un plus grand nombre de jours dans l'année sans augmenter la charge annuelle des enseignants. Une formule orientée vers un étalement par discipline des cours de langues serait intéressante, en début d'année par exemple, puis décroissant: le professeur d'anglais rentrerait plus tôt que son collègue de mathématiques mais terminerait l'année plus tôt également) est à l'étude. Elle n'est pas encore vraiment au point.

CHARLES VIAL

M. Beullac au colloque international sur la famille

École maternelle ou garderie?

L'école et la famille sont complémentaires dans l'éducation de l'enfant. M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, était invité à la démonstration de la conférence de l'Union internationale des organisations familiales (le Monde des 9 et 10 janvier). Un seul exemple a suffi: celui de l'école «maternelle», dont le rôle est de compléter, conforter l'action des parents — et qu'on ne doit pas ramener à une activité ou compenser leurs carences.

Les hommes, une activité professionnelle. Les institutions pardonneront difficilement à M. Beullac de ramener leur action éducative à une simple activité de garderie. Mais surtout faut-il conclure de cette déclaration que les familles — où le travail de la femme est une nécessité — peuvent faire garder leurs enfants à l'école tandis que dans les autres cas les femmes doivent choisir entre renoncer à leur emploi et payer d'autres femmes pour garder leurs enfants.

Les femmes au travail sont décidément bien gênantes. Le problème de chômage grave. Le ministre de l'éducation rejoint en cela M. Robert Bouffé, ministre du travail, qui estime, il y a trois mois, que seules les femmes, les mères célibataires et les femmes seules ont besoin de travailler. Mais pour les femmes mariées, ajoutait-il, ce n'est pas si simple. Les mères de famille ont le plus de difficultés. Si les enseignantes mariées et mères de famille devaient rester dans leurs foyers, les bases du système éducatif s'écrouleraient du même coup.

CATHERINE ARDITTI.

Libres opinions

L'enfant oublié!

par ANTOINE LAGARDE (*)

LES rythmes scolaires sont un des problèmes fondamentaux d'une réforme véritable et moderne du système éducatif. Son importance a été enfin comprise par M. Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, et par M. Beullac, ministre de l'éducation. Pour la première fois, la volonté politique s'est exprimée: l'étude en a été confiée au Conseil économique et social.

Mais l'espérance suscitée par cette décision risque d'être déçue si on en reste aux conclusions restrictives du rapport et si l'étude n'est pas poursuivie.

En effet, en raison du délai imparti, la réflexion du Conseil économique et social n'a pu se porter sur les rythmes scolaires dans leur ensemble. Les vraies questions n'ont pas été posées. L'essentiel, la qualité de vie des élèves, a été sacrifié aux contingences socio-économiques. Le Conseil a été ainsi conduit à ne répondre qu'à deux questions: Peut-on procéder à un étalement des vacances scolaires? Quelles seront les incidences sur la production industrielle, sur le tourisme, sur les transports?

Ces considérations sont importantes certes, légitimes pour que le gouvernement prenne des décisions adaptées aux contraintes d'une société moderne basée sur les loisirs, sur la compétition économique. Mais en voulant aller trop vite, en axant le problème complexe sur une seule donnée, d'inspiration avant tout économique et non pas pédagogique, le risque pris est lourd: l'enfant, cette proie facile de la société de consommation, l'enfant est oublié encore une fois si on en reste là.

Il importait surtout au gouvernement de proposer l'organisation, dès cette année, d'un calendrier qui tienne compte des contraintes économiques, sociales et éducatives. Les études menées ont conclu que la concentration des vacances d'été était préjudiciable à l'industrie touristique, à la qualité des vacances des citoyens, aux transports aériens et routiers, et, dans une certaine mesure, à la compétitivité industrielle.

D'où la nécessité d'étaler les vacances d'été.

Cela est un problème social, économique important, mais qui n'a rien à voir avec les préoccupations éducatives. Le seul aspect pédagogique retenu a été le raccourcissement des vacances d'été pour les élèves: en effet, la longueur de ces vacances en France (deux mois et demi) fait perdre aux élèves une grande partie de l'acquis de l'année scolaire précédente, la majorité des enfants, surtout de dix à seize ans, s'ennuient au bout de deux mois, enfin cette longueur inadaptable des vacances d'été est un des principaux facteurs d'aggravation de l'inégalité des chances.

Mais réduire le problème des rythmes scolaires à la réduction des vacances d'été c'est méconnaître la complexité du problème. Si on ne répercute pas le coût positif de cette réduction sur l'organisation de la vie quotidienne et hebdomadaire des élèves, on n'aura pas compris son utilité.

Ma réflexion, que j'ai déjà souvent exprimée et que j'aimerais faire partager est la suivante: L'enfant, qui paraît choqué dans notre société de consommation, en réalité est oublié. Je demande qu'on priorise sa pensée à lui. En tant que parent, je le demande aux parents, en tant que parent d'élève, je le demande aux enseignants, en tant que parent citoyen, je le demande aux responsables politiques.

L'enfant est oublié, quand pour avoir la paix, les parents le laissent regarder tardivement la télévision et ainsi ne respectent pas une durée et une qualité de sommeil essentielles.

L'enfant est oublié quand la préoccupation de libérer le samedi l'emporte sur le respect du rythme de la scolarité, l'enfant est oublié quand on veut à tout prix occuper ses loisirs sans lui laisser un temps de vie personnelle, un temps de rêve, indispensables à l'acquisition de sa réflexion, de sa sensibilité, de sa personnalité.

L'enfant est oublié quand on concentre sur cent cinquante-quatre journées scolaires des programmes ambitieux, quand à douze ans on lui fait subir quatre heures de cours le matin, alors qu'il est incapable d'en assimiler efficacement plus de deux heures et demie. Que d'illusions et de gaspillage!

L'enfant est oublié, quand les emplois du temps mal équilibrés, quand l'alternance des matières intellectuelles, d'éveil ou sportives, n'est pas respectée.

L'enfant, enfin, est oublié quand les contraintes progressives de notre société donnent bonne conscience aux adultes pour proposer, par exemple, des départs et des retours de vacances en milieu de semaine, en un mot quand le contexte économique prend le pas sur la qualité de vie des enfants.

Parler des rythmes scolaires, c'est avant tout parler de l'enfant, c'est étudier le temps de travail et le temps de non-travail qui lui sont utiles et nécessaires, en un mot, c'est le connaître dans sa réalité vraie pour que l'école s'adapte enfin à lui et non l'inverse. Ce doit être la démarche initiale. C'est dans un second temps que doivent intervenir les contraintes socio-économiques. Il faut en tenir compte sans leur donner la priorité.

On ne peut donc en rester là.

C'est un problème complexe, mais les solutions existent. La principale difficulté réside dans la remise en question des adultes. L'étude du Conseil économique et social doit être poursuivie avec le temps de réflexion, de concertation et de critiques indispensables. L'enjeu en vaut la peine: notre choix est clair, l'avenir de notre société est dans le respect de l'enfant.

(*) Président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP).

Les prix Rosen de cancérologie sont décernés aux docteurs Cuzin et Blandin de Thè

Des travaux sur les liens entre le virus et la cancérologie ont été récompensés par l'attribution, le mardi 9 janvier, de deux des prix Rosen de cancérologie décernés en France.

La Fondation pour la recherche médicale a décerné le prix Rosen, d'un montant de 60 000 F, pour un mémoire de thèse de doctorat en médecine, à l'Université de la Méditerranée, à Marseille, au docteur Blandin de Thè (Lyon). Les découvertes du professeur Cuzin, qui fit partie durant de longues années de l'équipe du professeur François Jacob à l'Institut Pasteur, concernent les mécanismes moléculaires de la transmission du virus de la leucémie murine et lui ont valu une reconnaissance internationale.

C'est par des méthodes radicalement différentes que le docteur Blandin de Thè a pu démontrer que le virus de la leucémie murine est l'agent causal de l'infection massive par le virus herpes dit d'Epstein-Barr et le développement du lymphome de Burkitt, un cancer particulièrement malin, répandu dans certaines régions d'Afrique, où il frappe surtout les enfants.

Parallèlement, et toujours par le recours à l'épidémiologie, une vaste enquête a permis de démontrer une association entre l'infection par ce même virus et l'apparition des cancers du rhinopharynx.

Des approches scientifiques très différentes (la biologie moléculaire d'une part et l'épidémiologie de l'autre) contribuent ainsi de manière essentielle au développement des connaissances sur la genèse de la malignité et le rôle qu'y jouent certains virus. Des bourses créées à la mémoire du professeur Yves Couteau (Rennes), de Mme Elisabeth Fromont, et d'autre part à l'initiative de la Fondation René Xerox ont été attribuées au cours de la même cérémonie à de jeunes chercheurs français qui pourront, en France ou à l'étranger, faire progresser leurs travaux concernant la nutrition de l'enfant, les hormones du cerveau et les traitements des maladies mentales.

Les prix de médecine générale ont été, d'autre part, attribués par un jury du Quotidien du médecin, présidé par le professeur Michel Bobin, à Mme Marie-Paule Robin et Sylvie Dumas-Robert, qui ont achevé avec succès un cycle d'enseignement spécifique de médecine générale.

Selon un rapport officiel

UN NOMBRE ANORMALEMENT ÉLEVÉ DE LEUCÉMIES AURAIT ÉTÉ ENREGISTRÉ DANS UN ÉTAT AMÉRICAIN SOUMIS À DES RETOMBÉES RADIOACTIVES.

Selon des informations publiées par le Washington Post et reprises par l'International Herald Tribune de ce 9 janvier, un nombre anormalement élevé de morts par leucémie aurait été constaté dès 1965 parmi la population de l'Utah. Cet État américain est limitrophe, en effet, du Nevada, où plus de quatre-vingt essais nucléaires dans l'atmosphère ont été faits de 1951 à 1962. À la suite de ces essais, il aurait été constaté que certaines régions de l'Utah auraient reçu des retombées radioactives à plusieurs reprises.

Le Washington Post a tiré ses informations d'un document officiel, établi le 14 septembre 1968 — mais resté secret — dont il a obtenu la communication, en faisant jouer la loi sur la liberté d'information.

D'après le document de 1968, il y aurait eu, de 1960 à 1964, vingt-huit cas de leucémie parmi les vingt mille personnes vivant dans deux comtés du sud-ouest de l'Utah, soit neuf cas de plus que le nombre habituellement enregistré pour une telle population, dans le même laps de temps.

D'autres documents obtenus par le Washington Post selon la même procédure, révéleraient que les autorités de l'Utah ont aussi détecté, dans les régions soumises à ces retombées radioactives, une fréquence anormale de malformations congénitales.

Un hommage de l'Institut Pasteur au professeur Oudin

Immunologie et singularité

La nature biologique et le mécanisme génétique de la spécificité, qui font qu'un individu n'est sensible à un autre, étaient le thème central du colloque organisé récemment à l'Institut Pasteur, à Paris, en l'honneur du professeur Jacques Oudin, âgé de soixante-dix ans, et dont toute la carrière s'accomplit au célèbre institut. Il y a été chef du service d'immunochimie analytique.

Il découvrit, le premier, et dès 1955, que les protéines du sérum des hommes, ou des animaux, même s'ils appartenant à une même espèce, relevaient de catégories différentes et spécifiques de l'individu, qu'il nomma «allotypes».

Cette découverte, et l'élucidation du mécanisme génétique commandant la synthèse de ces protéines, ouvrait la voie à l'identification, au côté des groupes sanguins A, B, O, etc., de groupes sériques différenciant les uns des autres des individus relevant pourtant de groupes sanguins identiques.

Une étape nouvelle fut franchie par Jacques Oudin en 1963 lorsqu'il montra que les anticorps que fabri-

quent un animal pour se défendre contre un quelconque agresseur sont non seulement d'embles spécifiques de l'animal en question (les allotypes), mais aussi porteurs d'un caractère propre, et qui les différencie des autres anticorps qu'aurait produits l'animal.

La mise en évidence de ce phénomène nommé idiotypie eut une portée considérable: elle apportait, en effet, un jour nouveau sur l'extrême diversité des anticorps et le mystère du mécanisme génétique autorisant, à la demande, une production aussi minuscule, aussi spécifiquement adaptée à un agresseur inconnu.

La richesse et la variété des travaux présentés à l'Institut Pasteur par les plus célèbres immunologistes mondiaux témoignaient de l'importance d'une œuvre entre toutes originale, non seulement par la nouveauté de son apport mais par le fait que son auteur l'a accomplie seul et avec les moyens les plus modestes, à l'instar des grands novateurs du siècle passé. — Dr E.L.

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PASTEUR DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIQUES
Concours d'entrée directe à:
H.E.C. 2 Années
☐ Diplôme Grande Ecole
☐ Diplôme Second Cycle de l'enseignement supérieur
☐ Diplôme I.E.P.
SESSION JANVIER/JUIN
PRÉPARATION INTENSIVE
AOUT-SEPT.
RESULTATS I.S.T.H.
Concours 1977: 15 ÉLUS
Concours 1978: 7 ÉLUS
Autel: 6, Av. Léon Huez
75016 Paris Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Alsace 75013 Paris
Tél. 598.63.91

100-443887-100

LIVRES

Le verre et le missel

Il n'y a pas toujours eu des tableaux, au sens moderne et ordinaire du mot. Mais il y a toujours eu de la peinture dans le monde occidental et en particulier en ce pays. Il faut seulement la chercher où elle est et ne pas s'imaginer qu'un grand nom, comme celui de Fouquet au XV^e siècle, par exemple, va résumer toute la situation. On a peine à croire que des surprises soient encore possibles dans ces domaines. Pourtant ce qu'on appelle l'érudition nous en a ménagé quelques-unes en 1978.

Tenons-nous en aux XV^e et XVI^e siècles, c'est-à-dire à cette période qui, entre deux phases bien affirmées et relativement claires, présente un maximum de confusion et de lacunes. Chacun sait ou doit savoir aujourd'hui qu'on y redécouvre peu à peu toutes sortes de réussites picturales, grâce à la connaissance des vitreaux d'une part, à l'étude des miniatures de l'autre : peinture de verre (et non : sur verre, comme on dit parfois trop vite), peinture du livre, l'une exposée à tous et chère à la foule — rappelons-nous Villon ; l'autre longtemps confinée aux sociétés, au sein « libérales », mais terrain propice aux effets rares. Un bel équilibre, en somme.

La Bibliothèque nationale vient d'acquérir un beau missel de 1465, qui a des chances d'être une pièce maîtresse de l'histoire de la peinture provençale. Les

lecteurs de la Revue de l'art (1977, n° 35) savent, grâce à l'étude de François Avril, qu'il s'agit d'un gros livre enluminé pour la chapelle du chancelier Jean des Martins à la cathédrale d'Aix, mais peint probablement à Avignon. L'ouvrage est allié se promener en Grande-Bretagne au siècle dernier et il en est ressorti depuis peu : ce double mouvement nous est de plus en plus familier.

L'intéressant est qu'il contient, outre une foule de lettres ornées — vieille tradition — qui sont autant de petits « tableaux » en bleu, vert, rouge et sol jaune peints, deux grandes pages peintes avec une force exceptionnelle : un Père éternel encadré d'un losange à bord vert d'un étrange effet et une Crucifixion, grave et très soignée, très marquée aussi par l'art avignonnais. Ce n'est pas là un travail quelconque et F. Avril a formulé une double hypothèse : l'artiste pourrait être tout simplement Enguerrand Quarton, l'auteur du grand diptych Couronnement de la Vierge, et il a pu collaborer quinze ans plus tôt à un autre beau manuscrit, conservé à New-York (Pierpont Morgan) qui nous montre, lui, au voisinage de la fameuse Annonciation d'Aix.

Ainsi des liens précis se tissent autour des œuvres maîtresses de ce qui fut, on en conviendra, l'un des plus forts moments de l'art méridional. Et la B.N. a conquis un « monument-clef ».

L'aire des vitreaux

Il faut revenir sans cesse sur le phénomène du vitrail. Parce qu'il est un des grands arts de ce pays, qu'on y reprend intérêt aujourd'hui et que les responsables doivent avoir la parole, tant que ses réussites, grandes et petites, ne seront pas devenues bien communes. Le grand Corpus patronné par un comité international, savant, très technique, peu optimiste de conception, continuera à produire des ouvrages essentiels, comme les vitreaux de Notre-Dame (1959) et de Saint-Ouen de Rouen (1970). Mais il faut d'autres instruments et il est heureux que l'année 1978 ait vu paraître, fort bien édité, le premier des six volumes dits de « recensement » qui vont réunir l'ensemble de la France, avec des notices abrégées, des cartes et un nombre raisonnable de reproductions en noir et en couleurs (éditions du C.N.R.S.). De la Flandre à l'île-de-France, on n'aura plus d'excuse pour ignorer les vitraux capables de renouveler l'enchantement, non seulement les chefs-d'œuvre encore trop méconnus de Saint-Gervais ou de Saint-Etienne-du-Mont à Paris, de

Saint-Etienne à Beauvais, mais les vestiges des villages, qu'il était nécessaire d'énumérer enfin.

Deux observations seules à l'esprit. D'abord, à côté du fonds grandiose, encore assez important, des XII^e et XIII^e siècles, le nombre considérable de vitreaux du XIV^e siècle, avec des rouges, des montages de couleurs qui, n'ayant plus rien de « médiéval », n'en sont pas moins dans le poétique de la transparence colorée, ainsi à Etampes, à Trier, au Mans-Aubry, à Champs-sur-Marne, pour s'en tenir à la couronne d'Île-de-France. D'autre part, après une foule de malheurs, de manipulations et d'erreurs au siècle dernier sans parler des destructions absurdes, — l'effort accompli depuis un quart de siècle, très exactement depuis la grande exposition de 1953, pour sauvegarder, réviser, mettre en valeur ces témoins éphémères et fragiles. Combien de générations d'enfants ont découvert la peinture devant ces fenêtres transparentes, comme le jeune Proust regardant, extasié, le vitrail de Charles le Mauvais à Evreux... ANDRÉ CHASTEL.

GALERIE ISY BRACHOT

33, rue Guénégaud — PARIS (6^e) — Tél. : 033-22-40

MAGRITTE

du 10 janvier au 10 mars 1979

INDE

cinq mille ans d'art
MUSÉE DU PETIT PALAIS
Avenue Winston-Churchill
de 10 h à 17 h 45 (sauf lundi et mardi)
Jusqu'au 28 FÉVRIER

Le marché de l'art et de la curiosité

GUIDE DU CONNAISSEUR
PIERRE CABANNELe Guide du Connaisseur,
la première
encyclopédie vivante
de la collection,
du marché et du goût.

DENOËL



L'ŒUVRE GRAVÉ DE ROUAULT

Un accomplissement de la lumière

ROUAULT. Tout le monde connaît ses portraits de prostituées, d'achènes, immobiles, aux chairs décomposées, ou les figures des illustrations bibliques. Mais on ne sait pas très bien que faire d'une œuvre aussi volontairement inactuelle par son inspiration religieuse et en même temps si profondément accordée à la violence de son époque. Nous voudrions parler pour beaucoup la lecture du catalogue de son œuvre gravé, remarquablement établi par sa fille, Isabelle Rouault, apportera une vision tout à fait neuve.

Deux grands volumes imposent la dimension de l'artiste, démontrant à l'envi son exceptionnelle virtuosité dans le traitement de la gravure. La publication, grâce à la patience d'Isabelle Rouault, de nombreuses étapes intermédiaires pour chaque planche donne à la démonstration un profondeur remarquable. Dans son introduction, François Chapon recourt largement aux inédits du peintre, notamment à la correspondance, pour retracer et souligner le souci extrême accordé par Rouault, au milieu des pires difficultés, à la réalisation de ses grands livres illustrés : les *Réincarnations* du Père Urbain, les *Misères*, les *Fleurs du mal*, le *Cirque de l'Étoile filante*, *Passion*.

Comme Matisse, Rouault s'est formé dans l'atelier de Gustave Moreau. Même si cela ne suffit pas à rapprocher les deux peintres, Rouault relève en grande partie de ce génie du graphisme qu'incarnait Matisse, notamment dans ces lavis si bien choisis par François Chapon pour illustrer sa présentation au premier tome du catalogue. On ne s'attendait pas à une telle réussite dans la suggestion du mouvement, dans l'arabesque, dans la création de l'espace, à une telle économie de gestes et à une telle somptuosité dans le rythme et les accords de formes, les gros traits noirs du lavis anticipant merveilleusement le travail de la gravure. Le sentiment s'impose d'une œuvre parfaitement moderne, d'une habileté rigoureusement maî-

trisée, bien éloignée des fureurs romantiques imaginées dans la légende. « Si j'avais été un romantique, jamais je ne serais arrivé à me dépouiller assez pour jouer sur le damier noir et blanc, si éloquent, avec lequel on peut tout dire. » Rouault n'était pas un peintre d'avant-garde. Mais il se rapproche de Cézanne par sa volonté passionnée de réaliser une vision moderne dans le sens de la tradition, dans la continuité de la grande peinture.

Le plus saisissant, à la lecture de ces deux volumes, est la par-

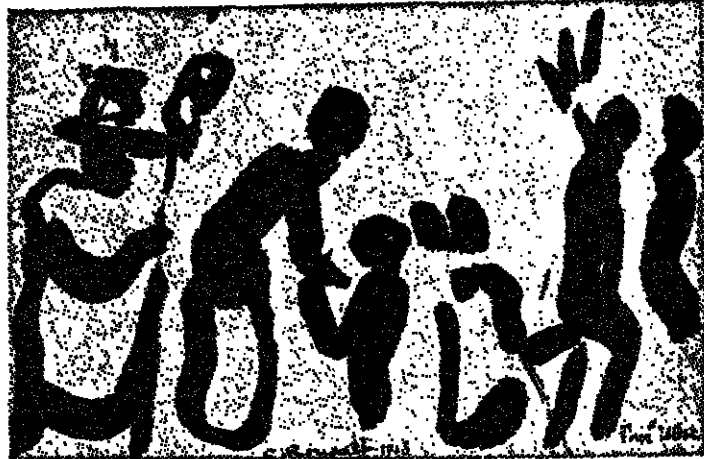
tielle, bien éloignée des fureurs romantiques imaginées dans la légende. « Si j'avais été un romantique, jamais je ne serais arrivé à me dépouiller assez pour jouer sur le damier noir et blanc, si éloquent, avec lequel on peut tout dire. » Rouault n'était pas un peintre d'avant-garde. Mais il se rapproche de Cézanne par sa volonté passionnée de réaliser une vision moderne dans le sens de la tradition, dans la continuité de la grande peinture.

tielle dans la réalisation même de la peinture, n'attendait d'autre preuve que l'accomplissement de la forme artistique. C'est ainsi que ce peintre de la couleur put satisfaire à toutes les exigences de la gravure, dans la mesure où elle lui permettait un véritable avènement dans la lumière. Il faut regarder attentivement les différentes étapes de chaque planche pour saisir la manière dont le peintre construit le volume avec la lumière, l'art avec lequel il semble pousser les formes lumineuses, soulevées par les contours épaissis, en avant de la page. Le corps, avant la venue de la couleur, est un organisme tordu, gonflé de lumière, exalté en elle.

L'auteur du *Misère* retravaillait incessamment les plaques, jusqu'à obtenir une plénitude de la forme, nourrie par les contrastes de valeurs, qui associait la rapidité du geste dans le dessin et la présence du volume dans la construction des zones d'ombre et de lumière. L'état de perfection ne se signalait qu'un moment de la plus grande intégration du volume dans le fond, au moment où la figure semble conduite inévitablement, à travers de violentes mais subtiles méditations, jusqu'à sa forme, dans sa lumière propre, avec son poids de chair, mais aussi son tremblement inquiet, son retrait. Il faut voir dans le *Misère* cette intégrité douloureuse des formes, soulevées mais aussi attachées, isolées, par le noir, arrachées, semble-t-il, au fond dans la mesure exacte où elles risquent d'y retourner. La couleur vient alors comme l'accomplissement d'un paysage banal, mystique, l'accomplissement de la lumière. Rouault est le dernier des grands peintres religieux. Et il ne cesse pas de l'être dans ses gravures, quand la peinture célèbre le Livre.

JEAN-FRANÇOIS CHEVRIER.

★ Rouault, œuvre gravée. Texte de François Chapon. Catalogue établi par Isabelle Rouault avec la collaboration d'Olivier Nouaillet Rouault. Ed. André Sauret, 1978. Deux tomes.



faite intégration d'une sensibilité religieuse et d'une expérience plastique. Essentiel, dans cette synthèse individuelle de l'art et du sacré, est le Livre, qui devient le volume où la fable ordonne les images. Avant même que Volland lui ait proposé d'illustrer des textes, à commencer par l'un des siens, les *Réincarnations* du Père Urbain, Rouault réalisait déjà, sans trouver d'éditeur, des suites de dessins, ou, comme il disait, des « albums ». Quand Volland lui donna, à partir de 1917, tous les moyens de réaliser ses projets, il entreprit le grand *Misère* qu'il avait conçu à la mort de son père.

Rouault, nous dit François Chapon, est le dernier des grands peintres religieux : pour lui, le dogme de l'Incarnation se véri-

PARIS-SCULPT

52, rue Bassano (8^e) — 720-79-78

VARDANEGA

5-25 janvier

Galerie Philippe Fregnac

50 rue Jacob 75006 Paris 260-86-31

TROLLET

du 9 au 27 janvier
de 14H30 à 19H30

GALERIE DE L'UNIVERSITÉ

52, rue Bassano, Paris-8^e, 720-79-78

SALKIN

PEINTURES

5/25 JANVIER

GALERIE LOUISE LEIRIS

47, rue de Monceau, 75008 PARIS

ELIE LASCAUX

peintures, dessins et objets

14 décembre - 27 janvier

GALERIE REGARDS

40, rue de l'Université (7^e)

de 14 à 19 h. (sauf lundi), 261-10-23

FACHARD

Sculptures récentes

10 janvier - 10 février

MAISON DU DANEMARK

142, Ch.-Elysées, 2^e ét., M^e Étoile

DEUX PHOTOGRAPHIES

DANOIS

GREGERS NIELSEN

et MORTEN BO

Tous les jours, de 12 h à 19 h.

Dim. et fêtes, de 15 h à 19 h.

Jusq. 4 février (Entrée libre)

CABARETS

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS

LIDO	BAL DU MOULIN ROUGE	février 80
20H30 Dîner dansant 1200 F. (hors s. s. s.)	20H30 Dîner dansant 1200 F. (hors s. s. s.)	20H30 Dîner dansant 1200 F. (hors s. s. s.)
22H00 Chanté 1400 F. (hors s. s. s.)	22H00 Chanté 1400 F. (hors s. s. s.)	22H00 Chanté 1400 F. (hors s. s. s.)
24H00 Spectacle 1600 F. (hors s. s. s.)	24H00 Spectacle 1600 F. (hors s. s. s.)	24H00 Spectacle 1600 F. (hors s. s. s.)

JEAN-MARIE RIVIERE

PARADIS LATIN

DINER SPECTACLE

20, rue du Cardinal-Lemoine PARIS 5^e

OUVERT LE DIMANCHE

(Réservation)

Réservations : 325.28.28

Hôtels et Agences

L'ALCAZAR

de plus en plus

réalisation de DICK PRICE

62 rue Malherbe, 75002 Paris, 2^e étage

Spectacle 25h

LA CANNE À SUCRE

C'est

un Soir de Fête

aux Antilles

3000 F. Dîner dansant

hors s. s. s. (hors s. s. s.)

Arctur APATOUT

OFFENSE

en 1000 F. (hors s. s. s.)

HARRY GATTELLI

FORAÏT

pour 1000 F. (hors s. s. s.)

R.B.B.

23.25

4, rue Saint-Beuve (6^e) F. Dim. et lun.45% DES FRANÇAIS
CONNAISSENT BEETHOVEN
MAIS 1% CONNAIT MAHLER.

Le Français aime plus la musique qu'on ne le pense. Mais ses connaissances ne sont pas à la hauteur de son amour. C'est ce que révèle un sondage Démoscopia publié, en exclusivité, dans Diapason de janvier : le portrait musical du Français. Sa lecture vous réservera bien des surprises.

Dans Diapason de janvier, vous trouverez une liste de disques pour tester les encantes dont vous rêvez. Vous découvrirez comment choisir votre Concerto pour violon de Beethoven. Vous participerez à l'élection du meilleur disque de l'année : le Diapason d'Or 1978. Pour vivre la musique chaque mois, lisez Diapason, 10F chez votre marchand de journaux.

DIAPASON
(janvier)

LE PORTRAIT MUSICAL DU FRANÇAIS



DES SPECTACLES

DE DAVID A. MÉR

Le

B

Le spectacle de David A. MÉR est un spectacle de la forme artistique. C'est ainsi que ce peintre de la couleur put satisfaire à toutes les exigences de la gravure, dans la mesure où elle lui permettait un véritable avènement dans la lumière. Il faut regarder attentivement les différentes étapes de chaque planche pour saisir la manière dont le peintre construit le volume avec la lumière, l'art avec lequel il semble pousser les formes lumineuses, soulevées par les contours épaissis, en avant de la page. Le corps, avant la venue de la couleur, est un organisme tordu, gonflé de lumière, exalté en elle.

L'auteur du *Misère* retravaillait incessamment les plaques, jusqu'à obtenir une plénitude de la forme, nourrie par les contrastes de valeurs, qui associait la rapidité du geste dans le dessin et la présence du volume dans la construction des zones d'ombre et de lumière. L'état de perfection ne se signalait qu'un moment de la plus grande intégration du volume dans le fond, au moment où la figure semble conduite inévitablement, à travers de violentes mais subtiles méditations, jusqu'à sa forme, dans sa lumière propre, avec son poids de chair, mais aussi son tremblement inquiet, son retrait. Il faut voir dans le *Misère* cette intégrité douloureuse des formes, soulevées mais aussi attachées, isolées, par le noir, arrachées, semble-t-il, au fond dans la mesure exacte où elles risquent d'y retourner. La couleur vient alors comme l'accomplissement d'un paysage banal, mystique, l'accomplissement de la lumière. Rouault est le dernier des grands peintres religieux. Et il ne cesse pas de l'être dans ses gravures, quand la peinture célèbre le Livre.

JEAN-FRANÇOIS CHEVRIER.

★ Rouault, œuvre gravée. Texte de François Chapon. Catalogue établi par Isabelle Rouault avec la collaboration d'Olivier Nouaillet Rouault. Ed. André Sauret, 1978. Deux tomes.

ISAAC ST

A PARIS

avec Daniel BARENBOIM

les 11, 12, 13 et 15 Jan

NOUVEAUTES

• TCHAIKOVSKY

Concerto pour violon

Dir: Mstislav Rostropovich

CBS 76725

• VIVALDI

Les Quatre Saisons

CBS 76795

• VIVALDI-TELEM

Concertos

avec Jean Pierre RAOUL

CBS 76978

CBS MASTERWORK

4, rue Saint-Beuve (6^e) F. Dim. et lun.

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Spectacle 25h

Expositions

CENTRE POMPIDOU
Entrée principale, rue Saint-Martin (277-15-33). Informations téléphoniques : 277-15-12.
Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.
JOAN MIRO. Dessins (œuvres antérieures à 1969). — Cabinet d'art graphique. Dessins récents. — Galerie contemporaine. Jusqu'au 22 janvier.

SOUVENIR DE MARCOUSSE
(4^e étage). Jusqu'au 12 janvier.
LE REGARD DU PEINTRE. Jusqu'au 22 janvier.

MICHAEL SNOW. Jusqu'au 22 janvier.
UNE CERTAINE VISION DU MONDE. Peinture de handprints mexicains. — (Payer du premier sous-sol). Jusqu'au 22 janvier.
ATRIUM AUJOURD'HUI. Agnès BARNES et Heidi Breglia. Sculptures. Jusqu'au 13 février.

Centre de création industrielle
2000 LIEUX SOUTS LES MERS. A la découverte du pétrole au large. Forum. Jusqu'au 26 février.
LES TEMPS DES GAZES (4^e étage). Jusqu'au 9 avril.
ARCHITECTURES D'INGÉNIEUR. Jusqu'au 19 février.
ALMANACH DES P.T.T. On cent trente ans d'histoire postale française. Jusqu'au 12 février.

B.P.L.
LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. h. ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE	
L'ALSACE AUX HALLES 224-74-24 10, rue Quinquennat, 1 ^{er} F/dim. T.l.jrs	Ouv. Jour et nuit. Chans. et musiq. de 21 h. à 5 h. du mat. av. nos animat. Spéc. alsac. Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
CHIZ HANZI 548-98-42 5, place du 16-Juin, 6 ^e . T.l.jrs	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
AUT. DE RIQUERHART 770-33-39 12, faubourg Montmartre, 9 ^e . T.l.jrs	Jusqu'à 3 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
LA BOULANGERIE PATISSERIE T.I. 24, bd des Italiens, 9 ^e . 824-51-77	Jusq. 23 h. et 0 h. 30 vend. sam. dim. Ses plats du jour renouvelés. ses cinq viandes et, unique à Paris : ses quarante pâtisseries et gâteaux.

DINERS

RIVE DROITE	
LA CORSE 224-74-18 10, rue Edienne-Marcel, 1 ^{er} . F/dim. T.l.jrs	Jusqu'à 23 heures. Spéc. de l'île. Cabrit 23. Les charcuteries 16. Soupe corse aux haricots rouges 11. Les Spécialités 23. MENU 30 F. t.c.
ATELIER BLEU F/dim. lun. midi 7, rue de la Prouvaise, 1 ^{er} . 508-04-10	Jusqu'à 23 h. Dans le cadre original d'une galerie de peinture. Spécialités scandinaves. MENU 45 F. Boissons et service compris.
ASSIETTE AU BOEUF-POCCARDI 9, bd des Italiens, 9 ^e . T.l.jrs.	Propose une formule « Boeuf » pour 28,50 F. a.n.c. le soir jusqu'à 1 h. du mat. avec ambiance musicale. Desserts faits maison. Ouv. le dim.
RESTAURANT PIERRE F/dim. 9 Place Gallien, 2 ^e . 574-07-04	Maison de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Dîner sucré 60 F et carte. Poissons. Grillades. Spéc. du Sud-Ouest. Parking.
DAREKOU 742-53-80 4, rue Sainte-Anne, 2 ^e . T.l.jrs	Cadre typique. Spéc. Marocaines réputées : Couscous, Pastilla, Tagines. Méchoui. Vin de Bourgogne. Salon, salle clim. On sert jusq. 23 h. 30.
ECURIES LION D'ARGENT F/dim. 8, r. Bachaumont, 2 ^e . 253-57-88/44-45	Midi. MENU 40 F. hors-d'œuvre, vin à vol. S.C. Delf. d'aff. à la carte. Soir. MENU 60 F. Dîners de salons à la carte. Au piano Jimmy Walker.
LA TOUR EIFFAGE Rés. 233-73-34 7, rue Turbigo, 2 ^e . T.l.jrs	Spécialités marocaines : couscous, méchoui, tagines, bastellas. Déjeuners. Dîners. Soupers jusqu'à minuit.
LES JARDINS DU MARAIS 15, r. Charlot, 3 ^e . F/dim. 272-08-65	Nouveau plaisir à ne pas manquer. Cadre original, intime, charmant pour apprécier les bienfaits d'une excellente cuisine.
ASSIETTE AU BOEUF 122, Champs-Élysées, 8 ^e . T.l.jrs	Propose une formule « Boeuf » pour 28,50 F. a.n.c. le soir jusqu'à 1 h du mat. Desserts faits maison. Ouv. le dimanche.
BISTRO DE LA GARE 72, Champs-Élysées, 8 ^e . T.l.jrs	Propose 3 hors-d'œuvre, 3 plats, 28,50 F. a.n.c. Desserts faits maison. Le soir jusqu'à 1 h. du mat. Décor d'un bistrot d'hiver. Ouv. le dimanche.
KYOTO 330-07-43 F/sam. 43, avenue Pierre-I ^{er} -de-Serbie, 8 ^e	Jusqu'à 23 h. (12 à 14 h. 30). BAR. Un grand voyage au Japon le temps d'un dîner raffiné dans un cadre élégant. P.M.R. 100-120 F.
LE GRAND CORONA 350-78-70 3, place de l'Alma, 8 ^e . T.l.jrs	Jusqu'à 24 heures dans un nouveau cadre, belle terrasse d'angle sur la place : le BANG D'HERITZES - ses Poissons - ses 10 Grillades.
LE SHOW-CHAUD 225-32-65 66, Champs-Élysées, 8 ^e .	— FORMULES à 29 F. — Caprices d'Hiver. Côte de Boeuf. De MIDY à midi. D'après l'original. Poissons aux légumes. Salons 8 à 45 nouveautés. — Galerie POINT-SEW. T.I. ambiance musicale, orchestre au soir.
LA MAISON DU VALAIS F/dim. 20, rue Royale, 8 ^e . 280-22-72	J. 23 h. Cad. typ. calmo. conf. Spéc. (et cave) Suisse et Franc. Trad. MENU des MAYENS av. viande saignée, Raclette et Fendant 88 F. t.c.
LE COLISEE 225-44-50 44, Champs-Élysées, 8 ^e . T.l.jrs	Son plateau de fruits de mer (arrivage quotidien). Ses huîtres, ses poissons, ses grillades. Soupers après le spectacle.
AUT. PETIT BAISER F/dim. et 18h00 25, rue La Fontaine, 9 ^e . F/dim.	Jusq. 24 h. 45. ouv. depuis 1984. Cadre Soc. Empire authent. Fois gras d'Alsace. Banc d'huîtres. Poissons aux légumes. Salons 8 à 45 nouveautés.
LA CLOCHE D'OR 874-48-68 3, rue Mansart, 9 ^e . F/dim.	Déj. d'affaires. Dîners parisiens. Soupers jusqu'à 4 heures du matin. Des plats de jadis chaque jour renouvelés. Fermé le dimanche.
FRERE JACQUES 280-13-91 4, r. Col-Lanzerac (Etoile), F.R.S.D.	Croûtin Chavignol chaud, salade lard, tartes poireaux, poissons au beurre blanc, gibiers, riz de veau aux giroles, tarte citron.
SAINT-GERMAIN-DE-LA-MER 9, boulevard Voltaire, 11 ^e . 708-02-56	Tous les jours 3 heures du matin. Huîtres, poissons, viandes. Menu 30 et 35 F.
TV COZ F/dim. 25, rue St-Georges, 9 ^e . TRU. 42-95	Jusqu'à 23 h. et la Merse dans votre assiette : avec des arrivages directs de la côte, dans un cadre rustique, à 50 mètres du THEATRE.
LOUIS XIV 208-56-58 - 200-19-20 8, boulevard Saint-Denis, 10 ^e .	Déjeuners. Dîners. Soupers après minuit. Huîtres. Fruits de mer. Gibiers. Crustacés. Rotisserie. Salons.
LE YERBERAN 754-33-30 4, rue de l'Etoile, 12 ^e .	Tous les jours Déjeuners. Dîner jusqu'à 23 h. 30. Kababs au charbon de bois. Plats ex. sautes garnis chelo (riz), caviar, blinis.
ST-JEAN-PIED-DE-PORT F/dim. 123, av. Wagram, 1 ^{er} . Parking ass. 227-64-24 - 227-61-50	Menu 78 F. La Dê. D'après Carte Cognac. St-Jacques aux épiars. Fois gras de chard chaud aux raisins. Magret, Canard, Paillet. Conf. file framboises. Fruits de mer. Gibiers de saison. Accueil Jusq. 23 h.
LE CAVEAU 251-29-30 79 bis, rue des Martyrs, 18 ^e .	Jusqu'à 23 h. ses caves du XVII ^e . Une jeune équipe présente ses spés : Coqlet au bleu d'Aur. 74 - Canard poivre vert : 40 - Menu : 35 F.

RIVE GAUCHE	
ASSIETTE AU BOEUF T.l.jrs Face égale St-Germain-des-Près, 8 ^e	Propose une formule « Boeuf » pour 28,50 F. a.n.c. Jusq. 1 h. du mat. avec ambiance musicale. Desserts faits maison. Ouv. le dimanche.
ASSIA FILS F/dim. et lundi 5, rue Sainte-Beuve, 6 ^e . 548-07-22	Jusqu'à 9 h. 30 dans un cadre typique, cuisine marocaine, Pastilla Brick, ses 7 couscous. SES DESSERTS. Réservation à partir de 17 h.
BISTRO DE LA GARE 59, bd du Montparnasse, 6 ^e . T.l.jrs	3 hors-d'œuvre, 3 plats, 28,50 F. a.n.c. Décor classé monument historique. Desserts faits maison. Jusq. 1 h. du mat. Ouv. le dimanche.
AUT. CARBON DE BOIS 548-57-04 16, rue du Dauphin, 6 ^e . F/dim.	La grillade y est GASTRONOMIQUE. Le plus authentique des cadres briandais pour dîner. Jusq'à 23 h. 30.
CHEZ FRANCOISE 551-87-20 Aérog. Invalides. F/lundi. 705-48-03	Ouv. D'EMERGENCE. Poie gros frais, barbeaux aux petits légumes, Filets de sole « François ». Lapereau sauté au vinaigre de Xérès.
SAINT-GERMAIN-DE-LA-MER 2, rue Sabot 222-84-90	A Saint-Germain-des-Près (8 ^e). Tous les jours jusqu'à 3 h. du matin. Huîtres, poissons, viandes. Menu 30 et 35 F.
LA TAVERNE ALSACIENNE 828-90-60 285, rue de Valenciennes, 10 ^e .	Brasserie - Restaurant - Joli cadre alsacien - Tous les produits d'Alsace. Banc d'huîtres - Plac du jour - entrées 21 F.
SAN FRANCISCO 647-75-44 1, rue Mirabeau, 16 ^e . F/lundi	Francis 22 h. Cadre Renaissance ital. Éléant et confortable. Spécial. italiennes : Tagliarini aux fruits de mer. Tagliarini au céleri.

DINERS - SPECTACLES

MOUTON DE PANURGUE 742-78-49 7, rue de Choiseul, 2 ^e . T.l.jrs	Jusq. 1 h. Décor de Dubout unique au monde. Dîners. Soupers animés av. chans. paillardes, plats rabelais servis par nos moutons. P.M.R. 200 F.
CHEZ VINCENT NOB. 21-37 4, rue Saint-Laurent, 10 ^e . F/dim.	Dans le cadre typique d'une Bastide. Dîners dansants aux chandel. Attractions avec LOS MUOCHACHOS. Spécialités espagnoles et trop.

UN WEEK-END GOURMAND DANS VOTRE CHATEAU - HOTEL TEL. : 063-21-24.

SOUPEURS APRES MINUIT

LE CONGRES Pte Maillot, 12. 2. 2 h. 30. 874-17-24 80, av. Grande-Armée. SON BANG D'HERITZES - POISSONS. Spéc.	TERMINUS NORD 74-74-74 Brasserie 1925. Spéc. alsaciennes 23, rue de Dunkerque (19 ^e)	LE LOUIS XIV 8, bd Saint-Denis, 200-19-20. RUTTES, Rotisserie, Crustacés, Rotisserie. Exceptionn.
PINKUS à Montmartre, 17, rue Dandernont, 824-17-36 Aut. les jrs Jusq. 2 h. Spéc. coie vol. Pinkus (terr. poissons)	DESSIRIER T.l.jrs - 754-74-14 12, pl. Frenet (17 ^e) Le spécialiste de l'HERITZES Poissons - Spécialités - Grillades	LE MUNICHE 27. r. de Buci, 6 ^e 632-02-09 Choucroute - Spécialités
WEPLER 14, place Cléby 522-52-34 SON BANG D'HERITZES Fois gras frais. Poissons	LE CUIJAS Cuijas Paris-7 Sa formule complète à 35 F Scrievias à l'américaine. Lotte à l'œuf avec ses poissons. Spécial. SERV. ASS. JUSQU'A 5 H. MATIN	MERVELLES DES MERS 252-20-14 CHARLOT 1 ^{er} . 322-47-38 128 bis, boulevard de Cligny (18 ^e) Son bang d'huîtres - Poissons
JULIEN Jusq'à 1 h. 30 (nr dim.) 10, rue St-Sauveur-Denis (19 ^e) 770-12-06	LA CLOSERIE DES LILAS 171, boulevard du Montparnasse 328-70-30 - 033-21-68 Au piano Yvan Mayeur	LES VIEUX METIERS DE FRANCE 13, boulevard Argenteuil-Biquini (19 ^e) T. 588-90-02 Fermé dim. et lundi Soupers aux chand. - Fois gras Poissons - Huîtres - Crustacés

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

LA MAISON D'ALSACE LA MAISON DES CHOUCRUTES sa boutique de comestibles 26, Champs-Élysées - 319-44-24	AU PIED DE COCHON Le fameux restaurant du Halles Fruits de mer Grillades 6, rue Quinquennat - 033-44-24	LE GRAND CAFE BANG D'HERITZES POISSONS - GRILLADES 4, bd des Capucines - 033-47-45
--	---	--

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOURNÉES ANCIENNES. — Le Louvre des Antiquaires, 3, place du Palais-Royal (277-21-00). Sauf dim. et lundi de 11 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 21 janvier.

LES ALIVARI. Photographes à l'épreuve. 1982-1983. Jusqu'au 29 janvier.
LE VIN. Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 15 janvier.

MUSEES
LE FAUBOURG EN ITALIE AU XVII^e SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
CLAUDE ORRINI. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.
LES ANCIENS TRAIRES DU XIV^e SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 février.

LES JOUR

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,00
IMMOBILIER	32,00	36,81
AUTOMOBILES	32,00	36,81
AGENDA	32,00	36,81
PROP. COMM. CAPITALS	65,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La mte col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
(1.500 personnes)
recherche pour NORMANDIE
son

DIRECTEUR des RELATIONS HUMAINES

qui assurera en outre la Fonction Personnel du principal
Établissement.

Le candidat doit avoir :

- une expérience de plusieurs années dans les services du personnel d'entreprises industrielles ou des connaissances juridiques • un diplôme d'études supérieures.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions
à No 93.652 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

SMITHKLINE
représenté par les Laboratoires
SMITHKLINE & FRENCH et
GREMY-LONGUET
engage

**Visiteurs Médicaux
Hospitaliers**

POSTES : NANTES - RENNES
PARIS
STRASBOURG
TOULOUSE

PROFIL :

Vous avez 1 ou 2 années d'études médicales ou
scientifiques, de préférence validées.

Vous pratiquez avec succès l'information
médicale ou la représentation technique en
milieu hospitalier.

Nous vous proposons d'exercer votre métier
dans des conditions optimales d'épanouisse-
ment professionnel.

Envoyer C.V., photo, desiderata à Direction du
Personnel référence ASH - 15, rue Jean-Jaurès
92807 PUTEAUX
DISCRETION ASSURÉE.

GROUPE EN EXPANSION
recherche

CADRE COMMERCIAL
pour son agence d'
ANGOULÊME

Possédant une bonne expérience commerciale,
il sera responsable du développement sur son
secteur et aura des contacts à tous les niveaux.

Pour ce poste exigent souplesse d'adaptation
et dynamisme, une expérience acquise dans le
secteur bancaire, sans être indispensable, serait
un atout.

Adresser C.V. et prétent. sous n° 788.061 M à :
REGIE-PRESSE - 85 bis, rue Beaumais, 75008 Paris.

P.M.E. AGRO-ALIMENTAIRE
cherche pour
SAUMUR

**CHEF
DE COMPTABILITÉ**
comptabilité générale,
comptabilité analytique,
réglementation sociale.

Collaborateur cadre expérimenté

Ecrire sous le n° 93.401, à :
CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Usine moderne de l'Est
(400 personnes)
Fabrication mécanique grande
série pour l'automobile faisant
partie d'un puissant groupe
international en expansion.

**CHEF DE SERVICE
CONTROLE QUALITE**
Ingénieur ANI INSA
ENI INSA
ou autodidacte de valeur.
15 à 18 ans d'expérience des
méthodes modernes de contrôle
qualité en usage mécanique
de grande série
(métrologie statistique).

Détails :

Animation et gestion d'un service
composé de 20 personnes.
Contrôle aux problèmes spécifi-
ques de qualité de l'industrie
automobile (pièces de sécurité,
applications de méthodes statis-
tiques). Relations avec les ser-
vices « contrôle » des industries
clients et avec nos sous-trait.
ANGLAIS EFFICACEMENT
PARLE INDISPENSABLE.
Poste d'éventuelle titularisation.
Adresser C.V. détaillé à :
SELETEC
Conseil en Recrutement
67009 STRASBOURG CEDEX
sous référence 897.

LE CARBONE-LORRAINE
GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
A CARACTERE INTERNATIONAL

recherche
pour son Usine de PAGNY-sur-MOSELLE

**Ingénieur Génie Chimique
ou Mécanique
Adjoint Chef d'Exploitation**

ENSI OPTION G.C. ou PHYSICO-CHIMIE
ou METALLURGIE DES POUDRES ou MECANICIEN -

Débutant ou quelques années d'expérience - Sera plus spécialement
chargé au sein du Service Fabrication des problèmes techniques
(analyse des déchets, amélioration de la productivité matière et
main-d'œuvre du secteur) - Possibilité d'évolution ultérieure vers
de plus grandes responsabilités.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 438 à Direction du
Personnel et des Relations Sociales 45, rue des Acacias PARIS 17^e
Entière discrétion assurée.

CREATION DE POSTE
SOCIETE EN PLEINE EXPANSION
DANS LE DOMAINE FERROVIAIRE
recherche son

**RÉDACTEUR TECHNIQUE
EXPÉRIMENTÉ**

LE POSTE : en étroite relation avec les services
études et entretien de la Société et de ses clients.

Il est :

- Chargé de l'élaboration des notions clients;
- Responsable de la sous-traitance (dessin, composition);
- L'homme : ayant acquis une expérience dans un bureau d'études et/ou un service entretien et après-vente en relation avec l'administration (militaire, aéronautique, transport...), il est à même :
- D'assimiler rapidement le fonctionnement d'équipements de contrôle et de régulation, ainsi que de dispositifs électroniques de puissance à TETRASTORS;
- De faire la synthèse des documents techniques internes. Son sens des responsabilités et des contacts humains lui permettront de s'intégrer à une équipe pluridisciplinaire.

LIEU DE TRAVAIL : LYON.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions à :
HAVAS, 61, rue République, 69682 LYON 8^{de} 6126

LES HOSPICES CIVILS DE LYON
recherchent pour leur
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

2 Ingénieurs Informaticiens
pour applications de télé-gestion

Formation Grande Ecole
ou universitaire
2 ou 3 ans d'expérience.

Systèmes informatiques
2 lrs 60 1 024 K avec 350 terminaux

Adresser lettre manuscrite (en précisant
rémunération) curriculum vitae et photo
HOSPICES CIVILS DE LYON
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
61, boulevard Pinel,
B.P. 40, 69671 LYON CEDEX

**IMPORTANTE
BANQUE DÉPARTEMENTAIRE**
en rapide développement
recherche

**2 DIRECTEURS D'AGENCE
et
2 SOUS-DIRECTEURS**

Expérience et résultats
confirmés dans ces fonctions
sont indispensables

Env. C.V. manuscrit avec C.V.
détaillé indiquant dernier salaire, à
BEO (ref. 1396), rue de
la République, 75008 Paris
DISCRETION ABSOLUE

**SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE
BASSE-NORMANDIE**
recherche pour ses SERVICES :

- DE PRODUCTION
- D'ÉTUDES
- DE MÉTHODES

**JEUNES INGÉNIEURS
DÉBUTANTS**
(HOMMES ou FEMMES)

Libérés des obligations militaires (diplômés de
Centrale, A.M., SUP. ELEC, INSA, ENPC, etc.)
pour postes à pourvoir très rapidement

Adresser C.V. détaillé, mentionnant notamment
les stages effectués, photo et prétent. sous réf. 3359
à SPERAN, 12, rue J.-Jaurès, 92007 PUTEAUX

P.M.E. AGRO-ALIMENTAIRE
cherche pour
SAUMUR

**CHEF
DE COMPTABILITÉ**
comptabilité générale,
comptabilité analytique,
réglementation sociale.

Collaborateur cadre expérimenté

Ecr à n° 93.401, Contesse Publ.
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er},
qui transmettra

**LE MONDE s'efforce d'élimi-
ner de ses Annonces Clas-
sées tout texte comportant
allusion ou indication
floue ou de nature à sé-
duire en erreur ses lecteurs.
Si, malgré ce contrôle, une
petite annonce abusive était
glissée dans nos colonnes,
nous prions instamment nos
lecteurs de nous le signaler
en nous écrivant :**

LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS

emplois internationaux

**IMPORTANT FABRICANT FRANÇAIS
DE CUISINES PAR ÉLÉMENTS**

Siège social : SUD-OUEST de la FRANCE
désireux de s'implanter sur le marché
ANGLO-SAXON, recherche un :

**CADRE COMMERCIAL
DE VENTE EXPORT**

Le candidat, 28 ans minimum, devra maîtriser
parfaitement la langue anglaise (qui pourra être
complémentaire à la langue maternelle) et posséder
quelques années de vente réussie dans l'exporta-
tion.

Son rôle consistera à promouvoir seul les produits
« haut de gamme » pendant 2 à 3 ans, puis à
prendre la responsabilité commerciale de la future
filiale anglaise dont la création sera la résultante
de ses performances commerciales.

Lieu de résidence : LONDRES
La rémunération sera composée d'un fixe confort-
able + avantages liés à l'expatriation.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétent. n° 9508
PMP, 68, rue de Provence, 75009 PARIS, qui tr.

Usine moderne de l'Est
(400 pers.) fabrications
mécaniques grande série pour
l'automobile faisant partie
d'un puissant groupe
international en expansion, rech.

**JEUNE CONTRÔLEUR
DE GESTION**

BTS Techniques quantitatives
de gestion ou simil.

3 à 5 ans d'expérience de comp-
tabilité analytique et contrôle
budgétaire en liaison avec
l'information, de préfer., au
sein d'un groupe industriel
multinationnel.

Anglais parlé et écrit
indispensable.

Responsabilité : collaborateur
direct du Directeur
financier. Il devra préparer
les reports mensuels,
améliorer le contrôle de gestion,
ordonner et suivre les budgets,
suivre et perfectionner la
comptabilité analytique,
contrôler les prix de revient.

Poste d'avenir stable.

Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
Conseil en Recrutement
67009 STRASBOURG CEDEX
sous référence 840.

**MOTOROLA
Semiconducteurs**

RECRUTE

Ingénieurs électroniques

Débutants ou quelques années d'expérience

GRANDE ÉCOLE (ELEC, SUP. ELEC, CENTRALE, PARIS, MINES)

souhaitent faire carrière
une entreprise multinationale
après une période de formation,
les intéressés se verront confier
des postes de responsabilité.

Anglais courant indispensable

Adresser C.V. + photo + prétentions à :

MOTOROLA
BP 3411 - 31023 TOULOUSE

PROMOTEUR IMMOBILIER-LOISIRS
recherche

VENDEURS haut niveau

Missions : Visite clientèle à domicile sur coupons
réponses, fréquemment accompagner le client
pour visite des programmes.

GRANDE DISPONIBILITÉ NÉCESSAIRE
(particulièrement en week-end)

Nos vendeurs déjà en place gagnent :
(Fixe + Frais + Commission)

12.000 F ET PLUS PAR MOIS

Régions : NORD (59, 62, 80, 02)
PARIS-EST (77, 51, 10, 89, 45)
OUEST (14, 61, 53, 72, 41)

Ecrire : ERUGE - B.P. 18 - 74240 GAILLARD

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

Amnesty International pour son
Secrétariat international de Londres
demande chercheur pr l'Afrique
occidentale et centrale (ancienne
Afrique équatoriale française,
Zaire, Angola). Le travail com-
porte : étude de la situation des
droits de l'homme et de cas
individuels, préparation de doc-
uments de base, responsabilité
de documentation pour missions
et élaboration de tactique.
Les candidats doivent avoir une
bonne connaissance de la situa-
tion politique en Afrique, une
certaine expérience de la rédaction
et être capables de former des
jugements politiques objectifs.
Les candidats doivent parler
couramment le français et l'an-
glais. Connaissance du portugais
souhaitable.

Salaire : 2.600 par an. Date de
clôture : 31 janvier 1979. Point
d'attache : Londres.

Pour plus de renseignements et
formulaire de candidature,
contacter le bureau du personnel
d'AMNESTY INTERNATIONAL,
10, Southamton Street,
LONDON WC1E 7HF,
ou téléphoner :
1.836.77.38, poste 289.

**L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE LAUSANNE**
met au concours un poste de
PROFESSEUR DE STATISTIQUE
et
RÉSISTANCE DES MATÉRIAUX
pour son département de génie
civil. Délai d'inscription : 10 mars 1979.
Les personnes intéressées voudront
bien demander le dossier relatif
à ce poste à la : Direction
administrative de l'école
Polytechnique Fédérale de
Lausanne, 31, av. de Cour,
1007 LAUSANNE-Suisse.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer
dirigées par les entreprises habi-
tuelles. Ecr. Outre-Mer Muta-
tions, 47, rue Richer, Paris-9^e.

En Australie, Canada, Afrique,
Moyen-Orient, Amérique, Asie,
Europe : DES EMPLOIS vous
attendent. Demandez le manuel
spécial, MONDEEMPLOIS (serv.
M 84), 14, r. Clauzel, Paris-9^e.

BECHTEL

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTION**
recherche

**un ingénieur
en télécommunications**

BILINGUE ANGLAIS

Le candidat recherché aura :

- une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise de préférence dans des sociétés internationales.
- une connaissance approfondie des systèmes de transmissions modernes (micro-ondes, satellites, terminaux d'ordinateurs).

Ce poste implique la parfaite connaissance de la langue anglaise et de
fréquents déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V. très détaillé, expériences et prétentions à
BECHTEL 58, rue Pierre Charpentier
75008 PARIS sous réf. 01.79 YMM

IBM

propose un poste de
cadre financier
HOMME ou FEMME DÉBUTANT (E)
dans le contrôle de gestion de son usine de
Corbeil-Essonnes. (Production de composants
électroniques).

Formation : HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE.
Bonne connaissance de la langue anglaise.

Ce poste peut évoluer vers des responsabilités
pour un(e) candidat(e) ayant le goût des
relations humaines et des qualités de négocia-
teur.

Adresser lettre de candidature et C.V. détaillé
à IBM
Service Recrutement
224, boulevard John Kennedy
B.P. 58 - 91102 CORBEIL-ESSONNES

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir
bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les intéressant et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de
« Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

AMP
AMP de France

Filiale du Groupe AMP spécialisé dans le matériel de connexion électrique et électronique (CA 600 millions de dollars)
RECHERCHE pour son SERVICE TECHNIQUE à PONTAISE

INGENIEUR D'ETUDES

POSTE A TENIR :

- Responsable de la conception et du développement de connecteurs destinés à l'électronique professionnelle et aux Télécommunications.

PROFIL :

- Formation de base en mécanique.
- Plusieurs années d'expérience des problèmes et des besoins en interconnexions dans les industries pré-citées.
- Bonne connaissance de l'anglais permettant d'être en contact avec les dernières techniques internationales.
- Un candidat créatif, orienté vers l'étude et ayant le goût des contacts humains pourrait rapidement s'imposer.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :
Monsieur RABAU - AMPHRA B.P. 54
95301 - PONTAISE

Engineering,
Filiale d'un groupe de renom international,
recherche

ingénieurs mécaniciens

Autour d'une affaire, exemplaire dans son mode de déroulement sont réunis une quinzaine d'ingénieurs auxquels on souhaite adjoindre de nouveaux diplômés grande école

CENTRALE, ARTS ET METIERS, INSA, ESM Poitiers, ENSM Nantes ...

- capables à la fois de conduire un contrat de sous-traitance et d'assurer le contrôle technique
- ou possédant une expérience de systèmes complexes d'interices ou de maintenance.

Si vous êtes intéressés par l'opportunité de participer à un **GRAND PROJET D'ENGINEERING** adressez votre dossier complet de candidature avec C.V. détaillant vos expériences antérieures sous réf. 5227 M à P.LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra

Nous sommes une importante entreprise française distribuant des

PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

auprès des Centrales d'achat, Grandes Surfaces et Commerces Spécialisés.
Pour développer notre chiffre d'affaires sur la **REGION PARISIENNE** (actuellement 140 millions) nous créons le poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL responsable général des ventes

chargé d'élaborer la politique commerciale et de la mettre en œuvre en animant une équipe de vente et de promotion (30 personnes) et en recherchant de nouveaux axes de développement.
La rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 200.000 FRF

Nous demandons une parfaite connaissance des circuits de distribution de la région parisienne.
Envoyer C.V. manuscrit (+ photo) à L. Justet, Psychologue, 18, rue des Grottes 84000 Avignon.

Charles of the Ritz
Parfums
YVES SAINT LAURENT

Dans le cadre de son expansion recherche pour renforcer les structures de son **DEPARTEMENT CONTROLE-QUALITE** Usine de LASSIGNY (OISE)

Sous la responsabilité directe du Directeur du département le

Chef de Laboratoire CHIMIE-BACTERIOLOGIE

L'HOMME :

- jeune, il a une formation chimique supérieure, niveau ingénieur (complété par une spécialisation en cosmétologie) ou un diplôme en pharmacie,
- expérimenté, il a travaillé 2 ans minimum dans l'industrie cosmétique, pharmaceutique ou alimentaire,
- rigoureux, il a le sens des responsabilités et de la décision.

Adresser C.V., photo et prétentions ss réf. 92931 à Direction du Personnel CHARLES OF THE RITZ S.A. Route de Noyon - 60310 LASSIGNY

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Située près de TRAPPES
recherche

UN RESPONSABLE DE SON CENTRE DE CALCUL

Il devra assurer l'organisation, la gestion et l'exploitation du centre de calcul. Il sera chargé du développement d'outils logiciels ainsi que de l'assistance technique aux utilisateurs. Il aura la responsabilité d'une équipe de 3 pers.

Nous recherchons un ingénieur - informaticien ayant quelques années d'expérience de préférence en systèmes d'exploitation.

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions (avec photo) sous réf. 92.182, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieurs confirmés

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

recherche des ingénieurs confirmés dans le domaine du traitement du pétrole brut et du gaz naturel pour postes d'Ingénieurs d'Affaires et d'Ingénieurs Procédés.

Anglais indispensable.
Postes à PARIS.

Ecrire sous référence 8.229 à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 08, qui transmettra.

Société industrielle
recherche pour son Usine
située en région parisienne

ANALYSTE CONFIRME

- connaissance et pratique de CICS/VS absolument exigées.
- connaissance des applications comptables, langage : ASSEMBLEUR IBM et COBOL ANS.

Adresser C.V. et prétentions à :
P.M. LABINAL - Direction du Personnel
45, rue de Courcelles - 75008 PARIS.

BANQUE PRIVÉE
PARIS Seine
recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE PROGRAMMEUR SYSTEME

débutant sur H.B. 66

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite et photo (perdue) sous référence 88.048 à PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

NOTRE GROUPE
Leader incontesté sur son secteur d'activité
RECHERCHE

UN JEUNE DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RÉPONDANT AU PROFIL SUIVANT :

- Bonne culture économique;
- Aptitude à la synthèse rapide;
- Parfaite maîtrise de l'expression écrite (c'est fondamental);
- Aisance dans le contact à haut niveau (dirigeants d'entreprise et représentants des Pouvoirs Publics seront ses interlocuteurs quotidiens);
- Bonne pratique de l'anglais.

Le candidat retenu aura pour mission de recueillir et contrôler des informations de nature économique, financière et technique auprès de sources françaises et étrangères. Son analyse des données collectées se traduira par la rédaction de notes de synthèse.

Une expérience de premier ordre du monde des affaires dans un secteur des plus importants (en chiffre d'affaires comme en créativité) lui sera ainsi offerte.

Assurant rapidement la fonction d'adjoint au Directeur de l'un de nos départements, de réelles perspectives d'évolution s'ouvriront à lui. Ce poste est à pourvoir à Paris.

Adr. en réf. 88.048 votre C.V. détaillé et man. à : CONTEXTE Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

roussel-uclaf
recherche pour le

LABORATOIRE D'ETUDES INDUSTRIELLES

Ingénieur-docteur débutant

DIPLOME INDISPENSABLE
spécialisé en chimie organique de synthèse.

Au sein de l'unité de développement chimique industriel, il participera à l'amélioration ou la mise au point des procédés de fabrication. Initiatives, imagination et créativité sont indispensables. Il faut aussi un esprit très organisé. L'anglais parlé et écrit est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à A.M.P. sous réf. 80301/R - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

STE ELECTRONIQUE EN PLEINE EXPANSION
recherche
pour Région Parisienne

INGENIEUR TELECOM

3 ans minimum d'expérience dans l'industrie, capable de diriger sur le plan technique une équipe d'ingénieurs de Laboratoire et de répondre à des appels d'offres (études à base de microprocesseurs et de télétransmissions).

Adresser curriculum vitae détaillé et présent. à :
C.G.P., sous le n° 889,
25, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra.

GRAND MAGAZINE NATIONAL
recherche

UN JEUNE CHEF DE PUBLICITE

Expérience de 2 ou 3 ans en agence ou support.

Adresser photo et C.V. à n° 788.053 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

UN IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEUR ANALYSTE

diplômé d'une grande Ecole Scientifique, orienté vers des disciplines liées à la gestion des entreprises, débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Après période de formation en usine dans un service informatique, l'ingénieur prendra des responsabilités dans un projet informatique au niveau Etablissement ou Société.

L'importance du Groupe permet d'envisager une évolution de carrière dans des secteurs d'activités très variés.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous référence 92809 CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SAIT Groupe C.G.E.
recherche
pour son Département Accumulateurs

1 ingénieur commercial

pour son agence de PARIS

Dans votre domaine de responsabilité vous aurez à :

- prospecter et suivre la clientèle,
- assurer la promotion des produits,
- établir les devis et suivre les affaires,
- évaluer le potentiel du marché.

Pour réussir, il vous faut :

- une formation d'ingénieur électrochimiste,
- une première expérience de vente de produits techniques,
- une attitude vers la fonction commerciale,
- la connaissance de l'anglais sera appréciée.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous référence AI-1

SAIT DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Pré-Wilson
92300 Levallois-Perret.

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
filiale du premier constructeur mondial d'ordinateurs interactifs
recherche dans le cadre de son expansion

Chef comptable

responsable de l'animation d'un service de onze personnes regroupant la comptabilité générale, la comptabilité analytique et la paye. Il ou elle sera également chargé de traiter toutes questions de nature fiscale.

Il ou elle devra être capable de développer et d'assurer la mise en place de nouveaux systèmes comptables en liaison avec notre service informatique.

Ce poste conviendrait à une personne de niveau DECS ou équivalent, ayant une expérience minimum de trois ans dans la fonction et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne est un sérieux atout.

Ecrivez sous réf. M 07 à la Direction du Personnel de DIGITAL.

digital 18, rue Saarinen - Silic 225
94528 RUNGIS Cedex.

CAP SOGETI FORMATION
recherche

2 animateurs

Ces postes conviendraient à des candidats ayant :

- 3 à 5 ans d'expérience pratique en informatique
- des aptitudes pédagogiques
- des facilités d'adaptation

Adresser C.V. s/réf. GC 100 à Madame BOULADE

CAP SOGETI FORMATION
92, Bd de Montparnasse 75014 Paris
Tél : 320.13.81

SOCIÉTÉ
recherche

AGENT COMMERCIAL
pour diffusion nouveaux jeux
société - Débutant s'abstenir.
Sic. n° 7 005 M Régie-Presses,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune S.S.C.I. en expansion
recherche

CADRE COMMERCIAL
Envoyer C.V. et prétentions à :
n° 7007 M Régie-Presses,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

S.F.I.M.
SOCIÉTÉ DE FABRICATION
D'INSTRUMENTS
DE MESURE
recherche

A.T.P. ELECTRONICIENS

techniques analogiques.
- Connaissances techniques numériques.
- Pratique de l'anglais indispensable.
- Quelques années d'expérience aéronautique.
- Déplacements de courte durée France et étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions Service du Personnel, B.P. 74 91381 MASTY.

ENSEIGNANTS FRANÇAIS
domiciliés Région parisienne
recherchés par Editeur pour
élaborer collection SOUTIEN
P 4 P. Ed. n° 785-88 M.
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue
Réaumur, 75002 PARIS G. 11.
Cherche J. F. pour garder un
enfant de 3 ans et les soir-midi
de 13 h. à 19 h. 15, porte Astouil
Tél. Rey, soir : 525-16-47,
bureau, ELV. 5947.

MAZDA
lampes et appareils d'éclairage

METHODS ET ORGANISATION

Nous vous proposons de vous intégrer à une équipe chargée d'améliorer et de rationaliser les systèmes, les méthodes et les moyens de stockage et d'expédition de nos produits au sein de notre Stock Central (40.000 m2 - 300 personnes).

Vous définirez les cahiers des charges et les plans d'application des projets que vous proposerez et vous veillerez à leur bonne exécution.

Vous êtes jeune, de formation supérieure et vous avez déjà une expérience analogue dans un bureau d'études ou un service d'organisation.

Ce poste est à pourvoir à SUCY-EN-BRIE (94 - REJ).

Envoyez-nous votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, photo, prétentions, Compagnie des Lampes - Service Recrutement 29, rue de Libonne - PARIS 8ème.

Chiffre 150

50 من الاجل

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	87,24

ANNONCES ENCADREES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,99
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi demandes d'emploi

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recherche pour son service :

ordonnancement dossiers

UN RESPONSABLE DE LA PREPARATION DES DOSSIERS D'ENREGISTREMENT FRANÇAIS

Le candidat devra avoir :

- une formation scientifique : pharmacien, biologiste etc...
- une bonne connaissance de la législation pharmaceutique française,
- au moins deux ans d'expérience dans la préparation de dossiers d'enregistrement,
- une connaissance de l'anglais écrit et si possible parlé,
- un très bon contact humain.

Envoyer CV détaillé à MEDIA SYSTEM, sous référence 2345, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUE HYDRAULIQUE DE TRÈS HAUTES TECHNICITÉS ET PERFORMANCE. LEADER SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN. recherche pour son établissement principal très proche basileuse Sud :

INGÉNIEURS DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

1) DÉBUTANTS pour des postes :

- au contrôle qualité ;
- à la production.

2) Avoir une expérience de plusieurs années, notamment en PROGRAMMATION sur des machines à COMMANDES NUMÉRIQUES, et la pratique de l'anglais pour un poste à pourvoir au sein du service machines.

Adr. candidature en pré. BIEN LA REFER. 1 ou 2, EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Voiney - 75002 PARIS.

ORGANISME PARISIEN recherche

CADRE ADMINISTRATIF

Pour succéder le Chef du personnel.

Les fonctions seront les suivantes :

- Responsable de la paye informatique avec sous-traitant (paye mensuelle) paiement des cotisations, état de fin d'année.
- Liaison fonctionnelle avec la comptabilité.
- Gestion de l'organigramme.
- Elaboration du budget prévisionnel et suivi.
- Administration du personnel (tenue et mise à jour des dossiers).
- Échancier.
- Régime de retraite (recrutement de nouveaux).
- Préparation des dossiers d'ouverture des droits.

Ce poste implique :

- Une formation supérieure orientée vers l'économie et la comptabilité professionnelle.
- Expérience professionnelle satisfaisante.
- Formation CIPOF ou équivalente.
- Expérience CIPOF ou équivalente.

Adress. C.V. et prétentions avec photo à M. SAUGIER, 30, rue Olivier-Noyer, 75002 PARIS CEDEX 14.

7 FORTES PERSONNALITÉS

Nous vous proposons après une formation intensive, un poste de :

DÉLÉGUÉ CONSEIL

auprès des dirigeants des PME. Il faut :

- Avoir une excellente culture du chiffre.
- Etre apte à négocier au plus haut niveau.
- Ceux-ci devront être capables de devenir nos

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

30 ans sup. de C.G.C.

Expér. internationale export ensembles industriels et cloie en main.

- Financements France + Étranger.
- Négociations contractuelles.
- Création et animation filiales et succursales.
- Secrétaire Général et Organisation Administrative.
- Comptabilité générale et analytique.
- Mise en place des outils de gestion.

recherche poste à responsabilité haut niveau

Ecrire n° 455, « le Monde » Publi-Net, 5, rue des Italiens - 75002 PARIS (9°).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

Basileuse Sud-Ouest de Paris recherche pour son

SERVICE D'ÉTUDES INDUSTRIELLES

UN JEUNE INGÉNIEUR

Il sera chargé de définir les spécifications de contrôle de matériels électroniques en liaison avec les services Études, Maquettage et Fabrication.

Nous recherchons un INGÉNIEUR de formation GRANDE ÉCOLE ou équivalent.

Une expérience de 2 à 4 ans en production ou contrôle électronique.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions (avec photo) sous référence 2345, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

STC

Leader mondial dans le domaine des périphériques de haute performance sous système de bandes et disques.

Extension mémoire recherche pour PARIS

INSPECTEURS MAINTENANCE

- connaissance ordinateur IBM souhaitée - niveau BT, ST, IUT ou équivalent (ASPAS) - Nombreux avantages - Salaire selon aptitude ou expérience.

Ecrire avec C.V. et photo à STC, 5 allée du Bourbonnais 78310 MAUREPAS

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

20 ans minimum.

Dynamisme, initiative et expér. sectorielle, secteur électrique et électronique, pour P.M.E.

Région Nord-Est Paris.

Ecr. avec C.V. et prétentions à M. LAFITE, 15, rue de la République, 93000 NOUVOLEUIL.

1 DIRECTEUR D'ABATTOIR

2 RESPONSABLES COMMERCIAUX

PROFILS SOUVAINES :

- Expér. initiatrice, connaissance de la distribution, expérience produits frais.
- Ces postes sont à pourvoir rapidement.
- Éléments de valeur.
- C.V. détaillé, prétentions à : M. LAFITE, 15, rue de la République, 93000 NOUVOLEUIL.

NÉGOCIATEUR HAUT NIVEAU

Expérience : 20 ans Direction Générale M.E.I. excellentes références, relations affaires.

P.M.E. CIVILIS EN PROVINCE

en vue d'améliorer rentabilité et efficacité commerciale d'établir des contacts humains permanents avec la clientèle (souvent propositions jusqu'à réalisation) les fournisseurs et les administrations.

RÉGION PARISIENNE

Rémunération par honoraires (forfait).

Ecrire n° 710-998, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

MANPOWER

recherche pour PARIS 98

COLLABORATRICE

pour développer notre secteur

SECRÉTAIRE BILINGUE

Elle sera chargée :

- du recrutement, détachement et de la gestion du personnel bilingue ;
- de la gestion des dossiers (procédure et suivi).

Pour réussir, vous devez être parfaitement bilingue (anglais-français), posséder une première expérience du secrétariat et surtout être attirée par une carrière commerciale.

Préférence sera donnée à candidate de langue maternelle anglaise.

J.F. GUITTON - Service Recrutement 88, rue Lafayette - 75009 PARIS attend lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions.

MANAGER - RESPONSABLE BRANCHE VOYAGE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recrute immédiatement

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Connaissant le marché du voyage, pour lancement d'un nouveau produit auprès d'agents de voyages.

- Anglais parlé et écrit.
- Culture personnelle indispensable.
- Expérience.
- Minimum 35 ans.

Excellente rémunération + frais + bonus.

Tél. pour R.V. au 723-94-83

PARFUMS GIVENCHY

nos recherches nous

CHIEF DE LABORATOIRE

CONTRÔLE ET DÉVELOPPEMENT

de formation Ingénieur chimiste ou chimiste option cosmétique.

Une première expérience en parfumerie ou cosmétique est nécessaire au fait de l'autonomie du poste.

Adresser candidature à :

PARFUMS GIVENCHY

Service du Personnel 8, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

COLLABORATEURS (TRICES)

Libre de suite, dynamique, autonome, capable de travailler seul, voyageur à temps complet en Europe ou en Afrique, partant couramment allemand, anglais souhaité. Envoyer C.V. et photo sous référence 2345, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmet.

JEUNES COMMERCIAUX

pour contacts clientèle et suivi des affaires.

Formation assurée :

- Rémunération importante par produit de valeur.

Situation de premier plan. Tél. 723-94-83.

ECOLE PROGRESS. PRIVÉE

recherche pour le poste de :

1. Form. Cont. (B.E.P.)

COMPTAB. - INFORMAT.

2. Compt. (B.E.P.)

DACTYLO - FRANÇAIS.

Env. C.V. et prét.

Ecr. à M. LAFITE, 15, rue de la République, 93000 NOUVOLEUIL.

MAISON D'ÉDITION

cherche

CHIEF COMPTABLE

Homme à la retraite, souhaitant conserver une activité à mi-temps.

LE HAMEAU, 15, rue Servant, 75006 PARIS.

Importante Société Française matériel de bâtiment recherche :

ADJOINT DE DIRECTION EXPORT

homme expérimenté dans le bâtiment, capable de travailler seul, voyageur à temps complet en Europe ou en Afrique, partant couramment allemand, anglais souhaité. Envoyer C.V. et photo sous référence 2345, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmet.

BADGER FRANCE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'INGÉNIEURIE PÉTROLE - PÉTROCHIMIE - CHIMIE recrute

INGÉNIEURS DE PROCÉDÉS CONFIRMÉS

ayant au moins cinq années d'expérience de travail au sein d'un département procédé d'ingénierie ou d'exploitant pétrole, pétrochimie, chimie.

Après une période probatoire, un de ces ingénieurs pourra être nommé responsable du service.

Ecrire ou téléphoner à : BADGER-FRANCE, Tour Atlantique - Cedex 6 - 92090 Paris La Défense. Tél. : 773-30-51 sous référence 2760.

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

recherche pour le développement de son réseau d'agences à PARIS

ATTACHÉS COMMERCIAUX

24 ans minimum

Expérience bancaire d'au moins trois années. Goût et aptitude pour la démarchage.

Adresser C.V. manuscrit et photo à l'attention de M. MOLARD, 39, rue de Courcelles, PARIS (8°).

Discretion absolue assurée.

secrétaires

Société de service et conseil en informatique recherche pour son Département de MARSEILLE

secrétaire expérimentée

Elle sera chargée du secrétariat du responsable du département et de celui des ingénieurs et assurera le suivi administratif des activités en liaison avec le siège parisien.

Ce poste exige une réelle autonomie. Niveau B.T.S. plus 2 ans d'expérience minimum. Références semblables appréciées.

Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 30, quai National, 92806 Putaux.

travail à domicile

travaux à façon

ETUDES ET TRAVAUX

Nous étudions, construisons, rénoverons, décorons, votre appartement, villa, bureau, magasin. Tél. 622-53-71

ENTREPRISE - Services récentes, effectuées rapidement et à prix réduits. Travaux : peinture, décoration et coordination tous corps d'état. Doss. écrit. 38-424, 92-202.

INSTALLATIONS : plomberie, chauffage, électricité et entretien brûleurs gaz et mazout. Téléphone : 357-45-75.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE (RÉGION PARISIENNE)

recrute

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

SPECIALISTE CENTRALES THERMIQUES

pour assurer la direction de projet d'une grande centrale thermique

Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 3549 à : SPERAN, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Putaux

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES EN URBANISME

recherche

analyste-programmeur

Formation : Bac complet + IUT informatique, ou Institut de Programmation de la Faculté des Sciences ou équivalent, complétés par une expérience de 2 ans environ en programmation scientifique.

- Suivent les directives du Responsable informatique. Il sera chargé de l'écriture des programmes (algorithmes, modèles peu complexes, etc.) en liaison avec les utilisateurs, de la gestion des chaînes de programme existant et du traitement de fichiers importants.
- Lieu de travail : Paris, avantages sociaux, position Cadre.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 3682 à :

Organisation et publicité

2 rue de Valenciennes 75001 PARIS

PARFUMS GIVENCHY

Service du Personnel 8, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

COLLABORATEURS (TRICES)

Libre de suite, dynamique, autonome, capable de travailler seul, voyageur à temps complet en Europe ou en Afrique, partant couramment allemand, anglais souhaité. Envoyer C.V. et photo sous référence 2345, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmet.

travaux à façon

ETUDES ET TRAVAUX

Nous étudions, construisons, rénoverons, décorons, votre appartement, villa, bureau, magasin. Tél. 622-53-71

ENTREPRISE - Services récentes, effectuées rapidement et à prix réduits. Travaux : peinture, décoration et coordination tous corps d'état. Doss. écrit. 38-424, 92-202.

INSTALLATIONS : plomberie, chauffage, électricité et entretien brûleurs gaz et mazout. Téléphone : 357-45-75.

E.A.M. recherche

ÉLECTRONICIENS D'ÉTUDES INGÉNIEURS

pour études logiques et analogiques dans le domaine de l'automatisme et de l'instrumentation. Connaissance du Fortran Basic ou NPL appréciée.

Envoyer C.V. et prét. Service du Personnel, Société E.A.M., 118, avenue Jean-Jaurès, 92140 CLAMART.

PARIS (8°) SOCIÉTÉ HOLDING

recherche

JEUNE JURISTE

pour étudier son département Juridique

pour problèmes juridiques découlant de :

- prière de contrôle ;
- restructuration de sociétés ;
- activité des filiales.

Une expér. de quelques années dans ces domaines est souhaitée. Ecrire lettre manuscrite + C.V. à : SUPER, 3, rue Choleau, 75002 Paris, qui transmet.

représentation offres

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ

recherche pour magasins grand tirage

REPRÉSENTANTS MULTICARTES

bien introduits magasins, boutiques, agences de voyages Paris et région parisienne.

Commission intéressante. Adresser candidature à :

M. LAFITE, 15, rue de la République, 93000 NOUVOLEUIL.

travaux à façon

ETUDES ET TRAVAUX

Nous étudions, construisons, rénoverons, décorons, votre appartement, villa, bureau, magasin. Tél. 622-53-71

ENTREPRISE - Services récentes, effectuées rapidement et à prix réduits. Travaux : peinture, décoration et coordination tous corps d'état. Doss. écrit. 38-424, 92-202.

INSTALLATIONS : plomberie, chauffage, électricité et entretien brûleurs gaz et mazout. Téléphone : 357-45-75.

Concorde pourra être exploité en subsonique aux États-Unis

Le certificat de navigabilité permettant l'utilisation de Concorde aux États-Unis a été transmis officiellement le mardi 9 janvier aux autorités françaises et britanniques. En France, c'est un représentant de l'Agence fédérale de l'aviation (FAA) qui l'a remis à M. Joël Le Theule, ministre des transports.

Ce document autorise les compagnies à desservir, en vol subsonique, un certain nombre d'aéroports américains. C'est ainsi qu'Air France et British Airways vont, à la fin de la semaine, inaugurer le prolongement de leurs liaisons Europe-Washington vers Dallas (Texas) par l'intermédiaire de la compagnie américaine Braniff.

M. Le Theule a déclaré, à cette occasion, qu'il ferait tout pour que les études sur le superconcorde se poursuivent et pour qu'un appareil de deuxième génération soit le jour. Il a confirmé qu'un entretien était prévu sur ce sujet, au cours du mois de mars prochain, avec son homologue britannique. Mais il est vraisemblable, a ajouté M. Le Theule, qu'un

tel avion serait le fruit d'un travail en coopération auquel participeraient les constructeurs américains.

Actuellement, seize Concorde ont été construits. Quatre ont été vendus à Air France, cinq à British Airways, deux sont utilisés comme bancs d'essais volants, cinq sont disponibles et n'ont pas trouvé preneur. M. Pierre Girardet, président d'Air France, a, au cours de la manifestation marquant la remise du certificat de navigabilité, laissé entendre que la compagnie nationale ne refuserait pas, éventuellement, d'utiliser certains de ces appareils sans emploi afin, a-t-il dit, de donner un peu plus d'air à l'exploitation des liaisons supersoniques françaises. Mais il est évident qu'il n'est pas question que la compagnie achète de nouveaux Concorde.

Le correspondant de l'A.F.P. à Londres indique enfin avoir appris de bonne source que la compagnie américaine Pan Am s'intéressait de nouveau à la possibilité d'exploiter un Concorde en location sur l'Atlantique nord.

M. Giscard d'Estaing demande à M. Le Theule de « faire toute la lumière » sur l'explosion du « Bételgeuse »

Le mardi 9 janvier dans la matinée, l'arrière du pétrolier français Bételgeuse a coulé par 30 mètres de fond dans la baie de Bantry, en face de la petite île de Whiddy, l'ingé des corps des victimes, nous précise notre correspondant à Dublin, avaient été retrouvés mardi soir. Les recherches continuent avec la participation d'une

équipe de plongeurs de la police et d'hélicoptères envoyés par les autorités britanniques. Des navires de la marine nationale irlandaise sont sur place pour mettre en œuvre des mesures anti-pollution : on estime en effet qu'une tierce de la cargaison (40 000 tonnes) du Bételgeuse, dont la proue reste hors des flots, est toujours dans les réservoirs du navire et pourrait se répandre.

Le ministre des transports et du tourisme irlandais, M. Faulkner, a déclaré qu'une enquête serait ouverte afin d'établir les causes de la catastrophe qui a fait au total cinquante victimes. Dans l'immédiat, une enquête préliminaire sera effectuée par un ingénieur de son ministère.

En France, M. Giscard d'Estaing a demandé, mardi, au ministre des transports, M. Joël Le Theule, « de faire toute la lumière » sur la catastrophe du Bételgeuse et de transmettre dans les meilleurs délais au gouvernement les conclusions des enquêtes que vous déciderez. Dans un message adressé à M. Le Theule, rendu public par l'Élysée, le chef de l'État déclare : « Dans l'exercice de leur tâche, les officiers et les marins du Bételgeuse viennent de disparaître dans des circonstances dramatiques. La marine française est en deuil. Je vous prie de transmettre aux familles des disparus les condoléances personnelles du président de la République et de Mme Valéry Giscard d'Estaing et l'assurance de leur profonde sympathie. »

Enfin, on apprend que les corps des marins du Bételgeuse ne seraient vraisemblablement pas rapatriés en France. Le consul de France à Dublin, M. Bourvieu, a en effet expliqué mardi, à Bantry, que la loi française s'opposait au rapatriement de personnes dont l'identité et surtout la nationalité n'avaient pu être confirmées. Trois victimes seulement sont jusqu'à présent identifiables. Il s'agit du boulanger du bord, de sa femme — elle accompagnait à titre exceptionnel son mari pour ce voyage, invitée par la compagnie — et d'un officier mécanicien.

POINT DE VUE

Faut-il renoncer ?

Faut-il se résigner, malgré la tonne d'Air France et la loi d'une industrie, à voir l'arrêt prochain de la chaîne de fabrication de Concorde (en réalité démontée depuis plus de deux ans), la dispersion des équipes industrielles, la limitation du réseau commercial et le déficit de l'exploitation ? Il ne s'agit pas de répondre à la régle.

Le marché, d'abord, existe-t-il ? Le taux de remplissage des avions répond, en croissant lentement mais sûrement, même sur une ligne méditerranéenne comme Caracaz. Sur la moyenne de septembre, octobre, novembre, il dépasse aujourd'hui 70 % toutes lignes confondues. En termes de transport aérien, c'est très bon, compte tenu surtout du tarif élevé des billets. Le point essentiel est donc acquis : le marché existe auprès de la clientèle des passagers pressés.

Bien sûr, malgré le tarif et le remplissage, l'exploitation est encore délicate. On sait pourquoi : lorsque la part d'entretien d'un avion est, répartie sur les heures de vol, est prépondérante, il faut que les avions volent beaucoup, c'est-à-dire que le réseau soit développé. Et l'on sait aussi les barrières politico-concurrentielles passées et présentes

par ANDRÉ TURCAT (*)

dressés à Concorde, au mépris même du droit international.

Le réseau s'est donc des chances d'être développé ? A coup d'efforts paternels, à la fois sages et résiliés, Air France a envisagé des résultats : ouverture récente du prolongement Washington-Mexico, aujourd'hui exploitation, en relation avec Braniff, de Washington-Dallas, étude du prolongement Rio-Buenos-Aires. British Airways va enfin desservir Singapour, puis Melbourne. On peut penser à d'autres lignes, par exemple, malgré certains augures, Montréal-Chicago : on doit pouvoir négocier de nouvelles lignes au Moyen-Orient. Bien entendu, rien ne vaudrait la magnifique ligne Novosibirsk-Tokyo, dont le mérite complémentaire serait d'étendre le réseau en longitude, point précieux pour les horaires. Les limitations et même l'arrêt possible du décoller, mais en tout cas malheureux pour nous, de l'exploitation du Tupolev-144, laissent peu d'espoirs de négociation avec l'U.R.S.S. Ce n'est pas une raison pour y renoncer d'avance, et

Vu de Bretagne

N'accusons pas la fatalité...

De notre correspondant

Brest. — La mer est cruelle. La Bretagne lui paie en permanence un lourd tribut. L'explosion du pétrolier Bételgeuse vient de la frapper à nouveau. Les vingt-cinq marins bretons qui ont péri dans la catastrophe laissent derrière eux orphelins. Aujourd'hui la marine marchande est en deuil.

Tous les gens de mer connaissent cette douleur éternelle, en particulier les marins-pêcheurs. Avec les premiers jours de l'année, deux chalutiers de Lescouff (Finistère-Sud) sont brisés à la pointe de Bretagne ; huit hommes étaient miraculeusement sauvés par des navires de la marine nationale, un neuvième disparaissait.

Ces drames sont fréquents dans les ports de pêche. Combien ont été les victimes en 1978 ? Les affaires maritimes ne publient aucune statistique sur ce sujet. La Bretagne a elle seule pleure plusieurs dizaines de morts. Le Finistère a été en particulier très éprouvé. Une tempête se lève-t-elle alors que les bateaux sont en mer ? L'inquiétude se lit sur tous les visages, même si personne ne fait de pronostic sur les prochains jours. Les familles de marins vivent en attente de l'appréhension qui leur fait redouter l'arrivée chez elles de l'administrateur des affaires

maritimes, du maître et du curé, trio de malheur réuni pour annoncer la mort d'un marin ou sa disparition, ce qui revient au même.

Le monde de la pêche a naturellement douloureusement ressenti le drame de Bantry. Tous les marins sont solidaires, surtout dans l'adversité. « Ce qui compte avant tout pour nous, c'est l'aspect humain de la catastrophe », dit M. Henri Didou, secrétaire du comité régional de Bretagne des pêcheurs. Il ne faut surtout pas nous dire qu'il s'agit de la fatalité ou des risques du métier. Plus que quiconque, les marins — pêcheurs ou autres — redoutent l'accident. En matière de sécurité, il y a toujours un contrôle des navires par les ingénieurs de navigation des affaires maritimes. « Ce qui nous a toujours frappés, continue M. Didou, c'est que, au niveau du poste de travail, particulièrement à la pêche, il n'y ait aucune étude de faits en matière de sécurité. Dans une usine, une machine est étudiée sous l'angle de la sécurité ; ce n'est pas le cas à bord des navires. Aussi, en plus des catastrophes maritimes, il y a toujours en mer des hommes qui sont tués par des accidents du travail. » — J. de R.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Tous prioritaires

(Suite de la première page.)

La solidarité enfin, la mise en forme de ces plans régionaux en donne l'occasion jusqu'au niveau national. Est-il absurde de répéter, en même temps, que l'absence de la Mairie Centrale est une injustice flagrante, que l'absence de la Mairie Centrale est une injustice flagrante, que l'absence de la Mairie Centrale est une injustice flagrante.

Dans cette affaire pourtant le contenant vaut mieux que le contenu. L'intention que la réalisation. D'abord, parce que l'analyse détaillée des plans ré-

gionaux montrera qu'ils ne sont pas, qu'un rassemblement opportun de mesures connues ou attendues.

Chaque administration apporte, jouant d'une ligne budgétaire sur l'autre, sa modeste pierre : quelques millions pour les routes, pour les aides industrielles, pour la promotion agricole, sans oublier la santé cause de l'amélioration du cadre de vie. Le fameux saupoudrage des crédits, commune par commune, département par département, que l'on cherche louablement à éviter en se fixant un horizon régional, on le retrouve au niveau des secteurs d'investissement. Peu de projets communs clairs et affichés et hélas ! pas beaucoup d'argent frais.

On le trouverait-on d'ailleurs ? On peut découper en grandes tranches la palette des rois ; on n'en accroît pas la taille. Et répéter, comme on est en train de le faire, que toutes les régions sont prioritaires, les riches et les moins riches, celles de l'opposition comme celles de la majorité, cela veut dire que, à la fin, aucune ne l'est. C'est en réalité le pays tout entier qui est prioritaire, demandeur plus ou moins motivé d'activités nouvelles ou d'investissements rémunérateurs.

Le plus grave, sans doute, est que, par ce biais de la programmation régionale, on cherche à se donner une bonne conscience régionale. Qui veut-on illusionner ? Les provinciaux ont vraiment peu de part aux plans dont ils seront les bénéficiaires. Leurs avis, leurs suggestions, c'est dans les critères parisiens qu'ils sont tristes et calibrés. Sur place, c'est le préfet qui sera, s'ils sont retenus, chargé de les mettre en œuvre. Ne parlons pas de « pouvoir régional », mais d'initiative régionale. M. Chaban-Delmas le dira aussi bien que M. Mauroy, il a rarement eu aussi peu de moyens de s'exprimer et de s'exercer, même si beaucoup de bruit est fait autour des plans qui lui sont, en définitive, octroyés. Comme au bon vieux temps de la République jacobine.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

Deux réactions à l'annonce du plan Aquitaine

M. JEAN BARRIÈRE (P.C.) : un immense saupoudrage.

M. Jean Barrière, secrétaire fédéral du parti communiste de Gironde, nous a déclaré : « L'annonce qui m'est venue en premier est celle d'une barrique vide. Elle résonne toujours plus forte qu'une barrique pleine. Quand on examine le secteur descriptif, on se rend compte qu'on arrive en fait à un ralentissement très net par rapport à la situation précédente. La situation ne peut donc que s'aggraver. Quant au reste des autres mesures annoncées, elles constituent en fait un immense saupoudrage. »

M. ANDRÉ LABARRÈRE (P.S.) : un manque d'ambition politique.

« Ce plan de renouveau de l'Aquitaine est de la « poudre aux yeux », estime M. André Labarrère (P.S.). La multiplication des plans de ce genre en France prouve l'échec de la politique d'aménagement du territoire qui risque de diminuer d'autant l'efficacité de celui qui a été mis sur pied pour l'Aquitaine. (...) Ce plan manque de véritable ambition politique, comme de moyens financiers. Mais il faut quand même prendre tout ce qui est bon à prendre. »

Améliorations possibles

Il reste que le réseau, donc la rentabilité, et donc le marché élargissement du rayon d'action sur la traversée transatlantique qui était demandée à Concorde, et qu'il accomplit : 700 kilomètres de plus, c'est Francfort-New-York, Milan-New-York, Buenos-Aires-Dakar, ou encore le Pacifique avec Acapulco-Tahiti, qui s'ouvrent. On a donc tort d'oublier que cette amélioration est possible, en même temps que celle du bruit. Elle n'est pas gratuite et il convient de peser la décision. Mais d'abord de l'éclairer par la poursuite de travaux d'étude et d'essais, aux-mêmes peu onéreux. C'est le principe de la « veille technologique », nécessaire dans toutes les industries de pointe si l'on veut pouvoir saisir les occasions lorsqu'un marché s'ouvre, si l'on veut conserver quelque valeur à son savoir-faire.

Une autre raison est la pour nous y inciter. On sait qu'à moins une équipe industrielle d'outre-Atlantique travaille toujours sur le superconcorde civil en vue d'un avion de deuxième génération pour la dernière décennie du siècle. Or une coopération transatlantique est sans doute la seule voie ouverte pour rester en course. Un effort bien modeste a été consacré de notre côté à des travaux préparatoires. Et l'on n'est pas assuré même que le gouvernement français et l'Aérospatiale poursuivent avec conviction ces travaux. Est-ce cohérent ? Est-ce simplement avisé ?

Car, pour avoir quelque poids au jour opportun dans la négociation — la seule probablement tenable avec les États-Unis dans le domaine de l'aéronautique, — il ne faut pas s'arrêter de travailler, d'avancer, de croire.

Alors, voici la question que nous posons clairement. Devant les faits techniques, commerciaux et financiers, serait-il justifié aujourd'hui de considérer comme incongru en France tout intérêt porté à la suite de Concorde, de laisser éventuellement les Britanniques rechercher seuls les possibilités d'une coopération avec les États-Unis, de renoncer à demeurer à frais limités les champions du superconcorde civil ? De perdre en somme délibérément les occasions possibles de valoriser un capital qui, quel que soit le jugement porté sur le passé, est là ? Serait-ce à la hauteur de la France de Charles de Gaulle et des propos récents du président de la République sur les ambitions qui doivent demeurer les nôtres ? Il n'y a certainement pas que les gaullistes, unanimes, bien sûr, pour penser que non, pour croire encore à la force des grands projets. C'est cela, le rayon d'action de la France.

36 FRANCS D'AMENDE POUR POLLUTION

Le tribunal administratif de Rennes, faisant application de l'article 64 du code des ports maritimes, vient d'infliger une amende de 36 F au capitaine du chalutier Saint-Enogat, M. Le Berigaud, coupable d'avoir effectué « un déversement important d'huile usée » dans le port de Concarneau le 21 avril 1978. (Corresp.)

« Andros-Patria » : marée noire vers les côtes. — Une nappe de pétrole provenant de l'Andros-Patria, pétrolier grec endommagé la veille du Nouvel An par une explosion, se dirige vers les côtes bretonnes après avoir souillé une zone côtière de 40 kilomètres de long au nord de La Corogne, déclare la marine espagnole.

URBANISME

UN PONT CONTESTÉ A LYON

Dans l'article sur la liaison Rhône-Saône (le Monde du 9 janvier), nous avons attribué le nom de Winston Churchill au pont qui doit être construit sur la Saône au nord de Lyon, alors que cet ouvrage — dont l'empilement est controversé — est baptisé Robert-Schuman-Winston-Churchill est le nom donné à l'ouvrage qui doit remplacer l'ancien pont de la Boucle, sur le Rhône.

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser cette erreur d'interprétation ; nous publions dans un de nos prochains numéros une carte détaillée de ce projet.

Insécurité croissante sur les navires grecs

De notre correspondant

Athènes. — Le ministère de la marine marchande a chargé une commission d'examiner les conditions dans lesquelles tout une série de malheurs vus de trop près des bateaux appartenant à des armateurs grecs.

En effet, l'année 1978, dont les deux premières semaines avaient été marquées par le naufrage de cinq bateaux et la perte de treize marins grecs, s'est terminée sur une véritable hécatombe : neuf naufrages ou incendies, huit bateaux victimes de graves avaries et la mort de quatre-vingt-dix marins grecs et étrangers. Les syndicats d'inscrits maritimes dénoncent la légèreté de certains armateurs et réclament des mesures pour renforcer la sécurité à bord des navires.

La marine marchande grecque qui, au 10 novembre 1978, comptait 4 072 bateaux (35 823 870 tonnes) sous pavillon national, 832 bateaux (13 760 865 tonnes) sous pavillon de complaisance, a employé, en 1978, 55 303 inscrits maritimes contre 75 781 en 1977. Les armateurs qui affrontent la crise mondiale du fret et ont des centaines de bateaux désarmés se heurtent également à des difficultés pour le recrutement des équipages.

Les jeunes Grecs semblent moins attirés par les activités maritimes et les armateurs doivent faire appel à des équipages parfois bien peu qualifiés. D'autre part, par souci d'économie, certains armateurs n'hésitent pas à embarquer des équipages improvisés dont certains membres qui ne comprennent pas le grec peu-

vent difficilement aux moments critiques exécuter les ordres donnés. Enfin les épaves et les enfants embarqués ajoutent aux problèmes d'assurance.

Les syndicats grecs d'inscrits maritimes se plaignent de l'état déplorable de nombreux navires mal entretenus ou trop démodés. Ces syndicats réclament qu'en 1978 il a été enregistré la perte de vingt-trois cargos, trois pétroliers, un paquebot et six bateaux de diverses catégories. Une douzaine de ces bateaux avaient plus de vingt-cinq ans. Pendant cette même année il est survenu cent trente-cinq accidents du travail dont 76 % sur des bateaux ayant plus de quinze ans. La moyenne d'âge des bâtiments de la marine marchande grecque est de 12,7 ans. Depuis le 1^{er} janvier 1978 le ministère de la marine marchande interdit l'achat de cargos ayant plus de vingt ans et de paquebots de plus de vingt-cinq ans.

Le ministère de la marine marchande étudie de nouvelles mesures pour renforcer la sécurité à bord, mais la vérité est que seuls les tout-puissants armateurs seraient en mesure de mettre un peu d'ordre dans leur maison. Or les armateurs sérieux et responsables se heurtent, d'une part, à l'individualisme de leurs confrères et, de l'autre, à certains armateurs improvisés qui, se trouvant en difficulté, n'hésitent pas à jouer avec le sort de leurs bateaux et de la vie de leurs équipages.

MARC MARCEAU.

Le Monde

économie

SOCIAL

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

Quatre fédérations de la métallurgie s'adressent à M. Barre

Les fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.O. de la métallurgie, qui se sont rencontrées le mardi 9 janvier, à Paris — réunion à laquelle la fédération C.F.T.C. n'a pas participé — ont pu se mettre d'accord sur les modalités d'une action précise dans la sidérurgie. La C.G.T., notamment, avait envisagé de lancer des consignes d'arrêt de travail, mais l'entente n'a pu se faire en ce sens. Au terme de leur réunion, les quatre fédérations ont communiqué dans un communiqué commun leurs organisations « à développer dans toutes les usines, et sous la forme qu'elles détermineront d'un commun accord, la mobilisation de l'ensemble des salariés ». Elles ont également adressé une lettre à M. Raymond Barre pour demander « l'arrêt immédiat du démantèlement de la sidérurgie » et « la conclusion rapide d'une réunion tripartite gouvernement, patronat, syndicats ». Une nouvelle rencontre doit avoir lieu entre les fédérations de la métallurgie avant la fin du mois de janvier.

De son côté, le P.C.F. a annoncé, par la voix de M. Jean Colpin, secrétaire du comité central, qui tenait, mardi, une conférence de presse à Hagondange (Moselle), qu'il organiserait le

Une manifestation du P.C.F. à Paris

M. Colpin a, en outre, annoncé la parution prochaine d'une brochure « d'explication sur la situation dans la sidérurgie, la responsabilité des hommes du pouvoir et du parti communiste et les solutions préconisées par le P.C.F. », qui sera envoyée à tous les élus et responsables d'organisation de Lorraine. « Le parti communiste, a-t-il indiqué, expliquera ainsi les mesures qu'il préconise, notamment l'arrêt immédiat de tout licenciement, la réduction de la durée du travail, la réorganisation de nos échanges d'acier à l'intérieur de la Communauté européenne et la relance de la consommation populaire par des augmentations des salaires et des prestations familiales ».

M. Colpin a également dénoncé « l'attitude des élus socialistes qui mettent l'accent sur la reconversion économique alors que la chance de la Lorraine, sa richesse, c'est précisément ses mines de fer, sa sidérurgie ».

Quarante et un ouvriers de Flins accusent la régie Renault de les avoir licenciés pour fait de grève

De notre correspondant

Versailles. — Quarante et un O.S. des presses des usines Renault de Flins licenciés après la grève de quarante et un jours en mai et juin derniers ont assigné la Régie, le 9 janvier, devant le tribunal d'instance de Meulan (Yvelines).

Congédiés pour « fautes lourdes », les uns, ou pour « atteinte à la liberté du travail et les autres pour menaces, violences et injures » à l'encontre de la maîtrise et des non-grévisés, les O.S. des presses soupçonnent que la Régie les a en réalité licenciés pour fait de grève. M. Étienne Grumbach et Hugues Durand, leurs avocats, ont tenu à dire à la barre que la direction avait choisi ceux qui, en 1978, avaient déjà fait l'objet d'avertissements. « Les licenciés ont été plus sévèrement punis que les autres », ont-ils déclaré. Trente-huit des quarante et un licenciés, les trois Français ont été pris en otage, par pure réaction raciste, a même déclaré, devant le tribunal, un licencié, qui a insisté sur l'entente à la liberté du travail et sur les violences et menaces constatées à plusieurs reprises par les instances de justice. « La direction, a-t-il dit, ne pouvait accepter que les grévistes refusent d'abandonner les ateliers des presses ainsi que le tribunal l'a ordonné ».

La justice, en effet, avait à deux reprises permis à la police de faire évacuer les ateliers dont la paralysie avait entraîné le chômage technique de plus de neuf mille salariés de Flins. Le

L'USINE EST OCCUPÉE PAR DES ÉLÉMENTS EXTÉRIEURS déclare la direction de la brasserie Dumesnil

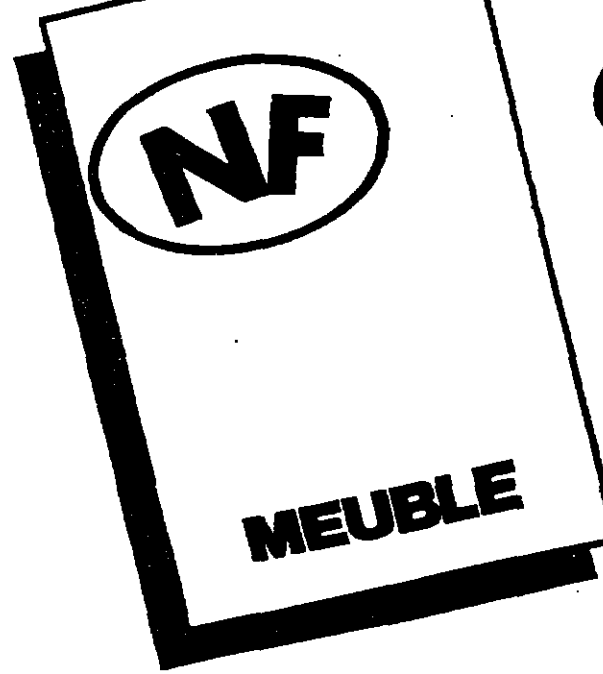
A la suite d'informations publiées dans le Monde du 4 janvier 1979 sur l'occupation de la brasserie Dumesnil à Ivry, M. Alain Labergère, directeur général de la Société européenne de brasseries, nous demande de faire connaître les précisions suivantes :

« L'usine a été fermée le 22 décembre sans aucun incident, malgré les pressions répétées de la municipalité communiste d'Ivry pour influencer au dernier moment le personnel, qui a quitté l'usine à cette date ».

« Deux notes étaient préalablement intervenues, à la demande de la C.G.T., les 6 novembre et 21 décembre derniers, au cours desquelles une grande majorité du personnel s'était prononcée contre une occupation de l'usine ; le 6 novembre, 189 sur 202 notants ; le 21 décembre, 84 sur 136 votants (personnel n'ayant pas accepté une mutation ou bénéficiant de la pré-retraite) ».

« En dépit des résultats du vote du personnel, le 26 décembre, un commando, constitué en quasi-totalité d'éléments extérieurs à l'usine et au sein de la municipalité communiste, a pénétré par effraction, s'est emparé des locaux vides et les occupe depuis cette date ».

« 350 offres de reclassement ont été proposées aux 296 personnes concernées. À ce jour, 185 y ont répondu ; 100 ont accepté la pré-retraite ASSEDI, ont vu leur cas solutionné, 111 personnes n'ont pas accepté les mutations proposées ».



APRÈS L'ANNONCE DE LICENCIEMENTS

Arrêt de travail de vingt-quatre heures dans quatre usines de Creusot-Loire

La direction du groupe Creusot-Loire devait annoncer, ce mercredi 10 janvier, au comité central d'entreprise, le licenciement de sept cents à huit cents salariés de l'usine de Châteauneuf (division Marrel, qui emploie mille cinq cents personnes à Rive-de-Gier (Loire)).

Mais, rappelle notre correspondant à Saint-Etienne, les travailleurs de l'usine de Châteauneuf avaient nourri l'espoir d'être épargnés par le plan de licenciement de 1978, car ils avaient obtenu, en 1977, un investissement de 6 millions de francs, en 1979, pour la division Marrel. En réalité, ces crédits étaient ceux attribués en 1978 et partiellement dépensés.

Lors de leur conférence de presse, les délégués C.F.D.T. ont sévèrement critiqué la politique industrielle de Creusot-Loire, en assurant, par exemple, que la moitié des 300 millions de francs de pertes en 1978 a été due à des erreurs de gestion. De même, ont-ils déploré la direction du groupe abandonner de nombreuses fabrications, comme les charpentes métalliques, qu'elle estime non rentables, mais qui sont reprises avec succès par d'autres sociétés.

De leur côté, les délégués C.G.O. du groupe mettent en garde leur direction « contre les risques d'explosion sociale que ces décisions brutales ne manqueront pas, à juste raison, de provoquer ».

Les jeunes dirigeants demandent au patronat de relancer le dialogue avec les syndicats

« Actuellement, profitant d'un rapport de force apparemment favorable, se développe une campagne qui vise à remettre en cause un certain nombre de protections sociales et de règles du droit du travail. (...) Cette tendance est dangereuse et crée un climat de méfiance, qui est une des raisons de l'échec actuel des négociations avec les partenaires sociaux », a déclaré, le mardi 9 janvier, au cours d'une conférence de presse, M. Bernard Boisson, président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.).

Après avoir constaté que « l'ouverture sociale dont on avait tant parlé est aujourd'hui en panne » et interrogé : « Le patronat sera-t-il à nouveau le retard d'un dialogue ? », M. Boisson a invité les chefs d'entreprise à reprendre l'initiative. Sur le plan économique d'abord en appelant les

AFFAIRES

Signature imminente de l'accord entre Renault et American Motors

La régie Renault devrait signer ce mercredi un accord de coopération commerciale et industrielle à Detroit, avec American Motors Corporation, quatrième constructeur automobile aux États-Unis. Les négociations avaient été entamées au début de 1978. Un premier accord de principe avait déjà été annoncé le 31 mars dernier (Le Monde - daté 2-3 avril) qui prévoyait notamment la distribution conjointe des véhicules Renault et A.M.C. aux États-Unis et au Canada.

Les ventes de la régie Renault, que cette alliance avec A.M.C. devrait relancer sur le marché américain, ont été sur le plan mondial de 1 715 000 voitures particulières et petits véhicules industriels en 1978, chiffre proche du record enregistré en 1977 (1 737 000 véhicules). Cette tenue satisfaisante du secteur automobile a permis au groupe Renault d'enregistrer une progression de 10 % de son chiffre d'affaires, qui atteint environ 55 milliards de francs.

En revanche, le secteur des véhicules industriels est resté déprimé, surtout en France où le marché a baissé de plus de 8 % que sur la plupart des marchés étrangers. La production de la filiale Renault véhicules industriels ne serait que de

49 000 véhicules, en diminution de 11,5 % par rapport à 1977. La division machine-outil du groupe améliore sa position et la branche agricole retrouve la première place sur le marché français en 1978 avec un taux de pénétration de 18 %.

Le succès de la gamme des véhicules individuels, au début de l'année, a amené la Régie à accroître le volume de sa production. En fin d'exercice, les commandes ont dépassé 7 050 véhicules par jour, ce qui constitue un record. Sur le marché français, Renault progresse de 4,3 % et sa part de marché atteint 34 %. La Renault 5 occupe toujours la première position avec une pénétration de 10 %. Comme en 1977, les exportations sont de l'ordre du million de véhicules.

La Régie, qui assure 12 % des immatriculations de voitures dans la C.E.E., reste le premier fournisseur français des marchés allemand et italien. En Grande-Bretagne et en Suisse, ses ventes ont progressé respectivement de 23 % et 25 %. En Espagne enfin, la FASA-Renault, qui détiendait 23 % du marché, a produit plus de 250 000 véhicules (+ 6 %).

LE C.E.A. PREND UNE PARTICIPATION DANS LA SOCIÉTÉ SIDEM

Le Commissariat à l'énergie atomique va prendre une participation de 30 % dans le capital de la Société internationale de dessalement (SIDEM), jusqu'alors totalement contrôlée par la Compagnie Electromécanique (CEM), filiale du groupe suisse Brown-Boveri. Le SIDEM est l'une des premières entreprises mondiales dans le domaine du dessalement des eaux.

M. LOUIS HAZAN EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE POLYGRAM

M. Louis Hazan, président-directeur général de la société Phonogram, a été nommé, le mardi 9 janvier, président-directeur général de la société Polygram, en remplacement de M. Georges Meyerstein-Malgret, qui va prendre sa retraite. Multinationale, le groupe Polygram est constitué en France de nombreuses sociétés discographiques, dont, notamment, Phonogram.

M. Louis Hazan avait vu son nom paraitre à la une des journaux à la suite de l'annonce dont il fut victime le 31 décembre 1978, ses rivaux réclamant une rançon de 15 millions de francs, mais le P.D.G. de Phonogram fut retrouvé le 7 janvier 1979, dans une villa en Eure-et-Loire. Le plupart des auteurs du rapt ont été arrêtés dans les semaines qui suivirent.

Les immatriculations de voitures françaises en Grande-Bretagne

En 1978, atteignant 142 003 véhicules, contre 112 540. Cette progression, supérieure à l'augmentation globale des immatriculations de voitures de toute provenance, est due aux résultats enregistrés par Renault, Citroën et Peugeot, qui augmentent leur part de marché. La baisse des ventes de Chrysler-France est compensée par l'augmentation de la production britannique de Chrysler.

La société Saunier-Dual

La société Saunier-Dual, créée par le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, la société Saunier-Dual, entreprise spécialisée dans les installations électriques industrielles mais également dans la production de chaleur et d'eau chaude avec 80 % du marché national, va scinder dans le courant de l'année pour donner naissance à deux nouvelles sociétés entièrement distinctes. L'une sera chargée du secteur « entreprises » et l'autre des activités « son climat et chauffage ». L'annonce des résultats de Saunier-Dual permet cette scission, qui était envisagée depuis longtemps.

cette marque vous protège exigez la !

pour vos achats de meubles, sièges, meubles de cuisine



Marque Nationale de conformité aux normes, contrôlée par le Centre Technique du Bois : 10, Avenue de St-Mandé - 75012 Paris. Demandez le guide de l'acheteur, gratuit, (frais de port ?) à "AFNOR" Tour d'Europe cédex 7-92080 Paris la Défense.

Les charges des entreprises au 7 et non de 17,5 milliards de... estime le premier mini...

Les charges des entreprises au 7 et non de 17,5 milliards de... estime le premier mini...

CONJONCTION

Selon le C.N.P.F.

L'ÉCONOMIE S'INSTALLE DANS UNE LENTE

Le début de 1979 s'annonce... l'économie s'installe dans une lente...

VENTE AUX ENCHÈRES

4 et 5 février 1979... VENTE AUX ENCHÈRES...

BANISTER PIPELINES INTERNATIONAL

ICI EST UNE LISTE PARTIELLE :
TRACTEURS-POSTES DE TUYAUX CHEVROLET
1 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
2 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
3 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
4 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
5 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
6 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
7 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
8 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
9 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
10 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
11 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
12 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
13 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
14 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
15 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
16 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
17 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
18 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
19 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
20 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
21 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
22 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
23 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
24 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
25 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
26 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
27 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
28 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
29 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
30 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
31 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
32 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
33 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
34 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
35 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
36 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
37 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
38 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
39 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
40 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
41 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
42 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
43 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
44 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
45 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
46 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
47 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
48 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
49 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
50 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
51 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
52 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
53 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
54 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
55 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
56 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
57 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
58 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
59 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
60 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
61 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
62 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
63 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
64 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
65 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
66 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
67 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
68 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
69 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
70 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
71 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
72 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
73 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
74 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
75 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
76 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
77 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
78 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
79 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
80 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
81 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
82 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
83 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
84 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
85 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
86 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
87 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
88 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
89 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
90 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
91 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
92 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
93 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
94 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
95 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
96 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
97 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
98 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
99 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
100 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
101 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
102 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
103 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
104 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
105 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
106 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
107 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
108 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
109 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
110 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
111 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
112 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
113 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
114 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
115 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
116 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
117 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
118 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
119 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
120 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
121 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
122 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
123 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
124 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
125 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
126 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
127 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
128 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
129 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
130 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
131 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
132 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
133 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
134 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
135 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
136 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
137 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
138 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
139 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
140 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
141 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
142 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
143 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
144 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
145 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
146 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
147 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
148 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
149 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
150 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
151 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
152 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
153 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
154 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
155 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
156 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
157 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
158 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
159 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
160 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
161 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
162 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
163 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
164 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
165 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
166 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
167 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
168 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
169 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
170 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
171 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
172 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
173 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
174 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
175 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
176 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
177 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
178 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
179 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
180 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
181 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
182 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
183 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
184 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
185 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
186 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
187 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
188 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
189 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
190 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
191 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
192 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
193 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
194 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
195 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
196 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
197 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
198 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
199 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
200 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
201 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
202 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
203 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
204 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
205 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
206 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
207 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
208 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
209 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
210 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
211 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
212 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
213 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
214 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
215 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
216 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
217 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
218 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
219 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
220 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
221 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
222 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
223 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
224 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
225 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
226 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
227 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
228 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
229 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
230 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
231 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
232 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
233 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
234 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
235 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
236 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
237 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
238 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
239 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
240 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
241 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
242 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
243 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
244 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
245 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
246 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
247 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
248 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
249 - CAT 312, CAT 312, CAT 312, CAT 312
250 - CAT

ÉTRANGER

L'Union soviétique souhaite une « rallonge » des crédits accordés par la France

Moscou. — M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, effectuée depuis le 9 janvier une visite officielle d'une semaine en Union soviétique. Il devait avoir des conversations avec son collègue soviétique, ainsi qu'avec M. Kirilov, vice-président du conseil des ministres et co-président de la grande commission économique franco-soviétique. M. Segard devait attirer l'attention de ses interlocuteurs sur l'importance, pour l'établissement des relations économiques entre la France et l'U.R.S.S., du contrat concernant la livraison d'un central téléphonique.

Cependant s'ouvrent à Paris des négociations à propos des crédits que la France pourrait accorder à l'Union soviétique jusqu'à la fin de cette année. L'enveloppe, prévue pour la période 1975-1979 — soit 12,5 milliards de francs (auxquels s'ajoute 1,5 milliard pour la livraison de gaz iranien via l'U.R.S.S., qui n'a pas encore commencé) — est déjà épuisée. Paris serait prêt à faire un effort financier pour encourager les Soviétiques à conclure des contrats industriels avec les sociétés françaises. Par ailleurs, la France avait, d'après le protocole de 1974, garanti, jusqu'au 31 juin 1977, un taux de 7,20 % pour les prêts supérieurs à 425 millions de francs et de 7,55 % pour le reste. Les autres pays occidentaux accordant des prêts gouvernementaux (1) s'étaient plus ou moins alignés sur la position française, offrant toutefois des taux légèrement inférieurs avec des conditions plus favorables.

Lors de son voyage à Moscou, en septembre 1977, M. Barre avait accepté de recréer des taux jusqu'à la fin 1978. En contrepartie, les Soviétiques s'étaient engagés à augmenter le volume des crédits. A

De notre correspondant

s'en tenir aux chiffres, il ne semble pas que cette condition ait été pleinement satisfaite. Pourtant, 1978 s'est bien terminée pour les industries françaises. Dans les dernières semaines de l'année, deux gros contrats ont été signés : pour la construction d'une usine d'insecticide biodegradable, contre un parasta du coton (423 millions de francs) et sur la vente de tubes (325 millions).

Dans le domaine strict des biens d'équipement, la France a fait mieux, au dernier trimestre, que ses principaux concurrents occidentaux : 1,3 milliard de francs de contrats contre 450 millions pour les Etats-Unis et 234 millions pour la République fédérale d'Allemagne.

Sur l'ensemble de l'année, elle se classe, avec 2,2 milliards de francs, à la troisième place, après le Japon (3,2 milliards), la R.F.A. (2,7 milliards), mais devant les Etats-Unis (1,9 milliard), constitués essentiellement par des équipements pétroliers, l'Italie (1,3 milliard) et loin devant la Grande-Bretagne (300 millions). Ces chiffres constituent des

estimations, car il n'existe sur les contrats industriels aucune statistique officielle.

Il est intéressant de noter que, par rapport à 1977, le volume des contrats passés par l'U.R.S.S. avec les sociétés françaises s'est pratiquement situé au même niveau, alors que les accords avec les firmes allemandes accusent une chute brutale. Le Japon et l'Italie se maintiennent également. Seuls les Etats-Unis enregistrent une hausse spectaculaire pour des raisons surtout politiques, le gouvernement américain ayant levé l'embargo mis sur la livraison de certains équipements pétroliers.

Des contrats pour 8 milliards

Il reste en discussion avec des sociétés françaises quelque 8 milliards de contrats industriels. Il s'agit de l'équipement téléphonique, de la fabrication de tôle au silicium, d'une usine d'aluminium et de plateformes de forage pétrolier pour la mer Caspienne. Quelques contrats ne sont pas loin de leur conclusion ; mais certains se heurtent à des problèmes techniques très complexes, les Soviétiques souhaitant importer des techniques de pointe qui, parfois, ne sont pas encore employées en Occident.

Les centrales d'achat d'U.R.S.S. ont sans doute aussi réservé leur accord, en attendant de connaître les conditions financières accordées par la France. Enfin, il est possible que quelques affaires aient été mises de côté dans la perspective du voyage officiel en Union soviétique de M. Giscard d'Estaing. A cette occasion devrait, en outre, être signé le programme de coopération économique à long terme (1980-1990) qui, contrairement au programme à long terme germano-soviétique, comprendra en annexe une liste de projets industriels. Or, il apparaît qu'un grand nombre de projets répertoriés à titre indicatif dans les documents officiels sont ensuite adjugés à des sociétés françaises.

L'objectif, fixé lors du sommet Brejnev-Giscard d'Estaing, en juin 1977, à Rambouillet, de tripler — en valeur — les échanges commerciaux entre la France et l'Union soviétique de 1975 à 1979, a quelque chance d'être atteint. Le doublement a été obtenu au 1^{er} octobre 1978 et il suffirait que les échanges atteignent 15 milliards de francs cette année (contre environ 12 milliards de francs en 1978) pour que les engagements réciproques soient tenus.

D. V.

(1) La R.F.A. n'accordant pas de prêts gouvernementaux, les sociétés allemandes consentent des crédits au taux du marché sensiblement inférieur au taux français.

L'accord conclu entre Volvo et l'Etat norvégien pourrait être rejeté par les petits actionnaires de la firme

Stockholm. — L'accord préliminaire entre Volvo et l'Etat norvégien signé officiellement au début de décembre à Oslo paraît sérieusement compromis. Il n'est pas sûr, en effet, que lors de l'assemblée générale du 30 janvier les deux tiers des actionnaires du groupe suédois acceptent que leur entreprise cède 40 % de son

capital social à des investisseurs publics et privés norvégiens. La Fédération des petits actionnaires de Suède (FAAF) a en effet décidé, le mardi 9 janvier, de recommander à ses membres de rejeter cet accord qui, à ses yeux, n'est bon ni pour Volvo ni pour ses propriétaires.

De notre correspondant

La Fédération des petits actionnaires de Suède estime que le constructeur automobile se vend trop bon marché, que des emplois et des unités de production vont être inutilement transférés en Norvège et que tous les investisseurs nécessaires à ces opérations risquent de limiter les dividendes déjà bien maigres. Tout en admettant que Volvo ait besoin de 750 millions de couronnes de capitaux (autour de 100 millions de francs français) pour financer ses projets dans les années 80, la Fédération pense que d'autres solutions plus conventionnelles, comme par exemple un effort financier supplémentaire de la part des actionnaires, méritent d'être envisagées. En fait, il semble qu'elle redoute surtout un droit de regard trop étendu du gouvernement norvégien sur la gestion et les investissements de la plus grande entreprise privée suédoise, que Volvo se transforme petit à petit en société semi-nationalisée.

Le poids de la FAFAP, qui est devenue une sorte de syndicat de petits épargnants siégeant aujourd'hui dans plusieurs conseils d'administration de sociétés, n'est pas négligeable. Lors de la dernière assemblée générale de Volvo, au mois de mai, elle avait réussi à réunir plus de 33 % des voix exprimées. Les deux tiers des actions de la firme sont détenus par des particuliers.

On comprend d'autant plus leur inquiétude que dans la presse, ces derniers jours, plusieurs grands industriels ont publiquement critiqué l'accord. Ainsi, M. Lundberg, directeur général de la compagnie d'assurances Skandia (5 % du capital social de Volvo), a-t-il notamment déclaré : « L'Etat a dépensé, ces deux dernières années, des milliards de couronnes pour éviter un désastre dans des branches telles que la construction navale et le textile qui, aujourd'hui, ne sont plus viables. Pourquoi ne pas encourager les secteurs de pointe, les industries qui ont de fortes chances de se développer et de demeurer compétitives. Mais, qu'est-ce que cela coûte ? On laisse Volvo céder 40 % de son capital social à la Norvège. »

Une affaire politique

Selon le directeur de la compagnie d'assurances, d'autres chefs d'entreprise, il aurait été possible « avec un peu de bonne volonté » de trouver les 750 millions de couronnes dont Volvo a besoin en Suède. A en croire certaines informations, le constructeur automobile aurait, avant de s'adresser à la Norvège, demandé l'aide financière du gouvernement suédois, mais le ministre de l'Industrie aurait carrément dit non.

Les dirigeants de Volvo, très embarrassés, semblent pressentir l'échec. Mardi 9 janvier, ils ont

le projet, les autres points de l'accord ne seraient plus valables. M. Nordli doit lui aussi être déçu de l'évolution de la situation puisqu'il était semblé-il en avoir obtenu, après bien des difficultés, à réunir une majorité de députés, au départ plutôt hésitants, en faveur de l'accord, considéré dans les deux capitales, comme une étape historique de la coopération industrielle nordique.

Dans les milieux syndicaux, on estime qu'il serait « scandaleux » que la Fédération des petits actionnaires réussisse à torpiller un projet approuvé par les organisations professionnelles. « Ils ne pensent qu'à leurs dividendes, ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez ; ce qui les intéresse, ce sont les bénéfices à court terme », déclarait par exemple un délégué. Et l'organe de la confédération générale du travail, *Aftonbladet*, écrivait le 9 décembre : « Une fois de plus, les spéculateurs bourgeois jouent un rôle déterminant. Il est pourtant bien inscrit dans notre Constitution que le pouvoir émane du peuple ; les employés qui travaillent chez Volvo n'ont pas leur mot à dire. Cette affaire montre la nécessité de créer des fonds de salariés qui associeraient collectivement les travailleurs à la gestion et aux décisions des entreprises. »

ALAIN DEBOVE.

American Express veut prendre le contrôle du groupe Mc Graw Hill

Le groupe Mc Graw Hill, qui a Express à l'achat, mardi 9 janvier, une offre publique d'achat (OPA) au prix de 34 dollars l'action sur la totalité du capital du groupe de presse et d'édition Mc Graw Hill. La totalité de la transaction, si l'opération réussissait, atteindrait quelque 830 millions de dollars, ce qui en ferait une des plus importantes prises de contrôle de l'histoire des Etats-Unis. Cependant la direction du groupe Mc Graw Hill a rejeté, le 10 janvier, la proposition d'American Express, demandant aux actionnaires du groupe de s'abstenir en attendant la réunion du conseil d'administration.

« Je suis personnellement très déçu par la façon dont American Express a présenté sa proposition », a déclaré M. Gerald Mc Graw, P.-D.G. du groupe.

La valeur des exportations des trente pays les plus pauvres ne représente que 19,1 dollars par habitant, contre 75,4 dollars pour tous les pays en développement. En outre, leur pouvoir d'achat à l'étranger a diminué, de 1970 à 1977, de 17 % par habitant, alors que celui de l'ensemble du tiers-monde a progressé de 26 %. Indique la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), dans un rapport publié, le 9 janvier, à Genève. Ce rapport met l'accent sur l'extrême dépendance de ces pays vis-à-vis de l'étranger : ils comptent deux cent cinquante-trois millions d'habitants, soit 13 % de la population de tous les pays en voie de développement.

La famille détiendrait environ le tiers du capital du groupe. Les transactions sur le titre ont été suspendues, mardi 9 janvier, à Wall Street.

Le groupe McGraw Hill, qui a réalisé en 1977 un bénéfice de 51,4 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires de 659 millions, est le second groupe de presse américain. Il édite l'hebdomadaire économique *Business Week* et une soixantaine de magazines spécialisés, et il a des intérêts dans plusieurs stations de télévision. Rappelons que Mc Graw Hill avait revendu, en juillet 1976, à M. Jean-Louis Servan-Schreiber, qui en détenait déjà 51 %, la participation de 49 % qu'il détenait dans la société Technic Union, editrice du mensuel économique français *L'Expansion*.

American Express, de son côté, qui a réalisé en 1977 un bénéfice de 282 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de dollars, emploie 35 400 personnes dans plus de trente pays. La société, créée en 1850, exerce essentiellement ses activités dans trois domaines : les voyages, les assurances et les services bancaires internationaux. Elle émet des chèques de voyage, a créé la carte d'accréditation (8,4 millions de titulaires en 1977) et possède 253 agences de voyage.

Les titres American Express sont cotés depuis mai 1978 à Düsseldorf, Francfort, Paris et Amsterdam. Depuis deux ans, American Express cherchait à diversifier ses activités. Ainsi, il avait, en vain, tenté de prendre le contrôle de Walt Disney et de Book of the Month Club (le Club du livre du mois).

DIAMANTS
vente directe aux
particuliers de 12 h à 19 h
COMPAGNIE GENERALE DU DIAMANT
17, rue Reaumur - 75003 Paris - Tél. 278-55-13

DUCATI

Les moteurs marins Ducati sont désormais distribués en France par la Société Erregi. Erregi donne donc rendez-vous à tous les professionnels intéressés par une exclusivité sur les secteurs disponibles au stand Ducati, Salon de la Navigation de Plaisance Cnit - stand 197 - niveau 3.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep + ou Dep -	Rep + ou Dep -	Rep + ou Dep -
\$ E.-U. ...	4.244,5 - 4.250,5	- 430 - 113	- 310 - 270	- 1135 - 1035
\$ Can. ...	3.370,0 - 3.375,0	- 120 - 80	- 240 - 190	- 770 - 690
Yen (100) ...	2.133,0 - 2.138,0	+ 105 + 113	+ 200 + 215	+ 445 + 510
DM 2.265,0 - 2.270,0	+ 50 + 90	+ 180 + 145	+ 300 + 375	
Fl. (100) ... 2.112,0 - 2.117,0	+ 10 + 10	+ 115 + 110	+ 230 + 210	+ 180
F.S. (100) ... 14.307,5 - 14.333,5	- 360 - 220	- 505 - 380	- 1580 - 1065	
F.S. (100) ... 2.541,5 - 2.547,5	+ 120 + 165	+ 230 + 295	+ 775 + 855	
L. (100) ... 8.507,0 - 8.513,0	- 220 - 165	- 435 - 375	- 1430 - 1230	
S. 8.508,0 - 8.513,0	- 440 - 365	- 850 - 750	- 2815 - 2640	

TAUX DES EURO-MONNAIES

	31/12	31/12	21/12	31/12	31/12	31/12	31/12
	1/2	3/6	9/12	1/2	3/6	9/12	1/2
DM 3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
Fl. (100) ... 9 7/8	10 5/8	9 3/8	9 7/8	9 3/8	9 7/8	8 3/8	8 1/2
F.S. (100) ... 5	10 1/2	8 3/4	9 3/8	8 3/8	8 1/2	8 1/2	9 1/2
F.S. (100) ... 1/4	1/4	1/4	1/4	1/4	1/4	1/4	1/4
L. (100) ... 7 1/4	10 1/2	12 3/4	12 3/4	14 1/4	13 1/4	15 1/4	14 1/4
S. 10 3/4	11 3/4	11 1/2	12 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
F. francs ... 6 3/4	7 5/8	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE
OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

Les soumissionnaires intéressés par l'appel d'offres n° 03/78 pour la fourniture de claviers scientifiques avec matrices sont informés que la date limite de remise des offres fixée initialement au 31 décembre 1978, est prorogée au 25 janvier 1979.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD C.E.M. - C.E.A. DANS LE DOMAINE DU DESSALEMENT

C.E.M. - C.E.A. - Mécanisme et le Commissariat à l'énergie atomique viennent de signer un accord avec le C.E.A. pour la mise en œuvre de la coopération internationale de dessalement (SIDEM), filiale totalement contrôlée de C.E.M.

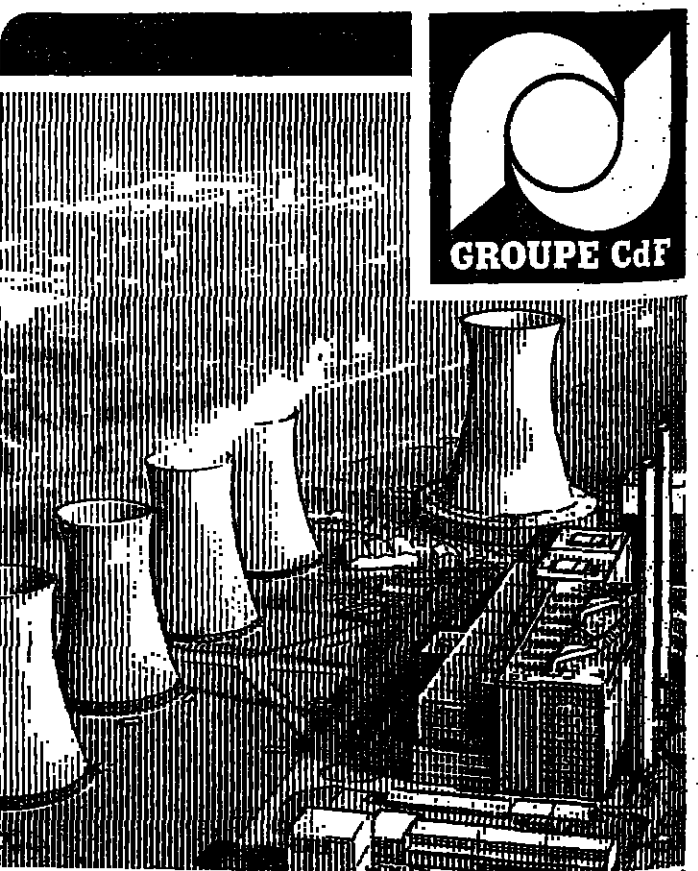
Le capital de la SIDEM sera désormais réparti à raison de 70 % pour la C.E.M. et de 30 % pour le C.E.A.

La SIDEM est l'une des premières entreprises mondiales dans le domaine du dessalement : elle a construit un nombre important d'usines, notamment dans les pays

du Moyen-Orient. La capacité globale de production des installations qui lui ont été commandées dépasse 350 000 m³/jour d'eau douce.

Le C.E.A. poursuit depuis plusieurs années des études sur les procédés de dessalement des eaux et dirige à cette fin de nombreux expérimentations et équipes spécialisées.

L'accord, qui vient d'être signé, confirme la volonté de mettre en commun les potentiels de recherche et de développement de la SIDEM, du C.E.A. dans le but de renforcer la position française dans la technique du dessalement des eaux.



Les centrales électriques au charbon : une contribution appréciable du Groupe des Charbonnages de France à la production nationale d'électricité.

EMPRUNT 1979
9,90%

CHARBONNAGES DE FRANCE

Le taux actuariel brut sera annoncé à l'ouverture de l'émission.

LES MARCS

PARIS

Calme et régularité

INDICES	INDICES	INDICES	INDICES	INDICES	INDICES	INDICES	INDICES	INDICES	INDICES
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
INDICE DES P									

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
EDUCATION ET CREATION.
3. ETRANGER
Après l'établissement du nouveau régime du Phnom-Penh.
4. ASIE
PROCHE-ORIENT
La crise iranienne.
5. AMERIQUES
PEROU : le mouvement de grève générale est inégalement suivi.
- AFRIQUE
6. EUROPE
LE DEBAT EUROPEEN
Les parlementaires R.P.R. sont profondément divisés.
7. POLITIQUE
SOCIETE
« Pour une justice moderne » (III), par Alain Peyrefitte.
10. SOCIETE
LE DEBAT SUR LES RYTHMES SCOLAIRES : « L'enfant oublié », livre d'opinion par Antoine Lagarde.
11. MEDICINE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

(PAGES 13 A 20)

- EXPOSITION : Delacroix à Nancy, par Pierre Granvalin.
- CINEMA : un entretien avec M. Georges Kluge, par Claire Devaux.
- LIVRES : un manuel de 1488 et un volume de « Renaissance », par André Chastel ; « L'œuvre gravée de Rouault », et le peintre d'histoire au dix-huitième siècle, par Jean-François Chevrin ; un numéro des « Cahiers du cinéma » sur les photos de films, par Hervé Guibert.
- ARCHITECTURE : Bordeaux découvre les Saint-Jacques, par Frédéric Béthoux.

22. PRESSE

- SPORTS
La chute du football français après le Mondial (II), par Gérard Albiouy.

27. ECONOMIE

- 28 à 30. AFFAIRES : la signature de l'accord entre Renault et American Motors est imminente.

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (21) : Annouciations classées (23 à 28) ; Aujourd'hui (21) ; Carrel (12) ; Méthodologie (21) ; Mots croisés (21) ; Bourse (21).

Le numéro du « Monde » daté 10 janvier 1979 a été tiré à 569 222 exemplaires.

● L'équipe de France de rugby qui rencontrera l'Irlande le 20 janvier à Dublin aura la composition suivante : Aguirre, Bilbao, Bertranne, Boissacq, Novès, Caussade, Gallon, Rives, Guibert, Cholley, Haget, Imbernon, Cholley, Paco, Paparém-borde.

1200 mach. à écrire en discount/Duriez

200 électriques portables
TOUTES les meilleures marques, les plus doubles, les moins chères : Olivetti, Olympia, Herma, Adler, Brother, Erma, Smith-Corona, etc. Simple (249 F) ou double (349 F) on voit, on entend, on écrit. Signes spéciaux. Duriez vend en discount et en direct sans intermédiaire. Duriez vous dit la vérité sur toutes les machines. Quantités limitées, 122, bd Saint-Germain. Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement. Satisfait ou 3 jrs en remboursement.

terres d'aventure SIKKIM
du 3 au 23 mars 1979
du 24 au 31 mars 1979
21 jours 2.000 F
terres d'aventure
VOYAGES SPORTIFS
10, rue Saint-Vincent, 75004 Paris
tel. 01.42.33.99.99 - 01.42.33.99.99

A B C D . F G H

A DIJON

La chambre d'accusation se prononce pour le maintien en détention de M. Robert Levavasseur

La chambre d'accusation de Dijon, présidée par M. Jean Malherbe, s'est prononcée, mercredi 10 janvier, pour le maintien en détention de M. Robert Levavasseur, soixante-deux ans, entrepreneur, président et fondateur du Comité Bourgogne et des Fêtes internationales de la vigne, inculpé et écroué, le 15 novembre dernier, pour abus de confiance, abus de confiance aggravée et escroquerie (« Le Monde » des 18 et 28 novembre 1978). Les défenseurs de M. Levavasseur avaient déposé une demande

de mise en liberté le 4 janvier, indiquant dans leurs conclusions qu'il n'y avait pas eu, de la part de leur client, d'intention frauduleuse et qu'aucune plainte n'avait été déposée contre lui.

Les enquêteurs ne s'étaient jusqu'ici intéressés qu'aux activités professionnelles de M. Levavasseur. Ils semblent devoir maintenant se pencher sur son rôle au sein du Comité Bourgogne, son départ ayant fait apparaître un certain nombre d'anomalies dans le fonctionnement de cet organisme.

De notre correspondant

tuellement certains milieux dijonnais ont l'impression que se monte quelque peu délicate, habituée d'être jusqu'ici à apprendre dans la rubrique des faits divers de la presse régionale l'arrestation de cycloteurs ou de cambrioleurs de magasins.

Dossiers en béton

Tandis que des personnes parfois honorables commencent à être en prison, les policiers de la section financière du S.R.P.J. de Dijon, qui ont mené à bien les diverses affaires, sortent brusquement de l'ombre. Trente-deux personnes ont été écrouées pour un an de leur fait : le promoteur des fêtes internationales de la vigne, mais aussi le plus important assureur de la place, M. Raymond Blary, inculpé d'escroquerie, d'abus de confiance et de fausse déclaration, pour un montant de 500 000 francs ; le gérant d'une société de fabrication de vêtements, M. Gérard Cordelier, poursuivi pour escroquerie frauduleuse, préjudice de 500 000 francs ; un commerçant, M. Jean-Pierre Monin, inculpé d'escroquerie, d'abus de confiance et de fausse déclaration, pour un montant de 500 000 francs de préjudice ; et quelques autres.

Opérant dans sept départements, la section financière du S.R.P.J. de Dijon a, rien que dans cette ville, réalisé l'an dernier quelque quatre cents saisies, contre cent cinquante-trois en 1973. Il est vrai que le service compte dix-huit fonctionnaires, contre huit il y a six mois.

Ils ont à leur tête un commissaire principal déjà surmonté par la presse locale, M. Jean-Daniel Courtois, trente-sept ans, en poste depuis deux ans, qui cherche avant tout à stimuler une équipe dont les succès primordiaux sont la cohésion et la mise en commun des compétences juridiques et comptables. Sans vouloir rivaliser avec les sections financières des S.R.P.J. de Marseille, Lyon, Lille ou Toulouse, celle de Dijon entend cependant être efficace et adapter son action au contexte régional.

Elle pourrait donc bien avoir à éplucher encore d'autres dossiers importants. En attendant, les policiers s'accrochent quelque temps de réflexion. « L'orgueil, c'est la chute », dit l'un d'eux, « il faut bien l'habiller pour élever ». « Pour y parvenir, ajoute-t-il, nous avons besoin d'activer nos connaissances juridiques et comptables. »

CHARLES MARQUES.

En cas de conflit entre l'U.R.S.S. et les États-Unis

Six cents villes soviétiques seraient détruites par les armes nucléaires américaines

Washington (A.F.P.). — L'existence en Union soviétique d'un programme de défense civile sauverait des millions de vies mais empêcherait pas ce pays d'être victime d'une véritable catastrophe en cas de riposte nucléaire américaine, affirme dans une étude l'Agence américaine de contrôle des armements et du désarmement (ACDA).

Un tel programme réduirait de 94 à 23 millions de morts les pertes de l'Union soviétique, mais pour 90 % des industries essentielles ainsi que 600 des plus grandes villes seraient rayées de la carte, et les dégâts causés aux cultures, au cheptel, aux réserves en eau, à la couche d'ozone, seraient tels que les dirigeants soviétiques pourraient difficilement crier victoire, même si leur première attaque atteignait les États-Unis de plein fouet.

Ces indications sont fournies après la mise sur ordinateur des différents facteurs entrant dans le schéma d'une guerre nucléaire entre les Deux Grands, tels qu'ils résulteraient de l'utilisation des armements stratégiques limités par un accord SALT II.

Le programme soviétique de défense civile permettrait notamment une évacuation massive des grands centres urbains des complexes industriels, la construction d'abris anti-atmosphériques. Le lancement d'une alerte générale en Union soviétique serait immédiatement détecté par les États-Unis, qui prendraient alors les mesures militaires nécessaires : les sous-marins nucléaires s'élanceraient sous les océans, les bombardiers stratégiques prendraient l'air, les missiles intercontinentaux pourraient être lancés, et les chances de réussite d'une première attaque soviétique seraient considérablement réduites, selon l'étude de l'ACDA.

Selon le professeur Sidney

D. Drell, spécialiste du contrôle des armements à l'université Stanford, les Soviétiques n'ont jamais expérimenté le plan d'évacuation de leurs grandes villes, et il n'existe aucune preuve qu'ils pourraient le mettre en application à l'échelle nationale.

La publication de l'étude annuelle de l'ACDA intervient au moment où le gouvernement américain, sur l'initiative du président Carter, aurait l'intention d'augmenter les fonds consacrés à ce sujet en les faisant passer de 90 à 140 millions de dollars, et où les opposants à un accord SALT-2 multiplient les initiatives pour le critiquer et monter l'opinion publique contre son approbation éventuelle par le Congrès.

En France, à plusieurs reprises, le Parlement a dénoncé les insuffisances du budget du Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.), consacré à la défense civile. Le gouvernement avait promis d'élaborer un plan 1978-1980 d'investissements en matière de défense non militaire, mais, à ce jour, les grandes lignes de ce programme ne sont pas arrêtées.

Pour 1979, il est prévu de consacrer 26,5 millions de francs — soit 0,004 % du budget de l'État — à la défense civile. De cette somme sont réservés, par exemple, 7 633 000 francs au ministère de l'Intérieur pour la protection des populations (alerte aux dangers aériens, alerte à la radioactivité et information). Le débat n'est pas tranché, en France, entre ceux qui considèrent que la protection de la population risque de fausser le principe même de la dissuasion (en laissant croire qu'on a « accepté » une bataille nucléaire) et ceux qui estiment que la protection de la population renforce, au contraire, la dissuasion en redonnant toute son efficacité à la menace d'un emploi des armes nucléaires sur des cibles militaires.

Feu vert pour la centrale du Pellerin en Basse-Loire

De notre correspondant

Nantes. — Le hurlement d'une sirène a annoncé, ce mercredi 10 janvier, aux riverains de la future centrale nucléaire du Pellerin, la signature par le premier ministre du décret déclarant d'utilité publique le projet et sa publication au Journal officiel de ce jour.

C'est la sirène de Couëron qui est entrée la première en action, la municipalité de cette commune (union de la gauche à direction socialiste) ayant accédé à la demande des communes de défense de la Basse-Loire d'alerter les habitants suivant les modalités prévues par le plan Orsec, ceci pour leur rappeler « l'absence de dangers et l'absence de dispositions de protection ».

Sur le site même, la mobilisation devrait déboucher rapidement sur une réaction très vive. Début décembre, une série de manifestations avaient été organisées qui démontrèrent la force et la détermination de l'opposition des populations locales.

Une sorte de répétition générale, avec barrages et distribution de tracts sur les routes, « manifestations pique-niques », labours et semailles sur les terrains agricoles, puis, surtout, opération « ville morte » au Pellerin et à Cholet-en-Poitou, le 19 décembre. Les commerçants, les écoles et même les usines s'arrêtèrent, ce jour-là, dans ces deux communes dont les conseils municipaux ont démissionné et où le préfet a installé, courant décembre, des délégations spéciales pour expédier les affaires courantes.

Les communes de l'agglomération nantaise ont voté, la semaine dernière, une motion de soutien à ces élus, exprimant leur solidarité et demandant au gouvernement de fournir toutes les informations sur les projets locaux. La lettre avait été jugée trop timide par les anti-nucléaires qui vinrent, un soir, perturber une séance du conseil municipal de Nantes y interpellant M. Chénard, député et maire socialiste. — J.-C. M.

Sur les marchés des changes

NOUVELLE HAUSSE DU DOLLAR

En hausse mardi en fin d'après-midi lorsque fut connue la décision du président Carter de prononcer en fin de semaine un discours sur la situation économique aux États-Unis et sur l'inflation, le dollar a poursuivi sa progression mercredi matin contre toutes devises avant de se stabiliser avant midi dans des marchés redevenus assez calmes.

À Paris, la devise américaine s'est échangée à 4,250 F contre 4,235 F. Elle s'est traitée à 1,853 DM (contre 1,836 DM) à Francfort, à 1,670 F.S. (contre 1,645 F.S.) à Zurich et à 191 yens (contre 185,4 yens) à Tokyo.

Selon des informations parvenues de Téhéran, le rial iranien aurait été dévalué de 2 % environ par rapport au dollar. Cette opération ne concernerait toutefois que les transferts sur comptes courants, l'iranien partant du rial par rapport au dollar étant conservé pour les exportations iraniennes. Cette mesure aurait pour objet de freiner l'évaluation de plusieurs milliards à quelques 10 milliards de dollars de puis le début de la crise.

MORT DU DESSINATEUR VICTOR HUBINON

Nous apprenons la mort du dessinateur Victor Hubinon à l'âge de cinquante-quatre ans.

Tout de la carrière de Victor Hubinon est liée à Spirou, où il avait fait ses débuts en 1947 avec le premier épisode des aventures de Buck Danny sur scénario de J.-M. Charlier. Buck Danny est à son quarantième album, cette série, très marquée par la guerre froide, a entretenu chez des millions d'enfants la mythologie de l'aviation.

Biographe de Surcouf et de Mérimée, auteur des aventures de Barbe-Rouge dans « Pilote », éternel complice de Charlier sur aussi, à l'occasion, se faire le scénariste des autres (dans « Pétrole » et dans « Record »). Mais il restera avant tout comme un maître de la B.D. réaliste, où il a imposé un dessin d'une extrême précision, poussant à la limite les caractères les plus marquants de l'école belge.

[Sur Victor Hubinon, on peut lire « Les Cahiers de la bande dessinée », n° 35 (Ed. Jacques Glénat).]

St-Germain des prés
HABILLEUR
CHEMISIER
CHAUSSEUR
37, rue du Four Paris 6ème
tél. 329.91.10

**SOLDE
SES COLLECTIONS**

PARKING GRATUIT. 60, rue Bonaparte.

MEN SPORT
Tailleur - Chemisier
solde
16, rue de Sèvres Paris 7ème

TED LAPIDUS
SAINT-HONORÉ
Homme **SOLDES** Femme
23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

Les divergences franco-allemandes sur les montants compensatoires restent vives

Les États-Unis e

Washington tente de rassurer

L'embarras américain

Les divergences franco-allemandes sur les montants compensatoires restent vives. Washington tente de rassurer. L'embarras américain.

Le feu vert pour la centrale du Pellerin en Basse-Loire.

Sur les marchés des changes.

Mort du dessinateur Victor Hubinon.

La chambre d'accusation se prononce pour le maintien en détention de M. Robert Levavasseur.

Six cents villes soviétiques seraient détruites par les armes nucléaires américaines.

Le syndicat des agents de la répression des fraudes appelle à une grève du zèle illimitée.

Arrêt de travail dans les imprimeries de la région parisienne.

Haussa de 10,5 % des salaires des cadres de la métallurgie.

Le feu vert pour la centrale du Pellerin en Basse-Loire.

Sur les marchés des changes.